Revue politique militante Septembre 1974 Vol. 4, no. 1 $0.50

mobilisation

Malgré les tentatives de la bourgeoisie de bloquer le mouvement de masse par la répression ou par le réformisme, la lutte des travailleurs se développe.



SOMMAIRE

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes.

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.



Pour abonnements et correspondance, prière de vous adresser à:

MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste.
1867 Amherst, Montréal.
tél.: 522-1373

Diffusion aux librairies à Montréal

Agence de Presse libre du Québec,
2074 Beaudry, Montréal,
Tél.: 522-1175

A Paris vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie **LA JOIE DE LIRE**,
40 rue St-Sévérin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Quebec.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

Le réformisme et sa concrétisation social démocrate constituent des problèmes-clés pour le développement d'une alternative révolutionnaire au Québec et partout dans le monde. Contrairement aux autres idéologies bourgeoises, le réformisme est extrêmement actif et puissant au sein même du mouvement ouvrier et populaire. Prenant toutes sortes de formes et se manifestant sous toutes sortes d'idées, le réformisme et la social-démocratie tentent de détourner la lutte ouvrière et populaire vers des impasses. Pour se développer, le mouvement révolutionnaire doit mettre en brèche le réformisme. Partout où les militants entreprennent un travail d'organisation et de lutte, dans les entreprises ou les quartiers, lors d'une lutte syndicale ou politique, il faut mener une lutte contre l'idéologie réformiste, non pas contre les travailleurs et les gens du peuple qui sont influencés par cette idéologie, mais contre ses racines de classe. En effet, il faut savoir bien identifier notre ennemi et unir tous ce qui peut être uni contre cet ennemi commun. Pour nous, il ne s'agit pas de partir en guerre contre les milliers de militants sincères et honnêtes qui sont influencés à des degrés divers par l'idéologie bourgeoise du réformisme, mais de critiquer ce qui constitue objectivement un frein pour le mouvement ouvrier et populaire.

C'est donc ce thème que nous avons voulu analyser dans ce numéro de **Mobilisation**. En plus d'analyser historiquement et théoriquement les racines de l'idéologie réformiste et ses diverses manifestations (cf. Social démocratie et réformisme: perspectives historiques et théoriques), nous avons voulu en démontrer des manifestations concrètes, à Montréal (l'expérience de la lutte municipale et le RCM), en Colombie Britannique (avec le gouvernement NPD) et en France (où l'alliance électorale des partis réformistes a donné naissance au "Programme Commun"). Pour compléter ce tableau, un texte sur les nouvelles formes d'exploitation de la classe ouvrière où on démontre comment la "coopération" et la "co-gestion" entre employeurs et employés, tant vantés par les réformistes du monde entier, aboutissent dans les faits à raffiner l'exploitation de la classe ouvrière.

Ce premier numéro de la revue cette saison pourra donner aux lecteurs une idée générale de notre travail à venir. En effet, les numéros que nous préparons pour les prochains mois seront tous centrés autour d'un thème majeur, illustré par des analyses sur les aspects différents d'une même question. Nous avons pensé de cette façon plus contribuer à la clarification de l'orientation politique des militants. Nous traiterons d'ailleurs de cette question et des autres points à éclaircir dans un bilan plus systématique de notre travail et des perspectives qui s'en dégagent, bilan dont nous vous ferons part dans les mois prochains. D'ici là, nous aimerions continuer à recevoir vos commentaires et vos idées sur **Mobilisation** pour que se développe cet instrument d'échanges et de réflexion des militants québécois.

Le comité de rédaction.

SOCIAL-DEMOCRATIE ET REFORMISME:

perspectives historiques et théoriques

l'unité dans la diversité

La plupart des militants québécois ont eu affaire à un moment donné de leur expérience militante à ce qu'on appelle le réformisme.

Le réformisme prend plusieurs formes, autant ici au Québec que partout dans le monde. Plusieurs d'entre nous souvent confondent et mettent dans le même paquet le réformisme des centrales syndicales, qui parlent de "négocier", ou encore, le réformisme du P.Q. qui prétend "civiliser" le capital américain. Dans le réformisme, on inclut aussi généralement plusieurs partis ouvriers dans le monde, la Scandinavie, le révisionisme soviétique, le Parti Communiste français, etc... et plusieurs autres.

Notre but ici n'est pas de dénoncer sans nuances toutes ces expériences. Nous savons que plusieurs militants dans des organisations réformistes, partis ou syndicats, sont d'authentiques défenseurs de la cause ouvrière: ils ne sont pas des ennemis des révolutionnaires dans leur immense majorité. Souvent même, les réformistes s'uniront avec les révolutionnaires pour lutter contre leur ennemi commun et celui du peuple tout entier, la bourgeoisie monopoliste et impérialiste.

D'autre part, il est essentiel pour les révolutionnaires de critiquer le réformisme sous toutes ses formes. Il s'agit alors de distinguer l'idéologie réformiste, présente parmi le peuple et ses organisations, y compris les organisations révolutionnaires, des militants qui la diffusent consciemment ou inconsciemment. Il s'agit pour nous de cerner l'influence idéologique de la bourgeoisie dans nos propres rangs, de la combattre pour mieux unir le peuple contre la bourgeoisie.

Le réformisme est un ennemi interne extrêmement grave au sein même du mouvement ouvrier et populaire. Il peut conduire à des défaites terribles le mouvement de masses. Comme l'indiquait notre camarade Miguel ENRIQUEZ, secrétaire général du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) rappelant le cas du Chili "ce ne sont ni le socialisme, ni la révolution prolétarienne qui ont échoué au Chili, mais le réformisme, qui a entrainé dans sa chute le centrisme de gauche, c'est-à-dire le secteur incapable d'avoir des options claires aux moments critiques de la lutte des classes." (1) Le réformisme se manifeste sous plusieurs formes, chacune d'entre elles possédant des caractéristiques qui lui sont propres, une histoire et des pratiques différentes. Pourtant, un facteur de base les unit. Malgré la diversité et la multiplicité des formes de réformisme dans le monde, un dénominateur commun les rassemble: la tentative illusoire de contourner la contradiction fondamentale entre la bourgeoisie et le prolétariat, contradiction antagoniste et irréductible, dont la résolution passe par la révolution et la longue période de transition au communisme pendant laquelle le prolétariat et les autres couches du peuple établissent leur hégémonie sur la société, hégémonie historiquement surnommée "dictature du prolétariat".

Nous allons tenter de cerner dans ce texte limité les différentes formes de réformisme, comment elles se manifestent et comment elles peuvent être combattues. Tout en traçant les lignes générales du réformisme, nous allons éclaircir les spécificités de ces différentes manifestations. En plus des limites du texte découlant de notre formation fort restreinte, il faut voir que la lutte contre le réformisme demeure très abstraite si l'on ne dégage pas minimalement une alternative révolutionnaire. *Cette alternative, elle n'en est qu'à un stade extrêmement embryonnaire à l'heure actuelle, ce qui limite considérablement la portée de nos idées. Toutefois, nous sommes aussi conscients de la dialectique qui existe entre le développement de cette alternative d'une part, et d'autre part la lutte idéologique contre les idées erronées et bourgeoises: chacun des deux pôles s'appuyant l'un sur l'autre. Pour répéter une formule connue mais souvent oubliée, c'est de la* fusion *entre la théorie marxiste léniniste (synthèse des acquis du mouvement ouvrier mondial) et de la pratique de la lutte des masses que naîtra cette alternative.*

---

1) Nos camarades du MIR ont aussi expliqué à plusieurs reprises le rôle héroique du président Allende et des autres dirigeants de l'Unité Populaire qui malgré leurs graves erreurs, donnèrent leur vie pour défendre la cause du peuple. Et ceci, non pas pour minimiser les erreurs du réformisme, mais pour distinguer entre cette idéologie et les militants honnêtes qui conduisirent le mouvement populaire à une impasse sans souvent s'en rendre compte.

1) La base de l'édifice: l'idéologie réformiste

Le réformisme est une idéologie qui prend plusieurs formes organisées: la social-démocratie de type traditionnelle (le NPD par exemple) ou de type "nouveau" (le FRAP), les organisations de type révisioniste (PC français...), etc... C'est-à-dire qu'il constitue un ensemble d'idées et de pratiques qui donnent la "ligne générale" de conduite d'une organisation et de ses militants. Mais commençons par voir d'où vient le réformisme, puisque, comme chacun sait, "les idées ne tombent pas du ciel"...

LES ORIGINES

Au début du XXième siècle, alors que le mouvement ouvrier commençait à prendre de l'essor, la bourgeoisie un peu partout dans le monde commença à se rendre compte qu'elle serait forçée de composer avec le mouvement ouvrier. Bien sûr, elle n'écartait nullement la répression, les massacres, tous ces moyens qu'elle avait expérimentés à plusieurs reprises dans le passé. Toutefois, en plus du bâton, elle devait maintenant utiliser la carotte, les compromis et les négociations. Face aux puissants mouvements ouvriers comme en Allemagne et en Angleterre, la bourgeoisie ne pouvait pas s'en tenir à la méthode forte comme par exemple lors de la commune de Paris où l'isolement et la faiblesse d'organisation du prolétariat parisien lui coûtèrent cent mille morts.

C'est effectivement là l'origine du réformisme. Elle est une tentative de la bourgeoisie d'introduire dans le mouvement ouvrier l'idée qu'il est possible de s'accomoder avec la bourgeoisie, de composer avec elle et de réformer les aspects les plus grossiers de l'exploitation capitaliste.

Mais il était difficile pour la bourgeoisie d'introduire directement au sein du mouvement ouvrier ses propres idées. C'est pour cela qu'elle le fit par l'intermédiaire des couches du peuple les plus vacillantes, les plus facilement corruptibles. En effet, le prolétariat et le peuple ne constitue pas un ensemble unifié: il est composé de diverses couches dont l'intérêt commun est souvent restreint. Ainsi, au début du siècle, se constitua rapidement une "aristocratie ouvrière", une fraction du prolétariat privilégiée, composée des travailleurs les plus spécialisés et les plus protégés, qui se formait grâce aux super-profits que la bourgeoisie tirait de l'exploitation des colonies. D'autre part, une importante fraction de la petite bourgeoisie (1) rallia aussi le camp populaire, emportant avec elle toutes ses illusions sur la possibilité de "réformer" le système sans trop de douleur. C'est par le biais de ces couches populaires que la bourgeoisie introduisit le réformisme dans le mouvement ouvrier. Il est important de souligner ici que le réformisme est une idéologie bourgeoise, et non pas une idéologie petite bourgeoise ou dans le "milieu". Les fractions privilégiées du prolétariat (aristocratie ouvrière) et les couches inférieurs petites bourgeoises du peuple ont un **intérêt fondamental** à faire la révolution. Cependant, de par leurs conditions de vie et de travail, ces couches sont plus enclin à vaciller, à tenter de compromiser l'impossible, c'est-à-dire les intérêts bourgeois et les intérêts prolétariens. En fait, c'est la domination idéologique de la bourgeoisie sur ces couches (plus facilement applicables sur elles) qui introduit le réformisme. Mais les autres fractions du peuple, y compris les ouvriers les plus exploités, en sont marqués aussi. Comme on peut le voir à tous les jours, il n'y a pas juxtaposition entre position de classe et conscience de classe: un ouvrier peut avoir les idées de la bourgeoisie si celle-ci l'enferme dans un

1) Particulièrement les couches inférieures en processus de prolétarisation sous le capitalisme monopoliste: artisans, techniciens, petits fonctionnaires et enseignants, etc...



Le MIR chilien mit en pratique sa critique du reformisme dont l'aboutissement tragique place le mouvement populaire devant la necessite de se s'engager dans le long processus d'une guerre populaire prolongee. Ci-haut, Bautista Von Schowen (arrête et torture par la dictature gorille) et Miguel Enriquez, deux dirigeants du MIR.

carcan idéologique dès sa naissance (éducation, famille, médias...). Pour résumer donc, le réformisme est une idéologie bourgeoise qui pénètre dans le mouvement ouvrier et qui a pour origine des couches populaires plus "proches" d'elle économiquement. Plus loin, nous verrons sommairement les grandes lignes de l'histoire du réformisme dans le mouvement ouvrier mondial.

LE CONTENU

L'idéologie réformiste a pour objectif fondamental de maintenir le régime d'exploitation capitaliste. Pour atteindre ce but, elle diffuse l'idée qu'on peut "améliorer" le système, le "réformer", que malgré certains défauts, le système capitaliste est le meilleur possible, qu'il faut trouver une formule de réconciliation entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les couches vacillantes du peuple hésitent devant l'inévitabilité de la révolution qu'elles craignent. Elles tentent de trouver le "juste milieu" pour rallier dans la tranquilité tout le monde, la "troisième voie" entre le capitalisme et le socialisme, qu'on présente sous formes de "socialisme démocratique" (qu'on oppose au socialisme prolétarien trop "dictatorial"), de "coopérativisme". (2)

Ailleurs, les réformistes justifieront leur défense du capitalisme par des théories "étapistes": d'abord le capitalisme démocratique, ensuite le socialisme, en concevant ces étapes de façon sclérosées et mécaniques, oubliant la continuité et la liaison entre les étapes (3). Toutes ces formules nous ramènent au même résultat: éviter l'édification d'un pouvoir et d'une société dirigé par le prolétariat.

Mais le réformisme a plusieurs trucs dans son sac: il est présent partout dans toutes les luttes du peuple et se masque derrière toutes sortes de formules. Voyons d'abord comment il se manifeste dans la lutte politique.

L'OPPORTUNISME

Le réformisme a une longue histoire de luttes politiques derrière lui; à certains endroits, il dirige des gouvernements, ailleurs, il est dans l'opposition, parfois même il dirige et canalise la révolte populaire. Partout cependant, il aboutit à la même trahison.

Dans la lutte politique, une question demeure primordiale: la question du **pouvoir**: qui le détient, qui l'oriente. Là-dessus, il n'y a que deux voies possible, celle de la bourgeoisie et celle du prolétariat. Il n'y en a pas de troisième. Quand on parle de pouvoir, on ne parle pas seulement de gouvernement, ou de parlement, ce à quoi les réformistes réduisent la lutte politique. Le pouvoir, c'est le contrôle sur l'ensemble du processus social-économique, idéologique... Le parlement ou le gouvernement ne sont que des instruments de gestion de ce pouvoir. C'est ainsi qu'on a vu le gouvernement de l'Unité Populaire au Chili au "pouvoir" pendant trois ans sans jamais renverser véritablement le lieu réel de ce pouvoir dans les mains de l'impérialisme, de l'oligarchie chilienne et de l'armée. (4).

Pour les révolutionnaires, prendre le pouvoir, c'est détruire l'appareil d'Etat bourgeois (parlement bourgeois, presse bourgeoise, appareils idéologiques, économiques, militaires bourgeois...) et établir un nouveau pouvoir prolétarien.

Les réformistes réduisent la question politique à la question de l'Etat. Ce qu'il faut disent-ils c'est contrôler l'Etat, qu'ils conçoivent comme un instrument "neutre" qui peut servir le prolétariat aussi bien que la bourgeoisie. C'est là dénaturer le rôle de l'Etat bourgeois qu'on ne peut modifier sans changer radicalement l'ensemble de la société. (5) Pour les révolutionnaires, la prise du pouvoir doit être envisagée comme un moyen de détruire l'appareil d'Etat bourgeois qui n'est ni neutre ni "en dehors" de la lutte des classes.

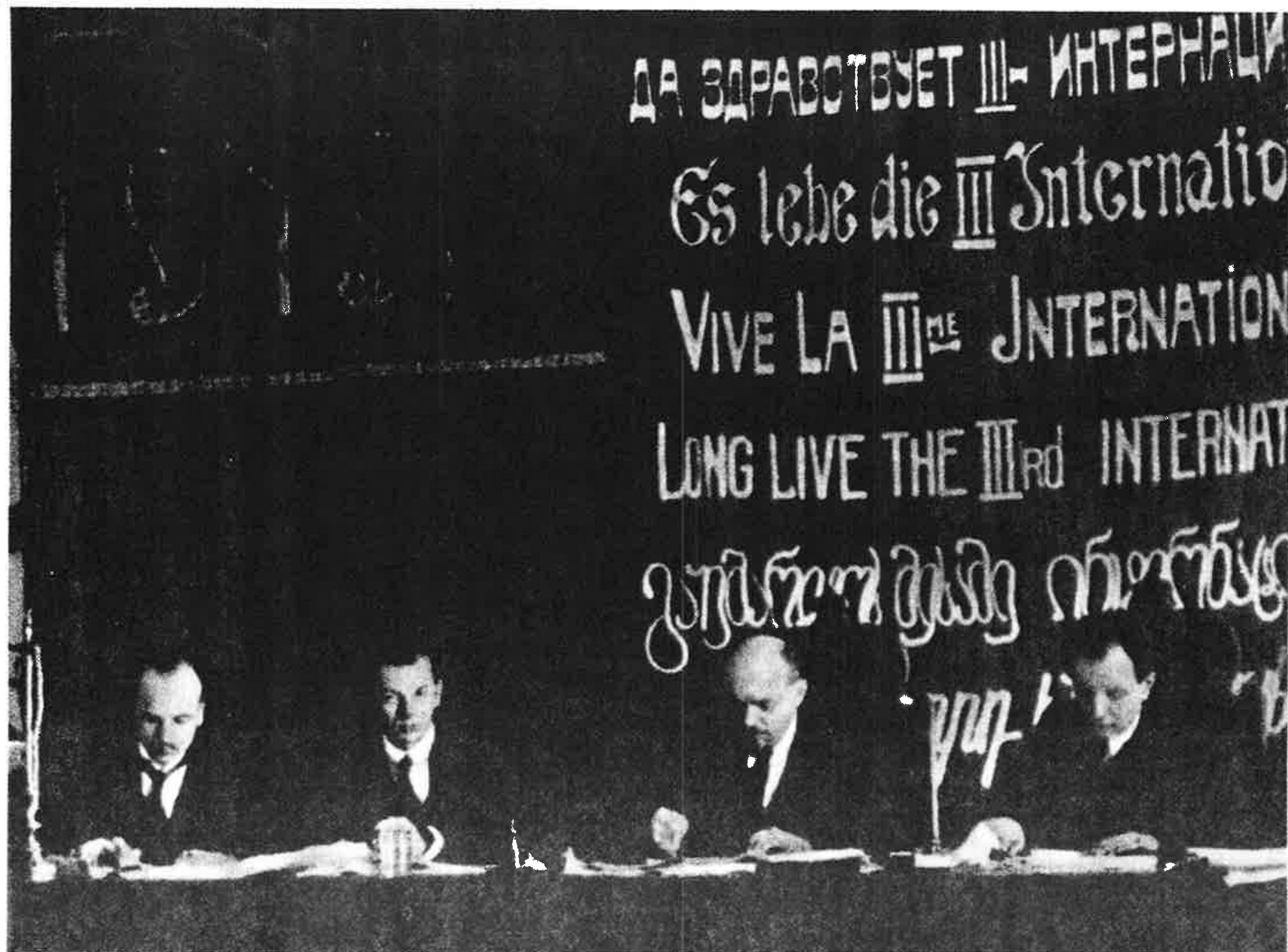
---

2) **L'autogestion** est une autre variante, quoique plus complexe de cette recherche d'une "troisième voie". Ainsi, les réformistes parlent du "contrôle ouvrier" sur les entreprises sans expliquer que son contrôle n'est qu'une utopie sans renverser l'Etat capitaliste. Certains syndicalistes de la CFDT en France et de la CSN ici ont développé ces théories assez fumeuses de l'autogestion dans le but évident d'éviter la question de fond: celle du pouvoir.

3) Il faut distinguer les étapes de la révolution sans tomber dans des déviations "étapistes", chacune des étapes constituant un moment précis du processus révolutionnaire, mais étroitement relié à la poursuite de la révolution. Ne pas distinguer ces étapes, c'est tomber dans l'ultra-gauchisme irréaliste du "tout ou rien". Mais concevoir ces étapes en dehors d'un processus révolutionnaire ininterrompue et prolongée, c'est limiter le mouvement et tomber dans le réformisme.

4) Voir à ce sujet **"Apprendre à Vaincre"**, du coup d'Etat à la résistance chilienne, dossier Mobilisation, janvier 1974

5) Une autre conception erronée du rôle de l'Etat mise de l'avant par les réformistes est la théorie de l'Etat-"levier" du développement économique et social. Cette théorie développée principalement par le PQ grossit démesurément le rôle de l'Etat en le concevant comme l'instrument principal de transformation économique. On retrouve là sous une autre forme la conception de l'Etat "neutre" au dessus de la lutte des classes.



Lénine et les dirigeants de la Troisième Internationale.

Ce qui distingue les réformistes des révolutionnaires dans les moyens, c'est la différence de perspectives. Jamais dans l'histoire du monde, la bourgeoisie n'a consentie à céder le pouvoir pacifiquement au prolétariat et c'est bien normal. Quand les bourgeois se sentent menacés sur le terrain légal, à chaque fois inévitablement ils utilisent la violence contre le peuple. Malheureusement, les réformistes refusent d'admettre cette réalité. Inlassablement, ils parlent du "passage pacifique", de la "voie légale", etc...Et inlassablement, ils provoquent l'écrasement des forces populaires dont l'exemple récent du Chili nous glace encore le coeur. Les révolutionnaires luttent par tous les moyens. Quand cela est possible, ils luttent légalement, aux élections et ailleurs, sans jamais répandre l'illusion parmi la masse que c'est ainsi que nous allons atteindre notre but. Les révolutionnaires disent aussi que la lutte violente, antagoniste entre la bourgeoisie et le prolétariat se poursuit sur une longue période historique, même quand le prolétariat est au pouvoir. Marx il y a plus de cent ans nous disait déjà que "...Entre la société capitaliste et la société communiste se place toute la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat..." (Marx dans la **"Critique du programme de Gotha"**) Ainsi, les révolutionnaires, comme les camarades chinois l'ont déjà appliqué, répandent l'idée que la véritable transformation du système ne peut s'effectuer que par la prise en charge complète des aspects politiques, économiques et idéologiques du système par le prolétariat et son parti.

Au contraire, les réformistes tentent de retarder cette échéance. Souvent même, ils s'allieront avec les forces de la bourgeoisie pour écraser le peuple et la révolution (comme en Allemagne durant les années 1917-1920). Ailleurs, désarmant idéologiquement et matériellement le peuple, les réformistes mourront avec lui sous les coups des fascistes (comme au Chili). Dans le domaine de la lutte politique, les réformistes refusent de préparer le peuple à la tâche nécessaire qui l'attend: détruire l'Etat et les forces de

la bourgeoisie, établir sa direction sur tout le processus social et bâtir le socialisme. Cette tâche, les révolutionnaires la préparent, progressivement et prudemment, par tous les moyens possible, y compris les élections, mais aussi la lutte armée, la guerre civile, etc...

L'ECONOMISME

Les réformistes sont aussi des "économistes", c'est-à-dire qu'ils réduisent souvent la lutte politique à une lutte pour des réformes économiques. Cette déviation est probablement celle qui fait le plus de ravage ici actuellement. C'est à cause d'elle que le prolétariat et les autres couches du peuple s'en tiennent à leurs luttes revendicatives, sans jamais poser les conditions pour la lutte politique.

Pour les révolutionnaires, la lutte économique est importante; il est important de défendre les conditions de vie et de travail du peuple, il est important d'organiser la lutte économique et revendicative partout et avec le plus de force possible; ce n'est pas cela qui constitue l'économisme. L'économisme, c'est quand on mène ces luttes économiques sans expliquer **en même temps** que jamais nos revendications ne pourront être pleinement satisfaites tant et aussi longtemps que la bourgeoisie maintiendra son pouvoir. Mais l'économisme, c'est aussi une certaine forme de lutte "politique" qui consiste à limiter la lutte aux aspects "politiques" de la lutte économique. Ainsi, lors de chaque grève, chaque revendication ouvrière, des **aspects** politiques entrent en jeu: par exemple, l'Etat intervient dans une grève. Il s'agit alors d'une lutte économique dont l'aspect politique ressort. Et pour les révolutionnaires, il est extrèmement important de faire ressortir le plus possible ces aspects politiques de la lutte économique. Toutefois, il est économiste de limiter la lutte politique à cet aspect politique de la lutte économique. Les révolutionnaires doivent mettre de l'avant que le pouvoir politique ne se prend pas dans une grève, ni dans une usine. Ils doivent montrer que toutes nos revendications économiques, à caractère politique ou pas, doivent aider et contribuer à mener la lutte principale, la lutte pour le pouvoir, la lutte politique. Et pour aider à renforcer ce courant révolutionnaire, les luttes économiques doivent servir de terrain d'éducation et de formation, d'"école de la guerre" (selon l'expression de Lénine) pour les masses populaires. Les révolutionnaires ne sont pas des idéalistes: ils savent que les masses luttent de mille et une façons pour résister contre le capitalisme. Il faut participer à ces luttes et dans l'expérience des masses, faire ressortir la question du pouvoir, faire ressortir que notre lutte revendicative est principalement valable parce qu'elle permet de nous unir et de nous renforcer en tant que classe, et non pas pour les miettes qu'on peut arracher à la bourgeoisie.

Cette passion des réformistes partout dans le monde pour les prises de "pouvoir" gouvernemental explique sans doute l'emphase qu'ils mettent sur les moyens légaux et "pacifiques", sur les élections et le parlementarisme. Pour les réformistes, le but est atteint quand on obtient une "majorité" au parlement, quand on peut former un "gouvernement", quand on introduit des "législations progressistes". Les révolutionnaires eux ne rejettent pas nécessairement l'emploi des moyens légaux et électoraux pour avancer la lutte politique. Parfois, les élections et le parlement peuvent constituer d'excellentes tribunes pour diffuser la propagande révolutionnaire et nuire au bon fonctionnement de l'Etat bourgeois. Lénine lui-même dû lutter contre les conceptions anti-parlementaires qui refusaient de se "salir" dans cet antre de la bourgeoisie que constitue le parlement.

LE SPONTANEISME ET LE BUREAUCRATISME

L'économisme comme manifestation de l'idéologie réformiste nous amène à un autre aspect: la théorie de l'organisation. On sait que cette question a souvent été la question-clé dans l'histoire du mouvement ouvrier. Les réformistes pour leur part ont toujours été les adversaires de la construction d'une véritable organisation prolétarienne. D'ailleurs, c'est dans la nature même du réformisme, et de ses conceptions opportunistes et économistes d'être incapable de résoudre correctement cette question. Historiquement, les réformistes ont mis de l'avant deux conceptions en apparence contradictoires de l'organisation: la **première conception**, qualifiée de spontanéisme, consiste à concevoir comme "spontané" l'avènement de la révolution, le développement de la conscience et de l'organisation révolutionnaire. Selon les aprioris réformistes, la lutte économique et parlementaire du peuple s'aggrandit et se développe progressivement et à un moment donné le pouvoir tombera de par lui-même aux mains du peuple. L'élément subjectif de la révolution, l'élément de conscience et d'organisation devient alors très secondaire, presqu'inexistant. C'est là le sens de la polémique entre Lénine et les économistes russes vers 1903. Lénine citant Kausty réfutait ainsi les thèses spontanéistes:

"...Beaucoup de nos critiques revisionistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la **conscience** (souligné par K.K.) de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette conscience. Le projet de programme donne à croire que la commission qui a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte: "Plus le prolétariat augmente du fait du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience" de la possibilité et de la nécessité du socialisme. Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Or cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte des classes surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du processus social-contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolératiat, mais les **intellectuels bourgeois** (souligne par K.K.): c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus évolués, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (**von Aussen Hineingetragenes**) dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément (**urwüchsig**)

(**Que Faire**, Lénine)

C'est de ce débat que surgit la conception révolutionnaire de l'organisation, la conception léniniste. Mais nous y reviendrons plus tard (6). Pour le moment, contentons-nous de nous limiter à la conception réformiste; celle-ci en vient en fait à justifier l'absence d'une organisation prolétarienne unifiée et centralisée, une organisation de type parti communiste. Au contraire, les réformistes mettront de l'avant diverses idées sur le sujet, toutes allant dans le sens du spontanéisme: "étant donné que nous limitons notre lutte à une lutte économiste et opportuniste, inutile de bâtir une organisation révolu-

6) Mobilisation prépare un texte détaillé sur les acquis de la thèorie marxiste-léniniste en matière d'organisation qui paraîtra en décembre prochain.

tionnaire contentons-nous des syndicats, ou des partis politiques bourgeois et petits bourgeois" (style npd).

Mais ce spontanéisme se cache souvent derrière une deuxième forme d'économisme en matière d'organisation: la bureaucratisme. Tout le monde sait comment fonctionnent les centrales syndicales par exemple, même celles dirigées par des réformistes qui parlent souvent de " casser le système". Y-a-t-il là une contradiction entre leur réformisme "spontanéiste" et le fait qu'ils sont absolument anti-démocratiques et bureaucratiques à l'extrême? Non, cette contradiction est une apparence. En effet, revenons à la base de la question. Le fait de nier la nécessité d'une lutte politique organisée contre la bourgeoisie, le fait de nier la nécessité de développer une conscience et une organisation de classe parmi les masses conduisent directement à la bureaucratie. En effet, si l'on ne donne pas aux masses les éléments de compréhension scientifique pour diriger leur lutte, celles-ci se trouvent démunies, sans instruments et sans force organisée. Elles remettent alors la direction de leurs luttes dans les mains d'experts qui se chargeront à leur place d'obtenir leurs revendications et d'en expliquer la portée. La nature foncièrement anti-démocratique des organisations réformiste de tout genre découle de cette réalité fondamentale si l'on ne développe pas l'autonomie politique et idéologique des masses, celles-ci n'ont plus qu'à suivre aveuglément le premier opportuniste venu, et c'est ça qui arrive dans la réalité. Les masses luttent spontanément, mais parce qu'elles ne possèdent pas d'instrument de direction de leur lutte (le parti prolétarien), toutes leurs luttes sont récupérées, n'ont aucun effet de transformation véritable sur leur vie et sur leur travail.

Seule une organisation prolétarienne (de type parti communiste) est véritablement **démocratique**: elle seule peut donner aux masses les instruments qui leur permettront d'aller de l'avant, de fusionner leurs luttes locales et partielles en un puissant courant unifié et centralisé pour la révolution. Les révolutionnaires ne sont pas encore contre le mouvement spontané de lutte des masses. Seulement, contrairement aux réformistes au lieu de laisser ce mouvement sans tête et sans direction, les révolutionnaires veulent unifier le mouvement de masse, lui indiquer son véritable ennemi et concentrer toutes ses forces pour abattre cet ennemi une fois pour toutes.

L'EMPIRISME

Voici enfin le dernier aspect général du réformisme que nous toucherons plus en profondeur. "Le mouvement est tout, le but final n'est rien", ainsi résumait sa pensée le premier théoricien du réformisme, E. Bernstein, dirigeant du parti socialiste allemand au début du siècle.



Staline poursuivit l'oeuvre de Lénine dans les conditions difficiles de l'encerclement impérialiste et de la guerre mondiale.

Cette formule est la manifestation idéologique du réformisme. Pour les réformistes, l'immédiat, ce qu'ils ont devant leur nez, demain matin, constitue le tout. Ce sont eux qui, comme Lénine le disait, ne pensent qu'à "définir sa conduite en fonction des circonstances, s'adapter aux événements du jour, à la versatilité des menus faits politiques, oublier les intérêts vitaux du prolétariat...telle est la politique révisioniste..." (**Marxisme et révisionisme**).

Il est facile de remarquer que les réformistes affichent souvent un mépris pour la théorie, pour l'analyse et l'élaboration de stratégies à moyen et à long terme. Souvent ils rejettent ces questions sous prétexte que ce qui est important, ce sont exclusivement les tâches immédiates. Ils dédaignent aussi la théorie, sans comprendre que sans saisir les processus d'ensemble, sans perspectives politiques larges, sans soumettre nos expériences limitées à l'analyse scientifique quidée par la théorie révolutionnaire, nous ne restons qu'à un niveau extrèmement limité, immédiat, subjectif des choses.

Les révolutionnaires eux sont conscients que la pratique directe constitue toujours le test vital, l'aspect principal de la lutte. Toutefois, ils sont aussi conscients qu'il ne faut pas substituer la pratique individuelle à la pratique historique et internationale des masses, cette pratique synthétisée par la théorie marxiste-léniniste et qui ne s'acquiert que par un long travail d'étude et de formation, liée à l'analyse de la pratique révolutionnaire.

(7) Les réformistes sont empiristes, ils ne croient qu'à eux-mêmes, taxant d'"étranger" l'expérience du mouvement ouvrier mondial et méprisant le travail d'étude comme une "maladie" pour intellectuels.

Il faut souligner ici que tous les aspects de l'idéologie réformiste, opportunisme en politique, économisme dans la lutte revendicative de masse, spontanéisme en matière d'organisation et empirisme comme conception générale du monde, sont tous étroitement liés entre eux, mais possèdent en même temps des caractères spécifiques. C'est ainsi que dans des organisations ouvertement réformistes, par exemple les partis sociaux-démocrates de type traditionnel (ici le NPD), tous ces aspects sont amplement présents: ils constituent même l'aspect dominant de leurs pratiques. D'autre part, à d'autres niveaux, même parmi les organisations révolutionnaires, divers aspects de l'idéologie réformiste sont aussi présents.

7) Il faut ici distinguer la théorie marxiste-léniniste, synthèse scientifique de l'expérience internationale du mouvement ouvrier, de la théorie de la révolution québécoise, que nous devons élaborer nous mêmes, en fusionnant cette synthèse scientifique (la théorie M.L.) avec notre propre expérience, notre propre pratique révolutionnaire. L'empirisme consiste à identifier la théorie de la révolution québécoise à nos propres pratiques, sans tenir compte de l'autre élément, la théorie M.L. qui elle aussi, si elle est envisagée sans tenir compte de notre pratique, comme le font les dogmatistes, devient uen série de dogmes inutiles.

L'économisme par exemple est une déviation qui apparaît souvent quand le mouvement révolutionnaire est plongé dans la lutte revendicative et qu'il a tendance à oublier la lutte politique pour le pouvoir. Encore là, il faut souligner que le **réformisme est une idéologie bourgeoise** présente parmi le peuple; parfois, il prend une forme organisée (sociale-démocratie, partis révisionistes, etc...), parfois, il est présent en tant que "déviation idéologique" dans le mouvement de masse ou dans le mouvement révolutionnaire. Et ces manifestations sont très nombreuses. Nous n'avons mentionné que les plus importantes: il en existe plusieurs autres de diverses importance. Par exemple, le **chauvinisme:** l'idéologie réformiste encourage les organisations du peuple et les révolutionnaires à avoir une conception localiste de la révolution, empêche de concevoir notre combat comme une partie d'une lutte internationale contre la bourgeoisie internationale. Et plus sérieusement encore, cela conduit parfois à subordonner les intérêts d'un prolétariat "national" à une bourgeoisie "nationale" en lutte contre un autre peuple dans le monde. C'est ainsi que les sociaux-démocrates partout dans le monde justifièrent les guerres impérialistes contre les peuples coloniaux durant tout le XXième siècle.

L'ULTRA-GAUCHISME

Il serait dangereux de compléter ce tableau général du réformisme sans mentionner son partenaire historique, l'ultra-gauchisme, qui constitue en fait une sorte de réformisme "renversé": l'ultra-gauche soutient essentiellement les mêmes thèses que les réformistes, mais en les décorant d'un langage "dur" et radical. Historiquement, les deux formes d'idéologie bourgeoise, réformisme et ultra-gauchisme ont toujours constitué une sorte de couple idéologique, l'un s'appuyant sur les déficiences de l'autre. Ainsi, plusieurs militants, à la suite d'erreurs et de pratiques réformistes, tombèrent dans l'extrême opposé, comme par réaction: rejettant les illusions du réformisme, ils tombaient dans une sorte de révolutionarisme à outrance, voyant la révolution comme l'oeuvre d'une petite poignée de conspirateurs audacieux.

Ainsi, sur le plan politique, au lieu de tomber dans l'opportunisme et le "crétinisme" parlementaire, les ultra-gauchistes refusèrent toutes formes de lutte politique qui n'impliquait pas immédiatement et soudainement La Révolution ave un grand R. De cette façon, ils en arrivent souvent à concevoir la lutte politique comme une ligne droite sur une feuille blanche, au lieu de réaliser que le combat politique est à la fois complexe et diversifié, impliquant toutes sortes de formes de luttes, des alliances et des fronts multiples, des détours et des compromis. Les révolutionnaires eux savent distinguer la stratégie de la tactique, sachant que celle-ci change constamment alors que la stratégie et la ligne générale doivent être maintenues. La lutte politique possède une dialectique vivante que les ultra-gauchistes ne sont pas capables de saisir, pas plus d'ailleurs que les réformistes qui s'entêtent dans le légalisme bourgeois. C'est la leçon que relève le vietnamien Truong Chinh qui écrit:

"La tactique a pour but de choisir des formes de lutte et d'organisation, des mots d'ordre de propagande et d'agitation appropriés, selon le flux et le reflux de la révolution, afin de rassembler les larges masses, de les éduquer et de les amener au front révolutionnaire de la manière efficace. Chaque changement dans la situation entraîne souvent la nécessité d'un changement des formes de lutte et d'organisation, des mots d'ordre de propagande et d'agitation pour faire avancer à temps le mouvement de masse, rassembler de nouvelles forces au profit de la révolution ou préserver le forces révolutionnaires en vue de nouveaux combats. Quand le mouvement révolutionnaire est en plein essor, savoir utiliser des formes transitoires de lutte et d'organisation pour le faire progresser rapidement, à la cadence d'"autant en un jour qu'en vingt années". Quand le mouvement est en reflux, savoir changer les formes de lutte et d'organisation, les mot d'ordre d'agitation et les méthodes de travail pour préserver nos forces et garder le contact avec les masses. Avant la prise du pouvoir, coordonner habilement le travail illégal avec le travail légal ou semi-légal, en considérant toujours le travail illégal comme essentiel. Dans des conditions favorables, savoir mettre à profit les organisations légales pour rassembler les masses et diriger dans la lutte pour les revendications des intérêts de la vie quotidienne des masses, tout en développant les organisations illégales du Parti et des masses. Dans les conditions les plus difficiles, savoir aussi mettre à profit les possibilités d'activité légale et semi-légale et savoir mener un travail clandestin au sein même des organisations de masses de l'ennemi, car, comme Lénine l'a dit, là où il y a des masses là les communistes doivent nécessairement se porter et militer pour la révolution. Si grandes que soient les difficultés, savoir aussi mobiliser les masses pour la lutte économique et la lutte politique et, à un moment donné, lorsque les conditions le permettent, déclencher la lutte armée. Il importe de lancer à temps des mots d'ordre justes pour aviver le feu de la lutte chez les masses. Dans l'ensemble du travail révolutionnaire, il est nécessaire de déceler le maillon principal, de le bien tenir en main pour activer le reste du travail. Les impératifs de la direction tactique, c'est se garder des déviations de droite et de "gauche", rester en liaison étroite avec les masses, les rassembler et élever leur conscience politique; quels que soient les difficultés et obstacles, savoir manoeuvrer et dégager la voie pour faire avancer le mouvement des masses."

(**Sur la voie tracée par K. Marx,** Hanoi 1969).

On pourrait renverser la formule de Bernstein et l'appliquer à l'ultra-cauche: Le mouvement n'est rien, seul l'objectif final compte. Cela s'applique en fait aux conceptions gauchistes en ce qui regarde la lutte économique et revendicative comme "fatalement" réformiste et contre-révolutionnaire, ou pire encore en voulant "politiser" de force toutes luttes économiques. Un exemple répandu de ses conceptions sont les idées mises de l'avant par les anarcho-syndicalistes qui prétendaient faire la révolution lors de chaque grève revendicative ou de chaque lutte populaire. Alors que les réformistes mettent un mur de briques entre la lutte politique et la lutte économique, l'ultra-gauche prétend abolir dans leur tête la rupture qu'il y a entre lutte économique et politique. Les révolutionnaires eux disent: il y a une rupture entre la lutte économique et la lutte politique. Notre rôle est de diriger la lutte économique en la liant à la lutte politique, en tirant des acquis politiques des luttes de masse, mais (en faisant) en même temps un long et patient travail d'éducation et de formation des masses en lutte. En pratique, seuls les révolutionnaires peuvent faire avancer les masses au cours de leurs luttes, alors que les réformistes et les ultra-gauchistes freinent l'avance des masses.



Mao Tsetoung développa la théorie marxiste léniniste en l'appliquant de façon vivante aux conditions de la révolution chinoise.

En matière d'organisation, les ultra-gauchistes sont aussi l'autre côté de la médaille des réformistes. Certains mettront de l'avant des conceptions spontanéistes "le monde s'organise partout, nous, on n'a qu'à suivre." Ou encore, les ultra-gauchistes s'organiseront en cliques conspiratives qui préparent le grand soir dans l'isolement complet de la lutte des masses (8). Il s'agit là de la même vision fataliste et mécanique des choses, qui ne saisit pas le processus vivant et dialectique entre le mouvement de masse et l'avant-garde politique, dont le rapport est résumé ainsi par Mao:

"Recueillir les idées des masses, les concentrer et les porter de nouveau aux masses afin qu'elles les appliquent fermement, et parvenir ainsi à élaborer de justes idées pour le travail de direction telle est la méthode fondamentale de direction..."
(Mao Tsetoung, **A propos des méthodes de direction**)

Enfin, l'ultra-gauche souvent affirme le même mépris pour la théorie révolutionnaire, pour les acquis théoriques du mouvement ouvrier international, en réduisant cette théorie à une série de dogmes abstraits qu'on se contente de répéter sans les lier à l'analyse concrète. Partant du juste principe de "il faut faire la révolution", l'ultra-gauche n'a aucune analyse concrète stratégique à proposer, aucune analyse des étapes et des tâches à remplir pour atteindre le but final. Les ultra-gauchistes n'ont pas confiance dans les masses, ils veulent se substituer à elles dans leurs luttes. Elitistes, bureaucratiques, opportunistes, ils le sont souvent de la même façon que les réformistes. Mais ce manque de confiance, les masses le leur rendent bien. Les masses ne se fient pas aux gens qui n'ont rien d'autres à leur proposer que le "tout ou rien". C'est pourquoi l'idéologie de l'ultra-gauche, l'envers du réformisme, pénètre peu les masses. C'est dans ce sens que dans l'histoire du mouvement ouvrier cette déviation a toujours été secondaire à côté de l'ennemi beaucoup plus présent et actuel qu'est le réformisme, contre lequel les révolutionnaires ont toujours concentré le gros de leurs critiques. Mais encore là, il faut considérer l'ultra-gauchisme comme une **forme idéologique** bourgeoise, qui peut être présente, à des degrés divers, parmi le mouvement et les militants révolutionnaires, même de façon secondaire. Cela signifie que les révolutionnaires doivent toujours lutter à la fois contre le réformisme et son envers, l'ultra-gauchisme, même si à chacune des étapes de la lutte, l'emphase doit être mis sur un aspect ou sur l'autre.

2) Quelques étapes historiques dans la lutte contre le réformisme

Le réformisme est aussi vieux que l'histoire du mouvement ouvrier lui-même. A chaque fois que les masses se sont révoltées et ont représenté un danger pour les exploiteurs, ceux-ci ont utilisé l'idéologie réformiste en la combinant à la répression pour écraser les masses. Ce n'est qu'avec l'apparition du prolétariat que les masses populaires purent trouver une direction et une orientation stratégique dans leur lutte. C'est de la fusion entre le mouvement ouvrier et la théorie du socialisme scientifique que pour la première fois dans l'histoire, la libération de l'humanité est posée comme possibilité. Mais cette possibilité elle-même dut affronter idéologiquement l'influence des exploiteurs et de la bourgeoisie et c'est de cette lutte historique que nous voulons traiter brièvement.

LES APPORTS FONDAMENTAUX DE MARX ET ENGELS

Marx et Engels furent les premiers théoriciens du mouvement ouvrier à analyser la lutte prolétarienne sur une base scientifique. Leurs apports sont trop considérables ici pour les commenter. Nous nous limiterons donc à la question de l'organisation, même si la lutte qu'ils menèrent contre les idéologies bourgeoises sur le terrain de l'analyse de la société furent aussi des contributions importantes.

Dès la rédaction du **Manifeste du Parti Communiste** en 1848, Marx et Engels affirmait la nécessité pour le prolétariat de se constituer en parti politique distinct des formations bourgeoises et petites bourgeoises. Plus tard, ils précisèrent les principes sur lequel ce parti devait s'appuyer: l'internationalisme, la conscience de constituer une partie seulement d'une lutte globale, internationale; l'objectif de renversement de la domination bourgeoise par tous les moyens possibles, l'établissement de la dictature des masses laborieuses sur l'ensemble de la société; la distinction entre le parti qui constitue l'avant-garde et le mouvement ouvrier dans son ensemble, la nécessite pour le parti de **diriger** la classe ouvrière; l'importance de la théorie révolutionnaire comme arme idéologique indispensable que le parti doit conserver et développer.

Ces acquis servirent de guides pour les débuts du mouvement ouvrier dans les différents pays et de leur coordination internationale, **l'Association Internationale des travailleurs**, fondée en 1864. L'A.I.T. permit de favoriser l'échange et le débat entre les militants de tous les pays. A mesure que le mouvement se développait et passait à travers des luttes grandioses (tel la Commune de Paris), la lutte contre l'influence de l'idéologie bourgeoise s'accentua.

C'est ainsi que se développa au sein de l'A.I.E. une fraction anti-marxiste, dominée par l'anarchiste russe Bakounine. Essentiellement, leur position empêchait le développement des partis ouvriers dans la lutte politique et les confinait à un rôle de conspirateur. Marx et Engels durent alors insister sur l'importance de la lutte politique, une lutte complexe et prolongée en situant ainsi son rôle:

"...Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et son but suprême: l'abolition des classes. La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique, doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir de ses exploiteurs...la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat..." (cité dans l'"Humanité Rouge, 28 mars 1971).

La poursuite du travail de Marx et Engels s'étendit plus tard, alors que les mouvements ouvriers dans chaque pays se développaient à un rythme très rapide. Durant le années 1880-1910, on assista à une sorte d'acalmie sociale durant laquelle les partis ouvriers devinrent des puissants mouvements de masse.

Staline résume ainsi cette période dans l'histoire du mouvement ouvrier:

"...la période de domination de la 2ème Internationale a été principalement celle de la formation et de l'instruction des armées prolétariennes politiques dans les conditions d'un développement plus ou moins pacifique. Période où le parlementarisme était la forme prédominante de la lutte des classes. La préparation du prolétariat aux batailles révolutionnaires, les moyens de conquérir la dictature du prolétariat ne figuraient pas alors à l'ordre du jour. La tâche se résumait ainsi: utiliser toutes les voies de développement légal pour la formation et l'instruction des armées prolétariennes, utiliser le parlementarisme en tenant compte des conditions durant lesquelles le prolétariat

restait voué à une attitude d'opposition. Il n'y avait pas de stratégie, ni tactique approfondie... (Staline, **Les principes du Léninisme**).

Dans ce contexte plûtôt calme, le réformisme commença à prendre force. Dans le parti socialiste allemand en particulier, (9) les dirigeants syndicaux et les universitaires établirent leur contrôlent pour retirer le contenu révolutionnaire. L'erreur des réformistes, que les révolutionnaires combattirent, n'était pas d'appliqué la tactique de l'utilisation des formes parlementaires de lutte, mais de surestimer l'importance de ces formes, qu'ils finirent pas considérer comme les seules formes possibles. Aussi parallèlement à ce processus, les partis ouvriers se compromettaient de plus en plus avec leurs bourgeoisies. Lorsque la guerre mondiale éclate en 1914, les réformistes trahissent leurs principes et décident de se joindre à "leur" bourgeoisie dans la boucherie impérialiste. Une nouvelle étape dans le mouvement ouvrier se terminait ainsi: désormais, les grands principes établis par Marx et Engels sur la nécessité du parti politique devaient être développés. Il revenait à Lénine d'accomplir cette tâche gigantesque.

LENINE ET LE PARTI DE TYPE NOUVEAU

Les partis ouvriers de la fin du XIXème siècle étaient devenus pour la plupart des gros partis embourgeoisés et corrompus, voués à la défense des intérêts bourgeois au sein de la classe ouvrière. Lénine lance son offensive dans le mouvement ouvrier russe sur la question de l'organisation. Il dénonce les conceptions réformistes sur ce sujet dans son célèbre **Que Faire? et trace** les grandes lignes de ce que sera le parti léniniste. Alors que les réformistes confinaient l'activité du parti à l'agitation parlementaire et aux luttes revendicatives, Lénine mit de l'avant l'idée que le parti ouvrier devait être une organisation de lutte politique révolutionnaire, composée des militants révolutionnaires les plus solides et les plus conscients, liés à la lutte des masses. Lénine dut clarifier certains aspects de base de la théorie marxiste, tel



La "négociation" entre bureaucrates syndicaux et patrons.

les rapports entre lutte politique et lutte économique (dont nous avons traité brièvement dans la première partie),. Cette clarification permit aux révolutionnaires russes de construire le parti bolchévik qui allait surmonter tous les obstacles malgré les louvoiements constants des réformistes. (10) L'apport de Lénine consistait en fait à redonner au parti sa vitalité et son dynamisme. Combinant adroitement les formes légales et illégales, la lutte économique et politique, les luttes ouvrières et paysannes mettant de l'avant à chaque étape de la lutte des mots d'ordre appropriés, le parti bolchévik rompit avec la tradition réformiste qui voyait la lutte politique comme un processus statique et figé. Alors que les réformistes s'en tenaient à des revendications mineures sur la question paysanne, les révolutionnaires mirent de l'avant le principe: la terre à ceux qui la travaillent! Alors que les réformistes hésitaient devant la guerre impérialiste, les révolutionnaires mirent de l'avant le mot d'ordre: transformons la guerre impérialiste en guerre civile! Alors que les réformistes louvoyaient avec le gouvernement bourgeois de Kerensky, les révolutionnaires mirent de l'avant: Tout le pouvoir aux Soviets! A chaque étape de la lutte, les révolutionnaires se distinguèrent des réformistes en mettant de l'avant ce qui du point de vue des masses constituait un progrès révolutionnaire par rapport à la situation existante. Alors que le mouvement de masse était en plein essor, Lénine sut orienter ce mouvement et rallier tous les éléments populaires pour isoler au maximum l'ennemi principal.

Dans sa lutte contre les réformistes, Lénine dut aussi affronter les ultra-gauchistes qui accusaient les révolutionnaires des "compromis". Lénine analysa en détail ce phénomène dans **La maladie infantile du communisme** en critiquant la vision idéaliste des gauchistes qui jouaient le jeu de "tout ou rien". Plus tard, il expliquait ainsi la question des réformes:

"Pour un révolutionnaire véritable, le danger le plus grand peut-être même l'unique danger, c'est de surenchérir, d'oublier les limites et les conditions d'une application efficace et opportune des procédés révolutionnaires. C'est là que les véritables révolutionnaires se sont le plus souvent cassé le cou, lorsqu'ils se mettaient à écrire le mot "révolution" avec une majuscule, à ériger la "révolution" en une fin presque divine, à perdre la tête, à perdre la faculté de réfléchir avec le maximum de sang-froid et de lucidité, de peser, de vérifier à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle sphère d'action il faut savoir agir en révolutionnaires, et à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle sphère d'action il faut savoir passer à l'action réformiste. Les véritables révolutionnaires ne périront (non dans le sens d'une défaite extérieure, mais d'une faillite intérieure de leur cause) que dans le cas où — mais alors ils périront à coup sûr — ils perdront leur lucidité et s'imagineront que la révolution "grande, mondiale, victorieuse", peut et doit nécessairement trancher par voie révolutionnaire tous les problèmes, quelles que soient les circonstances, et dans toutes les sphères d'action.

Seul le marxisme définit de façon précise et juste le rapport entre les réformes et la révolution; et Marx n'a pu

---

9) Le parti Socialiste Allemand fut à cette époque (des années 1880 - jusqu'à la guerre de 1914) le dirigent et le guide du mouvement ouvrier mondial. Les Allemands furent les premiers à bâtir un parti ouvrier de masse, présent à la fois dans les luttes de masse et dans la lute pour le pouvoir. D'autre part, le parti fut peu à peu pris en main par des universitaires petits bourgeois et des permanents syndicaux (Bernstein, Kautsky...) qui dirigèrent le parti dans la voie réformiste. Plus tard, en 1917, les révolutionnaires, menés par Rosa Luxembourg et Karl Liebnecht, s'en détachèrent pour fonder le Parti communiste allemand.

10) Les réformistes russes étaient représentés au sein du parti russe (P.O.S.D.R.) par l'aile dite "menchévique" (en français minoritaire, du fait de leur position minoritaire lors du congrès de 1903 face aux "bolchéviks" (majoritaires). La plupart des textes importants de Lénine comporte des critiques fondamentales [illegible]néviques: dans "Que Faire" et "un pas en avant, deux pas en arrière", sur les questions d'organisation; dans "deux tactiques de la social-démocratie" sur les questions d'alliances ouvriers-paysans et de stratégie révolutionnaire; dans "Le renégat Kaustky" et "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" sur la position face à la guerre et à la révolution mondiale, ainsi que sur la question de la dictature du prolétariat. Voir à ce sujet l'**histoire du P.C. (b)** de l'URSS, édition d 1938, aux éditions Norman Béthume.

réformes et la révolution; et Marx n'a pu voir ce rapport que sous un seul aspect, savoir: dans les conditions précédant la première victoire tant soit peu solide, tant soit peut durable du prolétariat dans un pays au moins. Ce rapport juste reposait alors sur le principe suivant: les réformes sont un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat. Pour le monde capitaliste tout entier, ce rapport constitue la base de la tactique révolutionnaire du prolétariat, l'abc que dénaturent et estompent les chefs vénaux de la IIème Internationale et les paladins mi-pédants, mi-maniérés de l'Internationale II½."
(**Sur le rôle de l'or**, Lénine)

En rétablissant le contenu révolutionnaire du marxisme, Lénine permettait aux nouveaux partis communistes qui allaient partout se développer d'établir un juste rapport entre la lutte de masse et la lutte pour le pouvoir. Ce rétablissement du marxisme leur permettait de mieux comprendre leur rôle en tant qu'avant-garde organisée du prolétariat. Le rôle moteur du parti est alors perçu comme essentiel: le prolétariat, dominé par l'idéologie bourgeoise, voit ses propres pratiques se subordonner à l'idéologie bourgeoise, d'où les limites de l'action revendicative et syndicaliste non transformée par une orientation révolutionnaire. C'est pour cela que Lénine affirmait que le prolétariat de par lui-même ne pouvait que reproduire une idéologie et une pratique réformiste, trade-unioniste. C'est seulement dans la mesure où le prolétariat est guidé par une théorie révolutionnaire (elle-même centralisée politiquement par le parti) qu'il peut ouvrir la voie vers le socialisme. "Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire", le rôle du parti est d'infuser cette théorie dans le mouvement de masse, en aidant les masses à s'organiser et à se transformer, grâce à leur propre pratique, et à découvrir les formes que leur action doit revêtir. Les réformistes demeurent devant le mouvement de masse conciliants devant ses faiblesses internes, ou pire, complices de la bourgeoisie.

A chaque étape du mouvement ouvrier, la lutte contre le réformisme se poursuit à la fois contre ses manifestations "anciennes" et "nouvelles". Ansi, les partis communistes durant les années '20 et '30, devaient à la fois combattre les vieilles social-démocraties (présentes du temps de Marx et Engels), les social-démocraties de "gauche" (plus progressistes mais avec le même contenu fondamental), et même les déviations ultra-gauchistes du type anarcho-syndicaliste. Mais fondamentalement, il s'agit toujours d'une même lutte contre l'idéologie buourgeoise qui selon les circonstances change de forme toujours pour avancer les mêmes idées. De l'autre côté, les révolutionnaires luttent inlassablement contre le réformisme sous toutes ses formes, en tenant compte de la lutte des masses et de la lutte pour la prise du pouvoir. Souvent les révolutionnaires font de graves erreurs. Alors, ils dévient vers une forme ou une autre de réformisme, par manque d'expérience, par manque de formation, où parce qu'un certain nombre de dirigeants se font une petite carrière dans le mouvement révolutionnaire et s'éloignent de la ligne de masse. C'est ainsi qu'apparait la déviation dite "révisioniste", c'est-à-dire l'idéologie réformiste qui se cache derrière le drapeau du marxisme, derrière le drapeau de la révolution.II

MAO: OSE LUTTER, OSER VAINCRE

Les acquis de la révolution chinoise dans la lutte contre le réformisme ne constituent pas en tant que tels une "nouvelle étape" dans l'histoire du mouvement ouvrier, au sens où on entend l'étape franchie par Lénine par rapport aux principes marxistes. D'autre part, le Parti bolchévique se bâtit dans des conditions particulières; et l'expérience des autres partis communistes, et en premier lieu, celle du Parti Communiste chinois enrichirent considérablement les conceptions léninistes tout en maintenant le cadre développé par les bolchéviks. Nous tenterons ici de situer les acquis de la révolution chinoise dans la lutte contre le réformisme de façon très sommaire.

Dans la pratique des partis communistes de la 3ème Internationale, les aspects positifs furent dominants, principalement en matière d'organisation. Toutefois, des faiblesses importantes apparurent durant les années '30, et aussi pendant et après la guerre (11). Ces faiblesses découlaient souvent de l'application mécanique des grands principes du marxisme-léninisme. Allant contre le courant à plusieurs occasions, les chinois imposèrent leur propre voie de développement qui leur permit de fusionner réellement la pratique de la révolution chinoise avec la théorie du socialisme scientifique. Nous pouvons résumer trois de ces acquis principaux de la façon qui suit.

Ligne de masse:

Le PCC innova grandement sur la question de l'organisation en insistant sur le processus fondamental de la ligne de masse, le principe qui régit correctement les rapports entre le parti et les masses. Dans ce rapport, de déviations bureaucratiques sont souvent apparues à l'intérieur du mouvement communiste mondial, qui consistaient en gros à refermer le parti sur lui-même et sur une ligne idéologique très stricte. Au contraire, la pratique du PCC systématisée par Mao développe au maximum la liaison avec les masses,

---

11) Voir à ce sujet "**Les luttes de classes en URSS**" de C. Bettelheim.

faisant de celles-ci le juge suprême de la justesse des idées des communistes. Comme le précise Mao '...pour établir une liaison avec les masses, nous devons nous conformer à leurs besoins, à leurs désirs. Dans tout travail avec les masses, nous devons partir de leurs besoins et non de nos propres désirs, si louables soient-ils. Il arrive souvent que les masses aient objectivement besoin de telles ou telles transformations, mais que subjectivement elles ne soient pas conscientes de ce besoin, qu'elles n'aient ni la volonté ni le désir de les réaliser; dans ce cas nous devons atendre avec patience; c'est seulement lorsqu'à la suite de notre travail, les masses seront, dans leur majorité, conscientes de la nécessité de ces transformations, lorsqu'elles auront la volonté et le désir de les faire aboutir qu'on pourra les réaliser; sinon l'on risque de se couper des masses..." (Mao dans **Le front uni dans le travail culturel**)
A l'intérieur du PCC, la lutte contre les idées réformistes passèrent plusieurs étapes. Une de ces étapes principales est la période de rectification à Yénan en 1941-42 où les révolutionnaires déclenchèrent une grande campagne les "trois maux": le subjectivisme dans le style de l'étude, le sectarisme dans les relations avec les masses, et le style stéréotypé dans la propagande et l'agitation. (12) C'est durant cette période que Mao et le PCC débarrassèrent le parti de ses attitudes réformistes et ultra-gauchistes dans l'organisation, conceptions qui se manifestaient aussi dans les autres aspects de la révolution chinoise.

LA QUESTION DU FRONT UNI

Sur la question du front uni, la question-clé dans toute l'histoire de la révolution chinoise, deux lignes se sont constamment opposés. Comme Mao l'expliqua bien dans son célèbre essai **De la contradiction**, à chaque étape de la lutte, il y a contradiction majeure qui divise la société en deux camps. Le rôle des révolutionnaires est d'unir au maximum toutes les couches de la population qui peuvent être réunies contre cet ennemi majeur. A ce sujet, deux déviations sont apparues à plusieurs reprises au sein du PCC. La première déviation, qui marqua surtout le début du développement du PCC consistait à concevoir l'alliance entre les forces, l'alliance entre les classes comme quelque chose de figé, sans voir aussi qu'en **même temps**, des contradictions secondaires se développent au sein du peuple, et que conséquemment, la tâche de bâtir le front uni doit aussi se compléter par l'établissement de l'hégémonie prolétarienne au sein de ce front. Ce furent alors les droitiers au sein du PCC qui furent incapables de prévoir la rupture du front avec Tchiang Kai-chek en 1927 et l'écrasement successif des forces populaires qui n'avaient pas été préparées à cette éventualité. L'autre déviation, en apparence de "gauche", en réalité de droite, consistait à nier l'importance du front uni et à isoler le prolétariat et la paysannerie pauvre des autres couches du peuple. Ce fut la ligne qui prévalut temporairement après 1927 jusqu'à la longue marche de 1935 où la ligne de Mao reprend la direction au sein du parti. Deux ans plus tard, le front uni était reconstitué lors de l'agression japonaise. Mao rétablissait la conception révolutionnaire du front uni et de l'alliance des classes, isolant au maximum l'ennemi principal, s'alliant à toutes les forces possible, même les plus vacillantes, mais sans jamais cesser de lutter au sein de ce front uni pour y isoler la droite, rallier le centre et mobiliser la gauche. Contrairement aux politiques précédentes de "l'alliance sans nuance" ou de la "lutte sans nuance", le PCC à partir de ce moment unit le peuple contre l'ennemi principal tout en renforcissant à l'intérieur du camp du peuple les forces prolétariennes. Les deux déviations reposaient toutes deux sur une conception réformiste, économiste de la réalité: sans comprendre le processus dialectique et vivant d'une force politique prolétarienne qui agrandit sa force au cours d'une lutte prolongée.

LA REVOLUTIONARISATION IDEOLOGIQUE

Si Mao comprit que pour se développer, le PCC devait à la fois établir une politique d'alliance correcte et approfondir au maximum sa liaison avec les masses opprimées, il insista toujours aussi sur l'importance d'un regard critique et auto-critique constant sur ses propres perspectives de travail. Mais cette critique et cette auto-critique ne peuvent s'épanouir sans un effort intensif de révolutionarisation idéologique, de transformation de sa conception du monde. (13) En effet, les masses en lutte, comme les révolutionnaires, à chaque étape de la lutte, s'entendent sur un programme, sur une stratégie, qui restent toujours relativement conjoncturels. Ainsi, lors de la révolution chinoise, les masses se sont unies pour obtenir leurs revendications politiques et économiques. Dans cette lutte sont contenues "en gestation" de nouvelles conceptions du monde, des conceptions prolétariennes du monde. Pourtant, les masses ont vues leurs conceptions du monde modelées pendant des millénaires par les oppresseurs qui utilisaient divers moyens dont la famille, la religion, les appareils d'Etat, etc...Bref, ces conceptions du monde sont profondément enracinées dans la conscience des gens. Il s'agit alors d'une longue lutte de classe au niveau de l'idéologie pour transformer ces conceptions héritées du vieux monde. C'est là la signification essentielle de la révolution culturelle chinoise. Une fois le prolétariat au pouvoir, même au sein du parti communiste, la lutte de classe ne disparaît pas pour autant. Alors que le prolétariat établit son hégémonie sur l'Etat, la production, etc.(les niveaux politiques et économiques), il lui est beaucoup plus difficile de modifier l'idéologie, les habitudes, les "coutumes" des gens, leur façon de penser, etc...C'est alors qu'il faut entreprendre un gigantesque travail de refonte idéologique, de critique et d'autocritique, de soumettre constamment les cadres et les dirigeants à la critique des masses, de briser progressivement la division millénaire entre le travail manuel et le travail intellectuel...C'est ici que les chinois innovent véritablement dans la révolution, alors que les forces réformistes ont vaincu dans un grand nombre de partis ouvriers et communistes justement parce que ce travail n'a jamais été entrepris correctement, laissant se développer les pires déviations bureaucratiques et opportunistes.

Dans le mouvement ouvrier mondial, la lutte entre les réformistes et les révolutionnaires se poursuit. Les réformistes répètent leurs erreurs, conduisent le peuple à des impasses. Les révolutionnaires eux aussi font des erreurs. Mais ce qui les distingue fondamentalement, c'est leur conviction et leur volonté de provoquer un changement véritable, global. Les révolutionnaires contrairement aux réformistes ne sont pas idéalistes: ils voient clairement la longue lutte qui nous attend pour atteindre notre objectif, ils sont conscients que la construction d'un pouvoir prolétarien implique la destruction du pouvoir bourgeois. Fondamentalement, ce qui distingue en dernière analyse les réformiostes des révolutionnaires, ce sont les intérêts de classe qu'ils défendent objectivement. Le réformisme est une arme au main de la bourgeoisie pour détourner le mouvement populaire de son objectif fondamental. En général, les révolutionnaires s'en tiennent à ce grand principe énoncé par les camarades chinois:

---

12) Voir à ce sujet les textes **Réformons notre étude**, **Pour un style de travail correct dans le parti**, **Contre le style stéréotypé dans le parti**, et **Interventions aux causeries sur la littérature et l'art au Yenan**. La période de rectification s'attaqua durement aux déviations bureaucratiques et dogmatiques qui affectaient alors le parti. On trouve aussi un bon résumé de cette période dans le livre de Han Suyin, **Le déluge du matin**, 1972.

13) C'est la signification de la révolutionarisation idéologique qu'en ont retiré des camarades québécois en visite en Chine il y a deux ans; signification qu'ils expliquaient dans leur texte **L'avenir est radieux, mais le chemin est tortueux**, in **Mobilisation** vol.3 no. 8

"...la plus importante expérience du mouvement communiste international, c'est que le développement et la victoire de la révolution dépendent de l'existence d'un parti révolutionnaire. Il faut un parti révolutionnaire fondé sur les théories révolutionnaires du marxisme léninisme et ayant un style révolutionnaire marxiste-léniniste. Il faut un parti révolutionnaire sachant associer la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution du pays. Il faut un parti révolutionnaire sachant lier étroitement sa direction avec les larges masses populaires. Il faut un parti révolutionnaire qui s'en tienne à la vérité, qui soit à même de corriger ses erreurs et de procéder à la critique et à l'autocritique..."
(**Proposition concernant la ligne générale du mouvement communiste international** aussi connue comme "La lettre en 25 points" 1963)

3) Le réformisme aujourd'hui

LE REFORMISME AUJOURD'HUI

Aussi longtemps que se poursuivra la lutte des classes, le réformisme subsistera en tant qu'influence idéologique de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. A chaque étape révolutionnaire, le réformisme prend de nouvelles formes sans pour autant éliminer les anciennes formes. Ainsi, aujourd'hui, en 1974, les formes nouvelles et anciennes du réformisme cohabitent et sont à divers niveaux des obstacles importants pour la constitution du mouvement révolutionnaire.

LE REFORMISME DE TYPE "ANCIEN": LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La social-démocratie en tant qu'expression organisée du réformisme fut combattue dès le début du siècle. C'est la signification fondamentale de l'apparition du léninisme comme idéologie révolutionnaire. Mais encore aujourd'hui, la social-mocratie subsiste dans la plupart des pays capitalistes avancés. On remarque même une certaine remontée dans certains pays comme la France (le "renouveau" du Parti Socialiste de Mitterrand). Conservant en gros les caractéristiques déjà expliquées (opportunisme politique, compromis constants avec la bourgeoisie, position pro-impérialiste, économisme et bureaucratisme...), les sociaux-démocrates maintiennent leur base parmi le couche supérieure de la classe ouvrière, les permanents syndicaux, les professeurs, les animateurs, c'est-à-dire les fractions supérieures et moyennes de la petite bourgeoisie. Cependant, actuellement, dans l'alliance aristocratie ouvrière-petite bourgeoisie, c'est la petite bourgeoisie qui domine au sein du mouvement social-démocrate. C'est clair pour des partis comme le NPD au Canada, les travaillistes anglais, etc...Au Québec, ce courant social-démocrate se retrouve à la tête des appareils syndicaux et dans l'aile réformiste du P.Q. Ces gens s'affichent d'ailleurs clairement réformistes, ce qui permet de les idéntifier plus facilement. Ils sont toujours les premiers pour se présenter aux élections quelles qu'elles soient. Ils attaquent durement les révolutionnaires au sein du mouvement syndical les accusant d'être des "extrémistes" et des "provocateurs". Leur politique est bourgeoise sur toute la ligne et ils ne s'en cachent pas. Actuellement, les sociaux-démocrates au Québec subordonnent d'ailleurs tous leurs instruments à la moyenne bourgeoisie québécoise pro-impérialiste qui contrôle le PQ. Ils justifient cela avec les mêmes vieilles rengaines: il est plus "réaliste" d'appuyer le PQ qui est plus "proche" des travailleurs. C'est avec les mêmes arguments que les réformistes partout dans le monde ont toujours appuyé la bourgeoisie pour réprimer et mâter le mouvement révolutionnaire.

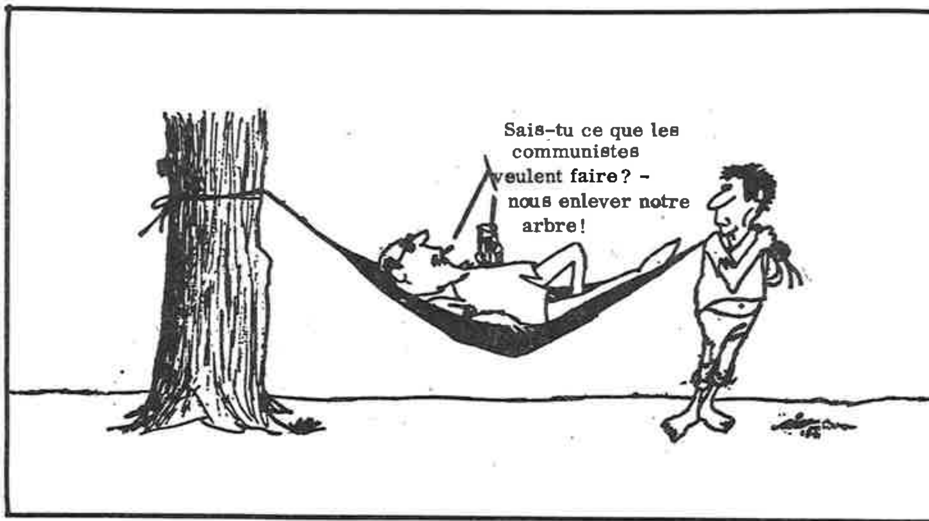
Malgré le fait que l'aspect réactionnaire soit dominant dans le courant social-démocrate, il n'en demeure pas moins que des couches importantes de la classe ouvrière y sont présentes de multiples façons. Evidemment, dans une situation comme l'Amérique du nord, bastion fort du capitalisme mondial, de même qu'en Europe occidentale, les idées réformistes demeurent influentes dans la classe ouvrière. D'autre part, l'absence d'alternative révolutionnaire sérieuse pousse les travailleurs à la passivité devant la situation: mieux vaut les réformistes que la bourgeoisie se disent-ils par un raisonnement tout à fait normal. Cependant, les masses du prolétariat et du peuple ont de moins en moins confiance en cette nature dépérissante de réformistes que constituent les sociaux-démocrates. Ainsi, dans plusieurs pays se contentent-ils de voter pour eux à tous les 4 ou 5 ans sans d'autre part ne rien attendre de fantastique. C'est pour ces raisons que la plupart des partis sociaux-démocrates n'ont pas de véritable implantation dans les masses, ne sont pas présents dans les luttes, sont absents de la lutte des classes quotidienne dans les usines, les quartiers et les écoles. Les partis sociaux-démocrates ressemblent souvent à des grands corps vides de contenu, dont la principale sinon l'unique activité consiste à présenter des condidats qui iront administrer les affaires de la bourgeoisie au parlement ou à la municipalité.

Leur absence d'implantation est conséquente à leur ligne politique réformiste et bourgeoise: ils sont incapables dans une situation de conflit ou de lutte "ouverts" d'intervenir et de faire progresser les choses du point de vue du camp populaire. Leur activité est strictement confinée à la politique bourgeoisie, législation et parlements bourgeois, négociations et contrats syndicaux...

LE REFORMISME DE TYPE "NOUVEAU": LE REVISIONISME

Il faut tout de suite préciser que ce type de réformisme n'a rien de nouveau fondamentalement: il colporte les mêmes idées bourgeoises. Pourtant, à la différence des sociaux-démocrates, les révisionistes se prétendent "marxistes", "révolutionnaires". Ainsi, certains d'entre eux, comme quelques chefs syndicaux bien connus à Montréal, parleront d'établir un pouvoir ouvrier", de faire la révolution violente s'il le faut", de la lutte des classes, etc...D'autres prendront temporairement la direction du mouvement révolutionnaire: c'est le cas de nombreux partis communistes partout dans le monde, dong ceux que nous connaissons un peu mieux comme les PC français, italien, chilien, etc...Cette situation est plus grave. Le prolétariat se trouve en face de personnes qui prétendent s'inspirer du marxisme-léninisme, qui prétendent vouloir bâtir le socialisme et le communisme, mais qui **en pratique**, établissent le même programme depuis cent ans: collaboration de classe, opportunisme, économisme, bureaucratisme, etc...

Autre différence majeure entre sociaux-démocrates et révisionistes: ces derniers s'implantent dans le mouvement de masse, ils participent à leurs luttes directement, de l'intérieur, pour les lier à leur politique bourgeoise. Ainsi, lors de certaines grèves et certaines luttes populaires, les révisionistes ne se contenteront pas de rester à l'extérieur et de condamner ouvertement le mouvement de masse comme le feraient les réformistes de type "ancien" et la bourgeoisie. Souvent, au contraire, ils pénètreront dans le mouvement de lutte, et tenteront progressivement de miner les éléments révolutionnaires qui émergent au cours de la lutte. Au lieu de faire le lien entre la lutte revendicative et une perspective révolutionnaire, ils tenteront d'étouffer ce sentiment des masses en insistant sur les



revendications en tant que telle. Au lieu de mettre de l'avant des moyens de lutte impliquant la mobilisation et l'organisation massive des travailleurs, ils insisteront sur la nécessité de confier les revendications aux mains d'"experts" qui négocieront en vase clos avec les patrons ou l'Etat. Au lieu de faire ressortir au cours de la lutte les éléments nouveaux, révolutionnaires, prolétariens, avancés, ils insisteront sur les caractères vacillants, hésitants, arriérés. Les révisionistes sont maintenant l'ennemi principal au sein du mouvement de masse dans plusieurs pays, particulièrement en Europe occidentale. En France et en Italie particulièrement, ils freinent le mouvement de masse en tentant de l'intégrer derrière leurs programmes réformistes de "démocratie avancée" (PCF) ou de "compromis historique" (PCI).

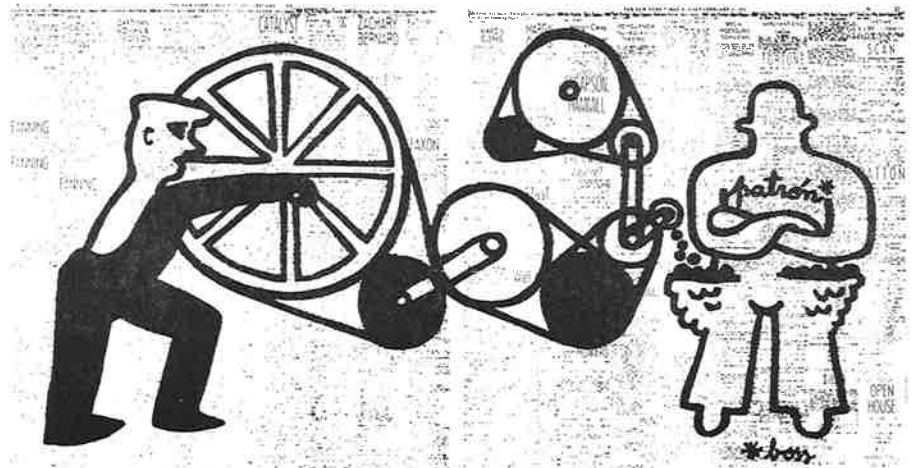
Au Québec, et en général en Amérique du nord, les révisionistes n'existent presque pas en tant que force organisée. Dans notre pays, le Parti Communiste a cessé d'être un élément important dans le mouvement ouvrier depuis presque 25 ans. Cela signifie-t-il que le révisionisme en tant que 'nouvelle" forme du réformisme n'existe pas? **NON**, le révisionisme existe et se développe. D'abord, il est présent au sein de cette couche de permanents syndicaux et d'animateurs sociaux qui parlent de la "luttes des classes", de la révolution, etc...Ainsi, on a vu récemment des militants du Conseil central de la CSN à Montréal refuser d'appuyer le RCM sous prétexte qu'il ne constituait pas un véritable parti de travailleurs. D'autre part, au cours des lutte syndicales et populaires, ces éléments ne condamneront pas à priori l'initiative ouvrière et populaire, mais tenteront de l'intérieur de bloquer le développement des forces révolutionnaires. Ils encourageront "verbalement" les luttes tout en les minant de l'intérieur en pratique. Ce courant est actuellement encore très embryonnaire. En général, pour le moment, ils se contentent de constituer l'"aile gauche" du courant social-démocrate qui domine actuellement certains appareils syndicaux.

Une autre manifestation du réformisme de type "nouveau" au québec apparaît au sein du mouvement révolutionnaire, au sein du courant marxiste encore extrêmement nouveau sur la scène politique. Le révisionisme, en tant que déviation réformiste, est toujours présent à des degrés divers au sein du mouvement révolutionnaire, comme d'ailleurs l'autre déviation, l'envers du réformisme, l'ultra-gauchisme. Les révolutionnaires, même si contrairement aux réformistes, ils veulent véritablement faire la révolution commettent eux-aussi beaucoup d'erreurs. Ces erreurs originent de l'influence de la lutte des classes au sein même du mouvement révolutionnaire. Les révolutionnaires ne sont pas à l'abri de la lutte des classes. Parmi eux aussi se manifestent au plan idéologique et politique les intérêts de classe en conflit dans la société. Ces erreurs, ces déviations sont constamment présentes dans le mouvement, quelque fois même elles prennent le dessus. Ainsi parfois le mouvement révolutionnaire, profondément impliqué dans la lutte des masses et dans les luttes révendicatives, pêchera par opportunisme et justifiera ses erreurs dans un langage révisioniste: derrière les formules marxistes, la justification d'une ligne réformiste. En un autre moment, les révolutionnaires, en retrait temporaire de la lutte des masses, obligés de combattre acharnément les idéologie par dogmatisme se contentant de l'extérieur de la lutte de juger et de trancher globalement, sans percevoir en quoi un mouvement de lutte revendicative, même marqué d'influence réformiste, constitue un "pas en avant" pour les masses qui y participent.

Nous ne pouvons pas dans ce court texte examiner plus en profondeur cette question du révisionisme au sein du jeune mouvement révolutionnaire québécois. Actuellement, nos éléments d'analyse sur la question demeurent minimes et cela n'est pas un hasard: nous sommes au début d'un long processus de construction d'une force révolutionnaire enracinée dans notre réalité nationale. Nous devons à la fois:

• **pénétrer profondément dans les masses,** se lier étroitement à eux et à leurs luttes, les organiser dans des formes d'organisation qui sont capables à l'étape actuelle de les faire avancer, combiner correctement une direction juste des luttes économiques et syndicales à la formation et à l'éducation politique et idéologique, construire ce cadre douple et dynamique qui permette aux masses d'"apprendre la guerre en faisant la guerre" (mao). La liaison aux masses constitue à l'heure actuelle la priorité, la seule garantie véritable sans laquelle tout développement est impossible. Les camarades qui exigent des "garanties" théoriques, ou l'élaboration d'une "ligne" avant de se lier aux masses tombent dans l'idéalisme et le révolutionarisme petit bourgeois.

• **lier la théorie marxiste léniniste à la pratique révolutionnaire**, former, éduquer des cadres militants révolutionnaires, analyser la situation concrète en se guidant politiquement sur les principes



La classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de supprimer le capitalisme pour supprimer l'exploitation.

M.L. constituer un cadre de regroupement et d'organisation des éléments révolutionnaires, poser les conditions pour l'émergence d'une direction révolutionnaire unifiée et centralisée. Les camarades qui tout en développant une liaison aux masses laissent de côté cette tâche risquent de tomber dans une pratique réformiste sans perspectives politiques et théoriques à moyen et à long terme: sans lier la théorie révolutionnaire à leurs pratiques, celles-ci s'essouflent et sont récupérées par les réformistes; sans analyse scientifique de nos tâches à long terme, sans cerner notre objectif final, les étapes intermédiaires à franchir seront inaccessibles.

• **unifier les forces révolutionnaires,** localisées et parcellisées. Réaliser l'édification du parti révolutionnaire, c'est unifier **politiquement** les expériences limitées des groupes militants actuels. L'unification n'est pas une addition de forces c'est un processus politique prolongé et doit partir des bilans d'expérience et des pratiques. Le mouvement révolutionnaire ne sera pas unifié du jour au lendemain après un ou deux débats dans une chambre! Cette unité ne sera que la **synthèse dun long travail de liaison et de lutte avec les masses, de clarification et d'analyse** politique, d'apprentissage de la théorie marxiste-léniniste. Notre unification politique doit se baser sur le principe révolutionnaire de UNITE-CRITIQUE-UNITE. C'est dans ce contexte que nous devons combattre dans nos propres pratiques et dans celles de nos camarades les déviations, les erreurs et les faiblesses qui se manifestent sous diverses formes de réformisme et-ou d'ultra-gauchisme.

Le mouvement révolutionnaire se bâtit et se développer à ces trois niveaux, en fusionnant de façon vivante **la pratique de la révolution** au Québec avec les acquis théoriques du mouvement ouvrier international, la **théorie marxiste léniniste.**

Le COLLECTIF INTERNATIONAL D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE DEMOCRATIQUE AVEC HAITI a lancé récemment un appel au peuple canadien et québécois pour qu'il appuie la lutte du peuple haitien contre la dictature de Duvalier-fils, une dictature au service de l'impérialisme américain. Vous être priés de remplir et d'envoyer la pétition suivante:

Pétition à retourner à HISD,
a s A. Jean,
C.P. 613, Station "N",
Montréal.



NOUS CONDAMNONS le soutien financier, technique et scientifique que le gouvernement canadien accorde à la dynastie américano-duvaliériste à travers l'ACDI, l'AQANU, le YMCA, Oxfam-Québec...

NOUS DENONCONS la campagne déclenchée par la grande presse canadienne (La Presse, Montréal-Matin...) sur la prétendue "libéralisation" du régime de Baby Doc, le "progrès économique en Haiti", etc... comme une vaste mystification.

NOUS EXIGEONS la cessation immédiate de la déportation des milliers d'haitiens par l'Immigration canadienne.

Nom de l'organisation signataire..

ou signature de la personne...

REFLET DE LA SOCIALE-DEMOCRATIE A MONTREAL

Voici les grandes lignes du programme du RCM qui peuvent nous démontrer à la fois le caractère limité des réformes proposées, de même que leur aspect utopiste. (Utopiste dans le sens qu'il est complètement idéaliste de penser établir de pareilles réformes sans remettre en cause les fondements du système capitaliste). Et ceci pour souligner que même si les réformes proposées par les réformistes ne touchent pas vraiment aux problèmes les plus importants des couches populaires, les sociaux-démocrates mettent de l'avant des propositions absolument irréalisables, et cela, ils le savent aussi bien que nous. Eblouis par l'idée de gagner des élections, ils sont prêts à dire n'imiporte quoi.

Le R.C.M.: refuge des opportunistes un piège pour les militants

Les prochaines élections municipales à Montréal auront lieu en novembre 1974. Drapeau, après Bourassa et Trudeau, vise lui aussi un balayage spectaculaire. Et, encore une fois, les sociaux démocrates s'embarquent dans la grande joute de l'électoralisme. La classe ouvrière et les couches populaires, pas plus qu'aux élections fédérale et provinciale, n'ont de parti représentant leurs véritables intérêts. Face à cette situation, les militants progressistes et ouvriers se demandent, comment ils peuvent progresser dans leur lutte pour consolider et développer la nécessité de se donner l'outil ultime pour mener à la victoire la classe ouvrière et les couches populaires, c'est-à-dire le parti révolutionnaire des travailleurs. Précisons, toutefois, que les élections municipales ne semblent mobiliser les énergies militantes jusqu'à date. La question ne se pose presque pas pour les militants en milieu de travail et ne touche, bien que faiblement aussi, que les militants au niveau des quartiers. Les élections sont donc, dans les faits, une autre situation, parmi d'autres, où les militants font face à cette question.

C'est dans cette perspective que **Mobilisation** a décidé de consacrer une brève analyse sur les prochaines élections à Montréal. Et pour comprendre ce qu'est le **Rassemblement des Citoyens de Montréal,** nous croyons qu'il importe de s'interroger sur la question du pouvoir municipal, sur les tentatives préalables d'opposition et finalement sur les positions que doivent adopter les militants progressistes et ouvriers.

Montréal: plaque tournante du capitalisme au Québec

Montréal, faut-il le rappeler, c'est presque la moitié de la population québécoise et environ 60% des travailleurs québécois. C'est donc à la fois la plus importante zone industrielle, commerciale et de services publics au Québec et également la plus importante zone résidentielle des travailleurs et des couches populaires (chômeurs, assistés sociaux). C'est aussi sur l'île de Montréal que l'on retrouve les lieux de résidence des fractions les plus aisées des classes dominantes au Canada (pensons à Westmount, Town of Mount-Royal, Outremont, Beaconsfield, etc).

Il est conséquemment assez facile de constater les énormes différences entre travailleurs et capitalistes au niveau même des conditions sociales, tout autant que de les localiser. Ce constat n'est dans les faits que le reflet d'un développement urbain et social dont la racine prend naissance à la source même du capitalisme, c'est-à-dire dans la contradiction entre la bourgeoisie et les travailleurs.

Montréal est avant tout un instrument au service du capitalisme. La population, en très grande majorité composée de travailleurs, de chômeurs et d'assistés sociaux, constitue le plus important bassin de main d'oeuvre pour les capitalistes. Montréal est donc le centre du capitalisme au Québec et les nombreux problèmes sociaux et urbains qu'on y rencontre en sont les conséquences. Sur la question de la ville dans le développement capitaliste, il est intéressant de lire **Une ville à vendre** un dossier sur le développement de la ville de Québec.

C'est ainsi que le commerce occupe une partie extrêmement importante de la somme totale des activités des capitalistes à Montréal. C'est le lieu d'échange, d'achat et de vente des produits fabriqués dans les usines et, conséquemment, en très grande proportion de ceux fabriqués dans l'ensemble du Québec. C'est à Montréal que les compagnies (surtout américaines il va sans dire) établissent des lieux intermédiaires de décision et appliquent les planifications décidées à New-York, Los Angeles, Pittsburg, Toronto, etc.

Les gouvernements fénéral et provincial y ont établi toute la gamme de leurs services administratifs (bureaux des Mi-

nistères), sociaux (hôpitaux, bien-être), éducatifs et répressifs (tous les corps policiers y sont présents). Point n'est besoin de situer le rôle de ces services, ni de soulever l'ensemble des problèmes existants et des injustices qui y sont multipliées.

L'objectif de ce texte portant sur l'élection de Montréal, il importe donc de situer le rôle du pouvoir municipal ainsi que les principaux problèmes que rencontrent les travailleurs et les couches populaires.

Le pouvoir municipal, outil du capitalisme

Les grandes décisions au niveau du développement du capitalisme ne se prennent pas à Montréal. Ce sont les capitalistes eux-mêmes qui planifient leur développement. Les Etats fédéral et provincial en sont au mieux les régularisateurs pour faciliter la maximisation des profits. Le pouvoir municipal remplit également ce rôle mais à une autre degré. Le municipal n'est en effet pas celui qui voit à l'élaboration des politiques industrielles et commerciales, pas plus qu'à la planification des politiques sociales. Son rôle est plutôt de fournir aux capitalistes le terrain le plus approprié pour réaliser leurs profits, pour diminuer leurs coûts, pour contrôler les travailleurs et finalement pour assurer le maximum de services nécessaires à leur subsistance et à leur reproduction.

Ce véritable rôle du pouvoir municipal, on tente de le masquer en donnant une image de ce pouvoir qui serait le plus proche des citoyens. C'est ainsi qu'on parle des échevins un peu comme des marguillers d'une petite paroisse rurale des années 1930! Faut-il préciser que cette image est d'autant plus ancrée que la réalité nous démontre qu'il y a une concentration des pouvoirs à Montréal encore plus forte peut-être, qu'aux autres niveaux de gouvernement. Ce sont d'ailleurs les exigences du développement capitaliste qui exigent cette concentration allant nettement à l'encontre des moindres normes démocratiques, comme en fait foi les politiques actuelles pour octroyer les contrats lors de grands travaux: il n'y a plus de soumissions publiques pour des raisons d'efficacité, dit-on. Périodiquement, nous voyons apparaître des scandales, conséquences directes de ce type de politiques, dans lesquels, d'ailleurs, la pègre côtoie allègrement les administrateurs de la ville.

Le budget de la ville en témoigne éloquemment. Nous pouvons constater que $38 millions sont consacrés aux dépenses à caractère social (bien-être, logement à prix modique, soins hygiéniques, etc) comparativement à $50 millions pour le service de police. Qu'est-ce-à-dire, sinon que ces chiffres traduisent un style de planification utilisant un maximum de ressources financières (perçues rappelons-le, à même les taxes versées par les travailleurs) pour conserver une main d'oeuvre active ou en potentiel (chômeurs et assistés sociaux) dans des conditions suffisantes afin de fournir la force de travail nécessaire aux capitalistes. D'un autre côté, on utilise le maximum de ces mêmes ressources pour accorder aux capitalistes la protection nécessaire afin de maintenir le contrôle sur les travailleurs et d'utiliser la force répressive lors des conflits opposant ces derniers aux "boss".

Les politiques de prestige du "roi-soleil Drapeau" sont maintes fois expliquées par une tendance prononcée du maire à la mégalomanie et au prestige personnel. Comprendre le problème ainsi c'est s'illusionner et c'est surtout verser dans une compréhension personnalisée et psychologique des pouvoirs politiques, même si Drapeau verse quelque peu dans de tels comportements. Aucun capitaliste n'accepterait les "folies furieuses d'un illuminé", fut-il maire de Montréal, si cela ne lui rapportait pas des profits. Drapeau est d'ailleurs le seul homme politique au pouvoir qui fasse l'unanimité auprès des diverses fractions de la bourgeoisie, c'est-à-dire tant américaine et canadian



Une des réussites du maire Drapeau: la police anti-émeutes, auquelle est consacrée plus d'argent que les questions de logement à Montréal.

que québécoise et tant des nationalistes que des fédéralistes. Les contradictions entre ces fractions de la bourgeoisie sont presqu'absentes au niveau du pouvoir municipal, alors qu'aux deux autres. c'est bien loin d'en être le cas. Cette situation ne peut, évidemment que renforcer Drapeau en l'absence d'une opposition qui représenterait les intérêts véritables des travailleurs.

Prenons le cas de **Terre des Hommes**. Ce projet de "fierté montréalaise" a provoqué une masse incroyable de taxes (dont l'augmentation de 50% de la taxe d'eau en 1970), mais a signifié également des profits fantastiques pour les commerçants, les hôtels, les sites d'amusement et pour ceux qui possédaient des commerces sur les sites d'Expo 67 (dont bon nombre appartenaient à la pègre). Les Jeux olympiques, eux, coûteront au moins $500 millions à Montréal, alors que 6% seulement du budget vont aux loisirs (ce qui place Montréal au 95ème rang des municipalités du Québec dans ce domaine.) Mais qu'est-ce que l'importance des possibilités de récréation et de loisirs pour les travailleurs comparée à celle des profits gigantesques que feront les hôtels, les restaurants, chaînes de télévision, compagnies aériennes durant ces onze jours de compétition sportive? Il faut aussi considérer qu'en plus de ces projets importants que réalisent les capitalistes lors de ces projets prestigieux, ily a tout le facteur de conditionnement idéologique que comportent ces projets. On vise (et on réussit fort bien d'ailleurs) à créer un sentiment de fierté à la population et par là, à l'endormir doucereusement. "Nos Expos, nos amours", c'est bien là le slogan qui traduit l'importance démesurée accordée au baseball et qui relègue à l'ombre les problèmes véritables des travailleurs.

Sans doute, la politique de développement et d'administration de Montréal en est une de service pour les capitalistes. La construction d'auto-route (en collaboration avec les autres paliers de gouvernement) illustre bien cette situation: on privilégie une politique de transport privé, qui favorise bien sûr l'industrie de l'automobile et celle du pétrole, même si cela aggrave grandement la pollution, même si cela empêche la rénovation de logements et la construction de loyers modiques et même si cela retarde la mise sur pied d'un bon système de transport en commun. Le métro d'ailleurs fut conçu pour augmenter la productivité des travailleurs se rendant dans le centre-ville (ou les ^amène plus rapidement) et pour favoriser le commerce des grands magasins (ils ont d'ailleurs leur propre station de métro).

Voilà en bref la situation. Et il n'y a aucune opposition (les 52 échevins sont du Parti civique, lequel est le seul parti où pour être membre, il faut être échevin!) Drapeau se moque de toute forme de démocratie et rend l'information (le plus souvent incomplète assez souvent fausse) une fois les décisions prises. Ottawa et Québec montrent prfois quelques réserves (pensons à Goldbloom, le ministre "déraciné" mais ne nous y trompons pas, ce ne sont là que des trompe-l'oeil, des séances organisées avec les "gars des vues" (comme on disait autrefois) pour faire croire que la démocratie se réveille de temps à autre. Ottawa et Québec cautionnent d'ailleurs le développement de Montréal et favorisent ainsi des inégalités régionales désastreuses pour le reste du Québec. Cette politique n'est pas d'hier et impose des retards extrêmement graves aux autres régions du Québec et ce, sur tous les plans: pillage des ressources naturelles transformées à Montréal, migration des population actives vers Montréal (qui devient surpeuplée) en plus de la concentration des activités culturelles, des communications etc.

L'opposition ne peut venir que d'une force politique organisée par et pour les travailleurs. Le FRAP parlait ainsi et le R.C.M. adopte aujourd'hui ce langage. Derrière ces discours bien intentionnés, qu'y avait-il et qu'en est-il aujourd'hui?



A l'inauguration des îlots St-Martin, Drapeau entouré de policiers, inaccessible...

Le FRAP: l'ambiguité sociale-démocrate

"Il faut situer le FRAP comme une des expressions du rejet des illusions et des contradictions créées par la Révolution tranquille. Le Frap est une de ces expressions et diffère de celles qui prônent la reprise de la Révolution tranquille, certes pour l'améliorer en tenant compte des erreurs passées et de la conjoncture du moment. Ces dernières options situent d'ailleurs cette reprise de la Révolution tranquille dans un cadre national québécois (nous pensons aux péquistes).

Le FRAP était à ses origines, plutôt l'expression de personnes qui remettaient

en question la légitimité du régime économique et politique qui a produit la Révolution tranquille" (in **Mobilisation**, vol 3: "Les débuts d'un mouvement socialiste à Montréal").

Le FRAP prenait donc racine parmi ces personnes et plus particulièrement parmi les intellectuels "progressistes" qui militaient au sein des comités de citoyens (en tant qu'animateurs sociaux) et au sein de certains appareils syndicaux (en tant que permanents). En fait, le FRAP est l'expression politique d'une partie de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarisation et s'étant radicalisée et d'une fraction de l'aristocratie ouvrière. Ces fractions de classe ont intérêt à modifier une situation qui les dessert, tout en trouvant une solution réformiste qui ne remet pas en cause ses privilèges. Il y a donc à la fois un aspect de rupture avec la Révolution tranquille et un aspect de continuité. Ces éléments combinés s'appuyaient sur des bases populaires fragiles et qui étaient dans un certain essort: les comités de citoyens. Ceux-ci étaient apparus depuis 1965 à Montréal, surtout, et quelque peu en province (St-Jérôme, baie-Comeau). Ils se constituaient au départ de citoyens plutôt défavorisés qui se regroupaient pour obtenir certaines revendications (un parc, un centre communautaire, des conditions de logement). Au début, les petites élites locales (gérant de caisse pop., curé, religieuse, etc) en assuraient le leadership. Peu à peu, ce furent les intellectuels progressistes qui en prenèrent la direction.

Face à des constats de nombreux échecs sur les revendications partielles, on en vint à l'idée de passer à l'action politique. La situation commandait d'ailleurs objectivement de passer à l'action politique puisque toutes les revendications étaient rabrouées inévitablement à tel ou tel palier du pouvoir politique.En ce sens, le FRAP est l'aboutissement des comités de citoyens. Par ailleurs la prédominance très nette des intellectuels, des étudiants et des syndicalistes étouffa la participation populaire présente dans les comités de citoyens. Cette participation populaire n'était toutefois dans les faits qu'un simulacre d'une véritable participation car les décisions et orientations se prenaient surtout entre animateurs sociaux qui, dans les faits, manipulaient les militants des comités de citoyens (voir à ce sujet le texte du Cap Maisonneuve sur l'animation sociale, écrit en 1971). Les comités de citoyens rejoignent surtout les couches populaires (chômeurs, assistés sociaux) et très peu la masse des travailleurs actifs. Le FRAP ne rejoindra, au bout du compte, ni un ni l'autre. Il avait pourtant axée sa stratégie en fonction d'une liaison avec les "travailleurs salariés" (terme employé par le FRAP et qui témoigne d'une certaine confusion sinon d'une orientation quelque peu opportuniste). L'instrument privilégié pour effectuer cette liaison était les syndicats et les principaux personnages, les permanents syndiaux. Ces derniers ne pouvaient laisser passer cette chance puisqu'à cette époque certains permanents craignaient de voir les comités de citoyens se substituer aux syndicats comme l'instrument de défense des travailleurs alors que d'autres voyaient dans cette union la possibilité de faire progresser leur idée sociale-démocrate. Ces idées ne sont pas les mêmes que l'on trouve au sein du NPD: faire valoir les intérêts des travailleurs mais en tentant de concilier capital et travail, i.e.: en civilisant le capital. Cette stratégie de liaison échoua et cela se comprend fort bien si l'on se penche quelque peu sur le rôle des syndicats et sur leur force. Le rôle des syndicats, en société capitaliste, est double: d'une part, il doivent voir à défendre les intérêts des travailleurs et à les organiser et d'autre part, ils servent de noyau d'intégration à la société capitaliste. C'est actuellement ce second aspect qui est dominant et qui se résume dans le syndicalisme d'affaire qui est, en quelque sorte, l'agent de négociation du prix de la force de travail des travailleurs, pas plus.



Ainsi, tant par ses origines que par sa composition, le FRAP témoigne d'une certaine constante dans le mouvement ouvrier. Il trouve en effet ses bases sur de justes revendications des couches populaires et des travailleurs, il constate son inefficacité s'il ne passe pas à l'action politique et finalement décide d'y passer mais de façon spontanée, sans bases organisées solides, sans théorie révolutionnaire pour le guider et concrétise le tout en se donnant une direction reposant sur des bureaucrates du mouvement ouvrier et sur des intellectuels non liés à la classe ouvrière (en pratique et en théorie) sauf par une bonne volonté plutôt sentimentale. Des efforts sincères y seront consacrés par plusieurs militants, mais sans une compréhension scientifique de la société et de la lutte des classes. Somme toute, le FRAP se présentait tel un parti ayant un penchant prononcé pour les travailleurs, mais sans comprendre, ni être dans les faits un parti défendant les véritables intérêts de la classe ouvrière. Il devenait l'appendice, que cela soit voulu ou pas, des syndicats.

Le programme du FRAP: on s'attaque aux conséquences du système, mais on frôle à à peine les causes

Le FRAP se donna un programme passablement élaboré qui touchait presque toute la gamme des problèmes existant à Montréal au niveau municipal. Nous pouvons qualifier ce programme de technocratique dans la mesure où il respose certes sur des études sérieuses, mais est produit dans une logique et un langage propres aux experts (urbanistes, architectes, etc.) Cette caractéristique est une conséquence de la ligne réformiste du mouvement. On retrouve en effet de nombreuses propositions qui n'offrent qu'une réponse technique à des problèmes politiques, comme si ces problèmes pouvaient être résolus en dehors de la lutte des classes. C'est le cas par exemple du nombre d'arbres nécessaires en raison de la pollution et des loisirs, où, à ce sujet, on ne parle pas clairement du choix que font les capitalistes entre la santé des travailleurs et leurs profits. Un tel programme se comprend quand on sait qu'il a été élaboré par des technocrates sociaux-démocrates et qu'il n'était que difficilement accessible à des militants non-intellectuels (d'ailleurs, ceux qui étaient alors dans les caps de quartier peuvent en témoigner: seuls les intellectuels ont vraiment participer aux discussions sur le programme.).

Le programme reposait sur des réformes avec lesquelles nous ne pouvons qu'être d'accord, bien sûr. Mais il faisait preuve de beaucoup d'utopisme en plusieurs endroits. L'utopisme est une autre caractéristique propre aux réformistes: on cherche la solution miracle, bien sûr en dehors de la réalité, car la réalité exigerait une transformation radicale de la société qui mettrait en péril certains privilèges des réformistes. Ne pensons qu'à la volonté d'instaurer un contrôle véritable sur les échevins: quels en seraient les mécanismes, qui contrôleraient, quelle formation et préparation politique envisageraient-on pour les travailleurs? Autant de question qui n'ont aucune réponse dans le programme. On retrouve de plus dans le programme des propositions qui ne s'attaquent qu'aux conséquences du capitalisme et non à ses causes. C'est ainsi qu'on avance l'idée de la municipalisation du sol pour empêcher la spéculation. Fort bien, mais on n'a pas bien compris ce que c'est, bien concrètement, le capitalisme monopoliste d'Etat. En effet, qu'est-ce qui assure qu'une telle mesure ne favorise pas la grande industrie par le rôle que l'Etat municipal jouerait dans une telle situation? Ce dernier ne minimiserait-il pas ses coûts en utilisant les argents des travailleurs. Certaines villes américaines ont eu recours à cette solution et pour mieux servir les grandes industries. Au Québec l'exemple le plus frappant est certes celui de l'Hydro-Québec qui fournit l'indispensable électricité aux industries à des coûts moindres qu'avant. L'Etat québécois pouvait intervenir dans ce cas précis car les profits des compagnies d'électricité étaient trop bas. L'intervention régularisa un service essentiel à l'industrie en plus de compenser généreusement les compagnies nationalisées, lesquelles par les argents reçus donnèrent un vigoureux élan à un holding qu'on connait bien aujourd'hui Power Corporation. La municipalisation du sol à Montréal s'opposerait actuellement aux spéculateurs et serait dans les faits une décision "progressiste" si on en cerne bien les causes et les conséquences. Mais l'Etat n'amène de semblables réformes, en système capitaliste, que dans la mesure où les profits sont trop bas où dans celle où il y a lutte entre des fractions de la bourgeoisie. Dans ce dernier cas actuellement en Colombie-Britannique où le gouvernement N.P.D. de Barrett devient propriétaire des terrains des parcs industriels qu'il met à la disposition de la grande entreprise.

Ces exemples illustrent bien le point central du programme: voir les manifestations du capitalisme et n'en pas comprendre les causes véritables. Et comment pouvait-on les comprendre puisque le terrain privilégié de l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire les lieux de travail, n'étaient pas touchés par l'action du FRAP. On laissait ce travail aux syndicats et on s'occupait du "deuxième front", séparant ainsi les luttes politiques des luttes économiques et, forcément, versant dans les expériences de réformes. En un mot, prôner la sociale-démocratie. Précisons toutefois que cette séparation des luttes économiques et politiques n'est qu'une manifestation de la sociale-démocratie et non pas la cause. Les deux types de luttes pourraient être unifiés et toujours soustendus par un contenu reformiste. Le fond du programme du FRAP est dans les faits un refus d'établir la pouvoir ouvrier et une tentative de civiliser le capital. C'est ainsi que l'on peut être d'accord avec plusieurs aspects des réformes proposées, mais fondamentalement en désaccord avec la base même du programme.

L'organisation du FRAP: un travail acharné qui sera récupéré

Le FRAP n'est pas né spontanément. Un travail long et patient fut opéré dans de nombreux quartiers principalement les plus défavorisés (Hochelaga-Maisonneuve, St-Jacques, Ste-Anne). Cinq ou six années de militantisme, d'apprentissage, de leçons, d'acquis et qui encore demeuraient très fragiles et surtout sans ligne politique juste et solide. Mais tout de même du travail acharné. La lutte électorale allait précipiter tout cela. Là où il y avait des bases, on se prépara sérieusement, mais la stratégie électoraliste exigea d'avoir des bases partout. On en créa donc artificiel-



La lutte dans les quartiers populaires démontre le lien entre la situation des travailleurs de la ville et les pouvoirs politiques. Ci-haut une manifestation pour les garderies populaires.

lement dans beaucoup de quartiers. On tentait en quelques mois de faire ce qui avait pris quelques années, avec en plus, un objectif de taille: s'opposer à Drapeau.

Si le FRAP trouve ses racines au sein des comités de citoyens, il trouve par ailleurs ses principaux fondements théoriques dans les manifestes issus des centrales syndicales ("La lettre aux militants" le le "Deuxième front" surtout). Ces textes syndicaux précisaient bien que la lutte dans les milieux de travail, c'est l'affaire des syndicats et que celle au niveau des quartiers et des villes, c'est l'affaire des "citoyens organisés", dont le FRAP était à Montréal l'instrument privilégié. C'est l'idée des deux fronts de lutte, l'un économique, l'autre politique et qui exclut toute forme de lutte autre que l'électoralisme. C'est là une des assises fondamentales de la sociale-démocratie.

Ainsi donc, il y avait d'un côté des bases encore fragiles mais véritables et de l'autre, des créations électoralistes. Pour coiffer tout cela et pour être électoralement attrayants, le FRAP avait besoin de candidat sinon des vedettes, du moins ayant certaines capacités techniques et surtout ayant des capacités électorales (connus du milieu, du public, ayant bonne recommée dans les syndicats, etc.). On n'exigea pas un militantisme sérieux préalable, pas plus que des clarifications politiques certaines. Certains candidats du FRAP s'avèreront, par la suite, créditistes, d'autres, comme Claude Jasmin, (du Journal de Montréal) était et demeure un petit philosophe libéral crétin, d'autres cherchaient une fois de plus à être enfin élus quelque part, tel l'ineffable candidat à tout jamais qu'est Emile Boudreau (exemple type du syndicaliste d'affaire au sein des Métallos).

En un mot des efforts sincères, un travail acharné qui sera récupéré par des oppportunistes au nom de l'électoralisme.

La stratégie du FRAP témoigne de toute sa confusion politique

Le FRAP disait que l'élection n'était qu'un moyen pour s'implanter dans la population et ainsi créer les bases d'un mouvement des travailleurs. Et pourtant, on oublie tous les efforts ds années précédentes au sein des comités de citoyens pour jeter tous les oeufs dans le panier de l'électoralisme. Mais cela n'était-il pas conséquent avec le cul-de-sac auquel étaient confrontés les comités de citoyens, dépassés devant des revendications partielles et sans orientation politique cohérente et juste? On ne s'occupait pas des lieux de travail pour les laisser aux syndicats, même si le discours du FRAP laissait entendre un autre son. Les faits, et c'est ce qui compte, prouvèrent le contraire. Précisons d'ailleurs que le FRAP se voulait un tremplin pour attaquer ultérieurement la scène électorale provinciale. C'était là un objectif qui n'était sous-tendu par aucune analyse sérieuse et le débat au sein du FRAP sur l'indépendance atteignit vite un cul-de-sac en raison principalement des opinions très divergentes sur le P.Q.

Ayant très peu mis d'effort à clarifier la ligne politique, le FRAP regroupait conséquemment plusieurs tendances (syndicale, péquiste, populiste, et quelques marxistes plutôt isolés). C'est d'ailleurs bien la ligne politique d'un mouvement; Et la tendance idéologique au FRAP était celle des sociaux-démocrates. Ce melting-pot idéologique, combiné à la course effrénée que provoque une élection, ne pouvaient que mener à un cul-de-sac brutal lors des événements d'octobre 1970 . Comment le FRAP pouvait-il se situer face au F.L.Q.?

N'ayant pas de ligne politique définie solidement et clairement, comportant toute sorte de tendances et comportant des virtuoses de l'opportunisme, le FRAP ne pouvait réagir correctement. Il ne pouvait dénoncer le F.L.Q. ni vraiment l'appuyer, pas plus que démêler les sentiments restrictifs d'appui aux felquistes de l'explication juste du terrorisme, c'est-à-dire une ligne politique construite en dehors des masses, inaccessibles aux masses, en somme erronée et se retournant en définitive contre les travailleurs.

Le FRAP finalement commença par dénoncer le F.L.Q., par la bouche de son président Cliche (permanent de la C.S.N.). Ce dernier se fit rabroué immédiatement par le Conseil du FRAP qui se dit alors d'accord avec le Manifeste en expliquant que le FRAP croyait en d'autres voies pour parvenir aux mêmes objectifs. Cette prise de position a certes beaucoup d'éléments positifs, mais ne pouvait dissiper toute la confusion qui règnait par rapport au FRAP.

Le F.L.Q. ne fut donc pas la cause de l'échec du FRAP, mais plutôt l'occasion qui en révéla la faiblesse. Quand on n'est pas organisé, on se fait organiser. Drapeau et Marchand l'avait bien compris.

Suite à l'échec du FRAP, des tendances se précisent

L'échec du FRAP, puis son effritement progressif allaient le conduire à sa disparition finale en 1973. Dans les faits, cependant, le FRAP cessa d'être le regroupement principal des forces "progressistes" dès 1971. Les caps créés pour les élections (de façon artificielle) disparurent dans les mois qui suivirent l'élection d'octobre 1970. Les caps les plus enracinés et ayant le plus d'expérience (nous pensons principalement à St-Jacques et Maisonneuve) développèrent une orientation socialiste, critiquant la tendance sociale-démocrate et la stratégie électoraliste. Le cap St-Jacques puis par la suite quelques autres caps, mirent sur pied des cours de formation marxiste à cette époque. C'était surtout une approche théorique mais qui marquait un pas en avant dans la recherche d'une cohérence politique. Il y eut scission au FRAP en 1972 et ceux qui proposaient une orientation socialiste et la liaison à la classe ouvrière par l'implantation dans les milieux de travail et non plus par le biais des organismes syndicaux, réalisèrent dans les faits un sérieux pas en avant sur toutes les tentatives préalables afin de créer un mouvement socialiste véritable (voir, pour cette question: "Les débuts d'un mouvement socialiste à Montréal" in **Mobilisation** vol 3.)

Mais si le FRAP constituait un échec assez important pour la sociale-démocratie, puis son rejet parmi bon nombre de militants intellectuels et ouvriers qui y avaient milité, il n'en reste pas moins que l'orientation sociale-démocrate et la stratégie de l'électoralisme demeuraient et demeurent encore la tendance la plus importante parmi les permanents syndicaux qui manifestent une certaine volonté de changement social et parmi bon nombre d'intellectuels se voulant de gauche et militant au P.Q.

C'est ainsi que les centrales syndicales, devant les contradictions qui marquent présentement le syndicalisme, devant la conjoncture politique qui est nettement dominée par les forces de la bourgeoisie et étant influencées par certains de ses permanents, adoptent le discours social-démocrate et proposent des stratégies qui s'y rattachent.

L'idée des comités populaires lancée par Marcel Pépin, les appuis au P.Q. ainsi que les critiques prudentes envers le P.Q., ce sont toutes là des manifestations de l'insatisfaction des syndicats face au régime actuel en même temps que cela traduit une opposition à un véritable changement qui remettrait forcément en cause l'orientation dominante dans les syndicats.

Cette attitude ne pouvait que trouver un appui précieux et intéressé chez de nombreux péquistes qui veulent pousser le P.Q. un "peu plus à gauche" qui réalisent que le P.Q. doit absolument s'allier les travailleurs et les couches populaires pour espérer prendre le pouvoir.

Cette tendance est donc mise de l'avant par une gamme d'opportunistes qui, par ailleurs, vont d'échec en échec sans pouvoir mobiliser les travailleurs. Son travail ne se situe pas à la base, son orientation voyage à gauche et à droite et sa stratégie et sa tactique ne reposent que sur l'électoralisme. A preuve, les échecs très significatifs lors des élections scolaires avec le M.D.S. et plus encore, lors des élections dans les hôpitaux.

A chaque élection, prêts ou pas prêts, on retrouve ces mêmes individus se constituant en divers groupes selon la situation. A travers toute cette période, on ne cessait de penser à l'élection municipale de 1974 et quelques mois avant (soit en mars dernier) on lançait l'idée du Regroupement des Citoyens de Montréal.

Les forces sociales-démocrates: qui sont-elles?

Les sociaux-démocrates se retrouvent principalement dans le Parti Québecois, dans les centrales syndicales et dans les groueps populaires.

Les sociaux démocrates du P.Q.

La direction du P.Q., faut-il le préciser, est avant tout soucieuse d'utiliser tous les moyens pour s'attirer une "clientèle volante". En fait, tout est fait dans cet optique. Ainsi le P.Q. approuve fortement (sinon en est l'initiateur) la création d'un groupe d'hommes d'affaires indépendantistes et de l'autre côté, il multiplie les dénonciations (les escroqueries libérales, par exemple), il appuie les ouvriers de la United Aircraft, tout en se distançant, sinon en condamnant certaines luttes ouvrières impopulaires (comme celle des travailleurs de l'hôpital Notre-Dame) et cherche un certain rapprochement avec les centrales syndicales (manifestation du 1er mai, celle de la United Aircraft, assemblée des travailleurs à Sorel, etc). Rappelons que le P.Q. est par son essence même (et son programme en témoigne éloquemment) pro-capitaliste et pro-impérialiste. Il cherche avant tout à faire d'une bourgeoisie québécoise l'interlocu-

teur premier de l'économie québécoise face à la bourgeoisie yankee. En somme, remplacer la bourgeoisie canadian.

En fait, le P.Q. voit l'indépendance comme une fin en soi, un cheval de bataille pour se faire élire. Il a donc besoin d'appuis dans **toutes les classes de la société québécoise.** Et c'est pour cela qu'il se doit d'avoir des "éléments de gauche" (1) qui lui permettent de se rapprocher des couches populaires et d'y trouver un appui électoral important.

Ces éléments de "gauche" au sein du P.Q. sont ceux qui d'un côté disent aux travailleurs qu'il faut militer au P.Q. et qu'il faut élire le P.Q. afin d'amener un jour un changement social (qu'ils ne précisent jamais d'ailleurs) et qui de l'autre côté, acceptent et défendent les thèses officielles du P.Q. contre la lutte des classes (se rappeler le discours de Camille Laurin à cet effet après mai 1972) et contre l'existence d'un parti ouvrier, sous prétexte que la classe ouvrière au Québec est en voie de disparition! (éditorial du **Jour**, 1er mai 1974).

Et tout cela au nom de la stratégie et du réalisme. Certains de ces sociaux-démocrates sont des marionnettes inconscientes aux mains de la direction péquiste, mais beaucoup remplissent consciemment et de façon opportuniste leur rôle de conciliateur entre le P.Q. et les intérêts des travailleurs. Que nous ayons affaire à des sociaux-démocrates conscients ou inconscients, il reste que leurs agissements sont les mêmes et les associations de comté du P.Q. en témoignent bien. Tout leur travail est axé sur le nombre de votes à gagner et conséquemment, elles n'agissent que très peu en dehors des campagnes électorales et du financement du parti.

L'appui que le P.Q. apportera au R.C.M., de même que l'intensité de cet appui, sera surtout fait en fonction de l'avantage électoral qu'il pourra en tirer en 1976. Faut dire que le P.Q., même au point de vue électoral, est arrivé à un plafonnement qui lui sera difficile de briser. Après les dernières élections provinciales, le P.Q. est devenu l'opposition officielle avec 6 députés (en ayant perdu 1) et la disparition de l'Union Nationale et des Créditistes. Le P.Q. peut-il être une alternative au Parti Libéral? Ayant recueilli 40% du vote peut-il surmonter ce pourcentage considérant la population anglophone et le vote de la moyenne et petite bourgeoisie financière québécoise qui préfère la stabilité du Parti Libéral à l'aventure péquiste. De plus, plusieurs mesures sociales du P.Q. paraissent pour le moins utopistes: salaire à la femme-ménagère, salaires aux étudiants, augmentation des prestations sociales, etc. Le P.Q., nous le savons, ne remet pas en question le système capitaliste mais une "humanisation du capital". Les patrons seront-ils humains au point de laisser leurs profits "profiter" à la population ou alors faudra-t-il taxer encore plus les travailleurs pour leur faire payer la note de frais que représenteront les nombreuses politiques sociales du P.Q.?

Les sociaux-démocrates des syndicats

Pendant que les syndiqués se préoccupent de l'inflation, de l'indexation, des problèmes dans leurs usines, dont celui de la démocratisation de leur propre syndicat, les syndicats se préoccupent de la démocratisation de la ville de Montréal et des appareils scolaires. Bien sûr que les centrales touchent également à la lutte contre l'inflation, mais sans toutefois être reliées à leurs bases et mener le combat en partant de cette base. Ils sont non seulement coupés de leur base, mais ils ne voient surtout pas les limites des luttes qu'ils proposent, ce qui, en conséquence, mènent à l'intégration des travailleurs à la société capitaliste et non à la prise de conscience de la nécessité d'abolir le capitalisme. Leurs préoccupations externes aux milieux de travail, qui évidemment ne sont pas par nature coupées de l'exploitation au niveau du travail, sont complètement disproportionnées d'avec la réalité qu'elles recoupent. La raison en est bien simple: les appuis syndicaux au R.C.M. (et dans le passé au FRAP) viennent avant tout d'individus coupés de la base des syndiqués et que l'on retrouve surtout à la direction du Conseil central (CSN) du Conseil du Travail de Montréal (FTQ) et de la CEQ à Montréal.

Ces individus agissent plus sous leur initiative personnelle que selon une stratégie cohérente originant des syndicats. Par ailleurs, s'ils ne sont pas actuellement organisés, cela ne signifie pas qu'ils ne le seront jamais dans la mesure où ils appartiennent tous à une fraction de classe (petite-bourgeoisie en voie de prolétarisation) et que partant de là, et selon la conjoncture et leurs forces, ils pourraient éventuellement en venir à s'organiser sérieusement. Leur orientation politique rejoint presqu'au centimètre près celle des péquistes sociaux-démocrates (d'ailleurs, l'on retrouve parmi les ténors de la sociale-démocratie au P.Q. plusieurs permanents syndicaux). Leurs discours se veut de gauche, leur pratique demeure affairiste et opportuniste. En fait, l'idée qu'ils ont du socialisme reflète bien plus l'anarchisme et l'utopisme ("aller vers le monde ordinaire").

Les sociaux-démocrates au sein des groupes populaires

Encore ici, on retrouve des éléments péquistes et syndicalistes qui agissent dans les groupes populaires. Point n'est besoin de les présenter une fois de plus. Mais il y a d'autres types de sociaux-démocrates présents dans les groupes populaires. Il y a ceux qui luttent depuis plusieurs années et qui n'ont aucune formation politique solide. Aussi, abordent-ils la politique que par les seules voies qu'ils connaissent et qui convergent toutes vers l'électoralisme et les exigences de réformes (réformisme). Il y a aussi les populistes qui ont un discours dénonciateur, qui ne s'attaque qu'aux conséquences du capitalisme et non à ses causes, discours accessible à tout le monde mais qui ne propose jamais de solution sinon des appuis tactiques à toutes les tentatives réformistes.

1) Les élements de "gauche" au sein du P.Q., ce sont bien plutôt les tenants de la ligne sociale-démocrate, qui sont surtout actifs au sein des appareils syndicaux. Il y a aussi quelques éléments plutôt anarchistes et culturels qui composent une sorte de "gogoche" flottante et stérile". Finalement, il y a des travailleurs sincères qui, en l'absence d'une alternative véritablement ouvrière, ne voient que la solution péquiste. C'est auprès de ces derniers que nous avons un travial à faire.



Les dirigeants syndicaux qui veulent "casser le systeme" Louis Laberge, Fernand Daoust, et "Dede" Desjardins.

Les grandes lignes de cette orientation

La principale, sinon l'unique, préoccupation de ces éléments sociaux-démocrates, c'est de se faire élire ou de faire élire leur candidat. Ils apparaissent à toutes les élections (pensons encore au candidat devant l'Eternel qu'est Emile Boudreau des Métallos) pour dire en fin de compte aux électeurs: "élisez-nous, nous sommes meilleurs que les autres". Car dans les faits, ils n'ont pas d'idéologie et de programme social-démocrate qui soient rigoureux et qui aient un caractère permanent. Ils ont plutôt des programmes faits à la hâte avant chaque élection et qui ne sont donc que circonstanciels. On ne peut parler au Québec vraiment d'une force sociale-démocrate, puisque ni le P.Q. ni les syndicats, ni les quelques groupes populaires qui penchent vers la sociale-démocratie, n'ont une telle idéologie, pas plus qu'un programme social-démocrate. Ce sont avant tout des individus qui agissent isolément ou regroupés selon les circonstances et qui ne constituent aucunement un mouvement politique permanent.

Nous pouvons facilement constater cette réalité en étudiant le type de projet qu'ils présentent. Leurs projets reposent en effet surtout sur le subjectivisme, c'est-à-dire, leurs propres désirs et non sur une planification basée sur les besoins mais aussi sur les possibilités des travailleurs. Ainsi entremêlent-ils de façon extraordinaire le "socialisme à gogo" avec le capitalisme. Par exemple, ils réclament une réelle planification urbaine, des logements pour tous, un transport public adéquat, tout cela dans les intérêts et selon les nécessités des travailleurs, mais sans réaliser que ces mesures ne peuvent être appliquées qu'en système socialiste. Bien sûr certaines améliorations peuvent être obtenues en système capitaliste, mais elles ne doivent pas reposer sur des projets imaginaires (tels les comités de quartiers décisionnels) mais bien plutôt à l'intérieur d'une stratégie qui tient compte des travailleurs en connaissant bien ceux de la bourgeoisie, sinon aucun projet dans une société capitaliste n'est réalisable (pensons à l'assurance-chômage et à l'assurance maladie). Mais, cependant, et cela est fondamental, il faut bien comprendre que dès qu'un projet est "acceptable" en système capitaliste, nous réformons le système. La perspective de militer pour tel changement "acceptable" doit donc être celle qui explique que ce changement n'est pas en soi révolutionnaire, qu'il faut lutter contre le capitalisme et que les succès que l'on obtient ne sont que des victoires à l'intérieur d'une longue lutte, mais jamais la victoire elle-même. Dans une telle perspective, on n'a que faire de l'utopie, car pour gagner la lutte, il nous faut des victoires, même partielles, sinon, nous tombons dans le découragement et n'affaiblissons jamais l'ennemi. Nous n'avons que faire non plus de l'addition de réformes qui changeraient à la longue le système, car nous nous illusionnerions. En somme, nous n'avons que faire des rêves détachés de la réalité et qui se transforment inéluctablement en cul-de-sac ou en réformettes totalement récupérées par la bourgeoisie (pensons simplement, par exemple, au bill 65).

Les sociaux-démocrates affirment souvent qu'ils cherchent une troisième voie: un genre de socialisme qu'ils appellent démocratique et qui signifie, dans les faits, tenter de réaliser le socialisme avec les structures capitalistes. L'exemple le plus frappant de cela est certes leur appui inconditionnel aux coopératives. L'expérience des caisses populaires est pourtant très concluante, de même que celle de Tembec, de Cabano, etc. Il leur serait utile

d'écouter ce que le ministre québécois St-Pierre pense des coopératives: "Certes, je crois que la façon de sauver le capitalisme ici, avec son rôle social positif, c'est d'accorder une attention spéciale au capitalisme canadien-français, y compris les coopératives". (in **Financial Post**, 18 mars 1972, cité dans **Québec-Presse** le 26 mars 1972 par Louis Fournier).

Qu'est-ce que le R.C.M.?

Le Regroupement des citoyens de Montréal fut créé au printemps dernier suite à des propositions originant des instances régionales des centrales syndicales un peu comme le FRAP l'avait été.

De grandes différences existent cependant avec le FRAP. Ainsi, ce ne sont pas les comités de citoyens qui servent de base au R.C.M., mais plutôt des organisations du P.Q. et l'appui du N.P.D., mais (appui plutôt fantomatique si l'on peut dire) et de certains groupes nouveaux et fragiles du milieu anglophone et des immigrants.

Il répond encore une fois aux attentes des permanents syndicaux qui tentent toujours de déborder l'action purement syndicale pour toucher le plan politique mais uniquement par le réformisme et l'électoralisme. Il répond aussi aux péquistes, déçus des résultats d'octobre 1973 mais misant sur Montréal pour s'imposer électoralement et ainsi se consolider pour les prochaines élections provinciales.

Il répond également à la volonté de se débarasser de Drapeau. Sur cela, nous sommes d'accord (qui n'est pas pour la vertu?). Mais pourquoi et pour qui se débarasser de Drapeau?

Par le programme du R.C.M., nous en avons déjà une certaine idée. Inspiré du programme du FRAP (les mêmes discussions sont présentes), il n'en garde toutefois que les aspects technocratiques et utopistes. Le programme du FRAP avait une tendance certaine contre le capitalisme et pour le socialisme, même si cela restait confus. Celui du RCM est passablement plus édulcéré et timide, au nom du réalisme, cela va de soi.

Autre différence im portante d'avec le FRAP, ses bases. Il n'y a pas de base populaire au RCM. On parle plus d'enracinement populaire qu'en parlait le FRAP, mais les faits prouvent aisément le contraire. Par exemple, le FRAP avait entrepris un long travail de formation et d'organisation, basé sur les comités de citoyens et ce, un an avant son premier congrès. Le RCM, lui, a réuni à la sauvette des militants dans une dizaine de quartiers et tenait deux semaines plus tard son premier congrès. Ainsi, dans Maisonneuve, réputé château-fort due RCM, il y avait une vingtaine de militants du quartier qui, fort paradoxalement, en déléguèrent une trentaine au congrès régional. D'autres faits significatifs illustrent aussi cette situation: les groupes de Pointe St-Charles et ceux du Caucus d'Action des Quartiers (regroupant des groupes du GMAPCC surtout) refusent de se lancer dans cette lutte, constatant l'artificialité du projet, alors que certains groupes de Centre-Sud le feront indépendamment du RCM. Seul Villeray (qui en est à ses débuts) indique qu'il appuie le RCM (voir à ce sujet le Bulletin du Conseil de Développement social, vol. 1, no. é).

Le RCM par ailleurs veut s'allier "toutes les formes démocratiques". Et cela pourrait comprendre, comme l'affirmait Camille Laurin à l'occasion de l'ouverture du congrès, les chambres de commerce! L'image se précise dès lors et de façon de plus en plus claire. Ce type de mouvement ou de parti qui tente de concilier les intérêts des travailleurs à ceux de la bourgeoisie, qui tente "d'humaniser" le capital ne peut être qu'un piège, qu'une tromperie pour des militants progressistes. Il n'y a donc aucune raison de se rallier ou de militer au RCM.

L'image la plus précise du RCM, surtout en ce qui touche sa stratégie, c'est Pierre Godin, éditorialiste au **Jour** qui nous la donna dans son éditorial du 25 avril 1974 intitulé "Monsieur X, où êtes-vous?"



L'unité des travailleurs avec l'ensemble du peuple de la ville se bâtit dans la lutte, tel le mouvement d'appui aux grévistes de la Firestone à Joliette.

Ecoutons-le donc:

"Fasse le ciel que ce "réalisme politique", dont le défunt FRAP avait cru pouvoir se passer, continue d'inspirer la majorité de ceux qui se sont trouvés pour organiser (enfin!) une opposition démocratique à un régime municipal absolutiste qui dégage toutes sortes de parfums troublants (...). Montréal a assez brûlé. Néron doit déposer sa cithare. (...). Nous sommes parvenus au point où il nous faut également comprendre que la libération du Québec passe par celle de Montréal. (...). En 1959, la lutte contre Duplessis passait par celle contre le régime Fournier. Cela les libéraux regroupés à Québec autour de Jean Lesage et à Montréal autour de Drapeau le savait. (...). C'est l'histoire qui se répète (une fois de plus) à 15 ans d'intervalle. (...). Une ombre au tableau: l'absence d'un candidat de poids à la mairie. (...). La population préfèrera toujours un homme avec un parti de paille qu'un véritable parti, aussi enraciné soit-il, mais sans leader "crédible". On peut ergoter longtemps quant à la justesse de ce comportement politique, on peut refuser d'en tenir compte, mais cela n'effacera pas 50 à 100 ans de vie politique. C'est une donnée qu'on ne peut ignorer sans quoi, c'est toute l'entreprise actuelle qui vacillera. (...). Monsieux X, où êtes-vous donc?"

Le RCM n'est pas enraciné, il n'a pas l'appui d'une classe sociale précise, les cherchent toutes. Il lui faudra un "HOMME" et vogue l'électoralisme à outrance. On accorde plus d'importance à Adhémar Reynault (maire de Montréal dans les années 40) qu'à des groupes organisés de travailleurs! Le RCM obtiendra peut-être plus de succès que le FRAP sur le plan électoral, mais ne risque-t-il pas de faire naitre un autre Drapeau? L'histoire se répète disait Godin, mais quelles leçons en tire-t-on? Qu'est devenu Drapeau, sauveur des années 1960? On ne se pose pas la question, puisque ce qui compte, c'est d'être élu. Prenons le pouvoir et nous verrons. Les comités de quartiers (regroupant qui?, pour qui? avec quelle préparation?) surveilleront le pouvoir.

Ce ne sont là que des rebondances d'opportunistes qui rêvent du pouvoir et qui trompent continuellement des éléments combattifs de la classe ouvrière et des couches populaires.

Face à cela, que faire?

La question du pouvoir municipal exige que les travailleurs, par leur propre organisation révolutionnaire, s'y attaquent, comme à tous les autres niveaux de pouvoir. Or, il n'y a pas d'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière actuellement. Nous ne sommes qu'à mettre sur pied les bases de cette organisation.

Les opportunistes clameront aussitôt qu'en l'absence de cette organisation, les militants progressistes doivent appuyer et militer dans ce qu'il y a "de mieux". La réponse est toute autre: nos forces sont tellement minimes à l'heure actuelle, la tâche est si grande que toutes nos énergies ne doivent que servir cette tâches et ne pas se gaspiller dans les aventures illusoires qu'offrent sans cesse les réformistes.

Nous n'avons pas la force non plus de lancer de mot d'ordre général. Nous verserions dans l'idéalisme et le gauchisme. Mais nous avons par ailleurs l'occasion d'expliquer plusieurs choses dans nos milieux.

Ainsi, face à l'argument des réformistes qui voudront nous faire passer pour des loufoques quand nous leur parlerons de leur caractère électoraliste, nous avons à répliquer que nous ne sommes pas contre l'utilisation des élections, mais que nous sommes contre ceux qui ne voient que l'élection comme moyen de lutter. Il nous faut expliquer que gagner une élection ce n'est pas prendre le pouvoir, car la bourgeoisie dans un tel cas n'hésite pas à passer à la violence, le Chili en témoigne. L'électoralisme, c'est la croyance à la démocratie bourgeoise, c'est mener le peuple dans sa tombe et contre cela, nous serons toujours opposés.

Nous avons à expliquer que les groupes réformistes et sociaux-démocrates n'ont pas d'implantation et ne nous rendent visite qu'aux temps des élections. Nous devons faire comprendre les illusions du réformisme qui voudrait concilier les intérêts des travailleurs à ceux de la bourgeoisie. Surtout qu'au Canada et au Québec en particulier, la situation objective ne fait pas de la sociale-démocratie une solution applicable et utile à la bourgeoisie actuellement, contrairement à la Suède par exemple. Ainsi, non seulement les fondements de la sociale démocratie sont erronés, mais ses chances de succès sont également nulles.

sociaux-démocrates, quelle fraction de classe ils représentent, quels intérêts ils défendent. Par là, nous réaliserons une critique de la social-démocratie, que nous devons articuler le mieux possible, car ainsi, nous préciserons mieux notre orientation en nous démarquant des réformistes. Et cela représente un pas en avant dans la direction de l'organisation révolutionnaire des travailleurs.

En somme, cette élection nous permet de faire la critique du réformisme, de pousser de l'avant notre formation politique, de mieux pénétrer nos milieux par des idées plus claires, des pratiques mieux guidées et finalement de combattre les éléments réformistes qui sont présents dans la classe ouvrière.

Le programme du RCM

LA DEMOCRATIE A MONTREAL	Refonte de la carte électorale, établissement de conseils de quartiers, etc...
LE LOGEMENT...	Elimination des taudis; contrôle de l'aménagement urbain, de la construction et de la restauration des logements par les "citoyens du quartier"; élimination de la spéculation et de l'exploitation du logement...
LE TRANSPORT...	Priorité accordée au développement du transport en commun; aucune nouvelle autoroute en zone urbaine; abandon de la construction de l'autoroute est-ouest; création d'une commission de transport pour toute la région de Montréal; réduction graduelle ou même abolition des tarifs du transport; transformation de l'industrie du taxi pour en faire un service public...
LES LOISIRS...	Accroissement du budget de la ville allouée aux loisirs; fin des politiques de prestige et transformation de Terre des Hommes en fonction des loisirs communautaires; création de centres de loisirs dans tous les quartiers, etc...
SANTE...	Pressions sur Québec pour qu'il généralise à tous les services le régime d'assurance-maladie et pour la gratuité des médicaments; encouragement d'une politique de médecine préventive; installation d'équipe d'infirmières dans tous les quartiers; établissement d'un système d'inspection d'hygiène dans les lieux de travail et dans les quartiers; reglémentation pour réduire la pollution des aliments; de l'air, de l'eau et du bruit; encouragement à l'installation de marchés publics plutôt que des super-marchés.
BUDGET...	Abolition de la taxe d'eau et de la taxe foncière pour les remplacer par un impôt municipal sur les revenus; Etablissement d'une vérification sérieuse de l'affectation des dépenses (avec publication du rapport).
JEUX OLYMPIQUES...	Le COJO et le maire Drapeau doivent publier l'information pertinente relative au coût des jeux, etc...; face au déficit prévu, élaborer un mode de financement pour faire porter le poids des jeux sur les corporations et les riches; viser à réduire le coût de la construction des équipements sportifs; rejetter la formule de village olympique permanent et adopter celle d'un village temporaire; s'opposer à toute mutilation du jardin botanique, etc...

LE REFORMISME NORD-AMERICAIN EN ACTION: le NPD en Colombie Britannique

Pourquoi un article sur la Colombie Britannique et le gouvernement Barrett?

Nous présentons cette analyse de la situation actuelle en Colombie-Britannique pour trois raisons principales:

1- En général, les militants québécois ont peut de connaissance de ce qui se passe en Amérique du Nord, et particulièrement au Canada anglais. On connaît souvent mieux certaines expériences du "Tiers-Monde" que l'on connaît des expériences sur notre continent. Cette méconnaissance nous amène, par exemple, à voir la scène politique canadienne uniquement en terme d'affrontement entre le Québec et le reste du Canada, et de ne pas tenir compte des conflits entre les différentes régions du Canada anglais.

De plus, cette méconnaissance nous place dans l'impossibilité de développer une solidarité réelle avec les travailleurs canadiens et américains, solidarité essentielle à l'avancement de la lutte ici même au Québec.

2- Connaître la réalité en C.B., c'est aussi être mieux équipé pour connaître notre propre réalité québécoise. Dans cet article, nous essayerons de faire ressortir des parallèles entre le Québec et la C.B., notamment: les similarités entre la politique pratiquée par l'Union Nationale au Québec et le Crédit social en C.B., certaines similarités entre le N.P.D. en C.B. et les tenants de la Révolution tranquille au Québec (le Parti libéral entre 1962 et 1968 et maintenant le Parti québécois).

3- L'expérience du N.P.D. et Barrett en C.B. nous donne un exemple concret d'un gouvernement de type social-démocrate dans le contexte nord-américain. Nous pouvons en tirer des leçons importantes telles: comprendre des assises de classe d'un tel régime, les types de réformes qu'il avance, son attitude face aux syndicats et au mouvement ouvrier, etc.

Cet article ne prétend aucunement être une analyse complète de la Colombie-Britannique, mais plutôt un rapide survol de son économie, de l'ancien régime de "Wacky" Bennett et le Crédit social, et du gouvernement actuel de Barrett et le N.P.D. Certains sujets, pourtant très importants, ne sont qu'à peine abordés, entre autres: l'histoire des luttes ouvrières en C.B. et le rôle des organisations comme le "One big Union" (voir **Mobilisation**, vol. 3, no 7) et le Parti communiste canadien; le mouvement des syndicats

canadiens (le "Council of Canadians Unions" de Madeleine Parent et Kent Rowley) qui tire sa force principale de la C.B., etc. Certains de ces sujets doivent être traités dans des articles futurs de **Mobilisation** et une liste de références est donnée à la fin de cet article pour ceux qui désirent en connaître davantage.

L'économie de la Colombie-Britannique

STRUCTURE DE L'ECONOMIE:

L'économie de la C.B. est basée sur l'extraction, la transformation première et l'exportation des ressources naturelles. Les trois secteurs principaux sont, dans l'ordre: les forêts, les mines, le tourisme.

L'économie est dominée par quelques grandes compagnies multinationales qui exploitent ces ressources naturelles; MacMillan-Bloedel (pâtes et papiers), Crown Zellerbach (bois, pâtes et papiers), Cominco (mines), Noranda Mines Alcan (aluminium). L'industrie secondaire est très peu développée.

C'est aussi une économie axée sur l'exportation à l'étranger. Les principaux acheteurs sont les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne et la Communauté Economique Européenne. Les échanges commerciaux avec ces pays sont de loin beaucoup plus importants que les échanges avec les autres régions canadiennes.

Le taux de syndicalisation en C.B. est le plus fort en Amérique du Nord. Ceci est dû à la structure de l'économie: une bonne partie de la main-d'oeuvre est concentrée dans les grandes unités de production (les forêts, les mines, les usines de transformation première). Les salaires sont aussi les plus élevés au Canada, bien que le taux de chômage est plus fort que la moyenne canadienne dû à la nature saisonnière de plusieurs emplois (en forêt surtout), à l'absence relative des industries secondaires et à un fort taux d'immigration.

La population est relativement faible. Il y a 2,343,000 habitants, dont la moitié reste dans la région de Vancouver, les autres étant dispersés à travers la province dans les nombreuses villes ouvrières proches des matières premières (Kitimat - aluminium, Trail-fonderies, Kimberley-pâtes et papiers, etc.) Cependant, avec les conditions économiques favorables qui existent présentement en C.B., la population s'accroît très vite avec un afflux d'immigrants venant d'autres provinces canadiennes. A Vancouver, la population augmente de 30,000 personnes par année, ce qui provoque une sérieuse crise du logement.

CONFLIT ENTRE LA BOURGEOISIE REGIONALE ET LA BOURGEOISIE ANGLO-CANADIENNE:

Le Canada est loin d'être une nation unifiée et centralisée. Nous connaissons bien les conflits entre Québec et Ottawa, mais moins bien les divergeances entre les différentes bourgeoisies régionales au Canada et la bourgeoisie anglo-canadienne concentrée dans le sud de l'Ontario.

Les industriels et les financiers du sud de l'Ontario ont toujours essayé de s'imposer comme le pivot entre les capitaux américains et le reste du Canada, et dans une large mesure, ils ont très bien réussi. Mais la richesse des ressources naturelles de la C.B. font que la bourgeoisie régionale en C.B. fut capable de lutter contre cette emprise et de s'imposer directement comme interlocuteur avec les industriels américains, japonais et européens.

Cette bourgeoisie en C.B. a donc toujours lutté contre les protections tarifaires pour les produits manufacturiers canadiens, contre les réformes fiscales en ce qui concerne les compagnies minières et contre toute sorte de nationalisme canadien. L'ancien gouvernement de Wacky Bennett refusait systématiquement de développer l'industrie secondaire et se contentait de suivre la ligne dictée par les grandes compagnies forestières et minières qui disaient que la vocation de la C.B. était celle d'un vendeur de matières premières.

Le règne de "Wacky" Bennett et le crédit social (1952-1972)

Le gouvernement Bennett, qui se proclamait le gouvernement des "petites gens", était complètement asservi aux compagnies minières et forestières. La base électorale du Crédit social en C.B., comme l'Union Nationale au Québec, était constitué des petits commercants et des élites locales, surtout dans les régions rurales et les petites villes de province, mais il bénéficia aussi du puissant appui des grandes corporations.

La stratégie économique de Bennett était essentiellement de laisser la porte grande ouverte aux investissements des monopoles dans le domaine des ressources naturelles et de favoriser simultanément les petits hommes d'affaires via les contrats du gouvernement et le patronage politique. La corruption était très forte, peut-être moins qu'au Québec sous l'Union Nationale, mais sensiblement du même genre.

Bennett se disputait souvent avec le gouvernement fédéral, qui représente la bourgeoisie anglo-canadienne, autour de questions comme l'aménagement hydro-électrique de la rivière Colombia. Ce projet fut réalisé pour satisfaire aux besoins énergétiques du nord-ouest des Etats-Unis à un prix de rabais, même si le gouvernement fédéral voulait réserver ces ressources pour le Canada.

Bennett et ses collègues parlaient souvent avec dédain des "easterners" :les gens de l'est, c'est-à-dire les capitalistes anglo-canadiens de Toronto et Montréal), d'une façon qui n'est pas sans rappeler l'utilisation par Duplessis du sentiment national des Canadiens-français dans ses conflits avec Ottawa. Duplessis et Bennett voulaient tous les deux traiter directement avec les grands capitalistes sans passer par le gouvernement fédéral et le sentiment d'éloignement du pouvoir central des populations de ces deux provinces (au Québec, dû au nationalisme des Canadiens-français, en C.B., dû à l'éloignement géographique) fut encouragé par eux pour des fins politiques.

Une autre caractéristique commune des deux régimes fut leur anti-syndicalisme et l'anti-socialisme militant. Le spectre du "péril rouge" fut brandi à chaque conflit ouvrier mené d'une façon militante et le gouvernement Bennett n'hésitait pas à intervenir directement en faveur des employeurs avec sa police et ses lois anti-ouvrières.

Quels sont les facteurs qui ont amené la défaite de Bennett en 1972 aux mains du N.P.D.?

1- Comme au Québec, la petite bourgeoisie traditionnelle est devenue en C.B. de moins en moins importante numériquement et il y a eu un accroissement des couches moyennes dans les centres urbains. Ces nouvelles couches (éducateurs, travailleurs sociaux,...) étaient fatiguées de la corruption du régime créditiste et de ses politiques réactionnaires dans le domaine de l'éducation, de la santé, du bien-être, etc.

2- Le mouvement syndical en C.B., malgré les attaques du gouvernement et des employeurs, était et reste encore le plus fort du Canada anglais. La majorité des dirigeants syndicaux et des travailleurs appuyaient le N.P.D. depuis longtemps en raison de la politique ouvertement anti-ouvrière de Bennett.

3- La nouvelle petite-bourgeoisie urbaine et une fraction du patronnat, veulent utiliser l'Etat provincial comme levier pour développer un fort secteur manufacturier en C.B.. Bennett, lui, était contre un tel développement, mais le N.P.D. en faisait une de ses politiques principales.

Le N.P.D. - C.C.F. ses origines et ses politiques

Les racines du N.P.D. viennent de la grève générale de Winnipeg de 1919. De l'expérience de cette grève, a surgi un petit groupe de personnes avec des idées sociales-démocrates. Nullement révolutionnaire, mais passablement militant, ce groupe voyait la nécessite de **réformer** en profondeur le système capitaliste. Sous l'influence de la crise économique des années 30, l'influence de ce groupe s'accrut et en 1933, en collaboration avec d'autres groupes et certains syndicats ouvriers, ils ont fondé le C.C.F. (Cooperative Commonwealth Federation). Pendant toute son existence, le C.C.F. est resté sous le contrôle de personnes qui ne voyaient pas plus loin qu'une réforme du système capitaliste. Des éléments socialistes, qui préconisaient l'abolition du capitalisme, furent expulsés du parti à plusieurs reprises.

Le C.C.F. - N.P.D. fut toujours farouchement anti-communiste. David Lewis, le leader actuel du N.P.D. fut un des chefs de file dans la lutte contre l'influence du Parti communiste canadien dans les syndicats pendant les années 1935 à 1955. Pendant cette période, des centaines de militants communistes, membres du P.C. canadien, qui était à cette époque une véritable organisation de combat de la classe ouvrière, furent expulsés des syndicats. Citons Lewis lui-même: "Pendant les premières années du C.C.F., les communistes ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher le progrès de notre parti et celui des syndicats non communistes. Comme secrétaire-général du C.C.F., j'étais au centre de la lutte contre les communistes. **C'était une lutte non pas théorique, mais très pratique**. (souligné par nous)."

En 1961 une entente fut conclue entre le C.C.F. et les dirigeants des unions internationales et le Congrès du Travail du Canada, pour fonder le Nouveau parti démocratique. Le programme de ce nouveau parti fut encore plus modéré que celui du C.C.F. et dans les années suivantes, il y eut d'autres expulsions de personnes jugées trop "radicales". Ceci eut comme résultat que le leadership du N.P.D. provient actuellement de deux sources: des dirigeants des syndicats internationaux et du C.T.C. et des éléments des couches moyennes (professeurs, travailleurs sociaux, administrateurs publics, etc.)

Le N.P.D. - C.C.F. a même oublié graduellement plusieurs éléments de son programme social-démocrate (il n'a jamais été un parti socialiste) en faveur de politiques néo-libérales. Ce n'est pas un accident si plusieurs journalistes canadiens-anglais décrivent les dirigeants du N.P.D. comme des "libéraux pressés". En fait, le N.P.D. est devenu le représentant de la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie qui visent à solidifier le capitalisme au Canada en établissant des politiques qui développeraient l'industrie secondaire, en utilisant les ressources de l'Etat, qui donneraient aux capitalistes canadiens une plus grande part du gâteau face aux capitalistes étrangers et qui ramèneraient un climat social plus "sain" en instaurant des réformes sociales et en permettant l'affirmation d'un certain caractère national. Dans ce sens, le N.P.D. joue au Canada anglais le même rôle que le P.Q. au Québec. Ce qui différencie essentiellement ces deux partis, c'est que le P.Q., s'appuyant sur la fraction nationaliste de la moyenne et petite bourgeoisie canadienne-française, voit ses réformes dans le cadre du Québec au lieu du Canada.

Ceci ne veut pas dire qu'à l'intérieur du N.P.D., comme à l'intérieur du P.Q., il n'existe pas de contradictions. Plusieurs militants du N.P.D. sont contre la domination américaine de l'économie canadienne et ils ne souscrivent pas aux politiques anti-socialistes des dirigeants du parti. L'important au Canada anglais, comme au Québec, c'est la construction d'une organisation politique des travailleurs qui saura attirer vers elle la gauche de ces partis. Mais, les militants socialistes ne doivent pas entretenir d'illusions sur le caractère de classe de ces deux partis et sur les possibilités de les transformer "de l'intérieur".

Le gouvernement N.P.D. en C.B. (1972)

Dans la section précédente, nous avons donné un bref aperçu général du N.P.D. Dans cette section-ci, nous parlerons du gouvernement N.P.D. en C.B. à travers trois questions:

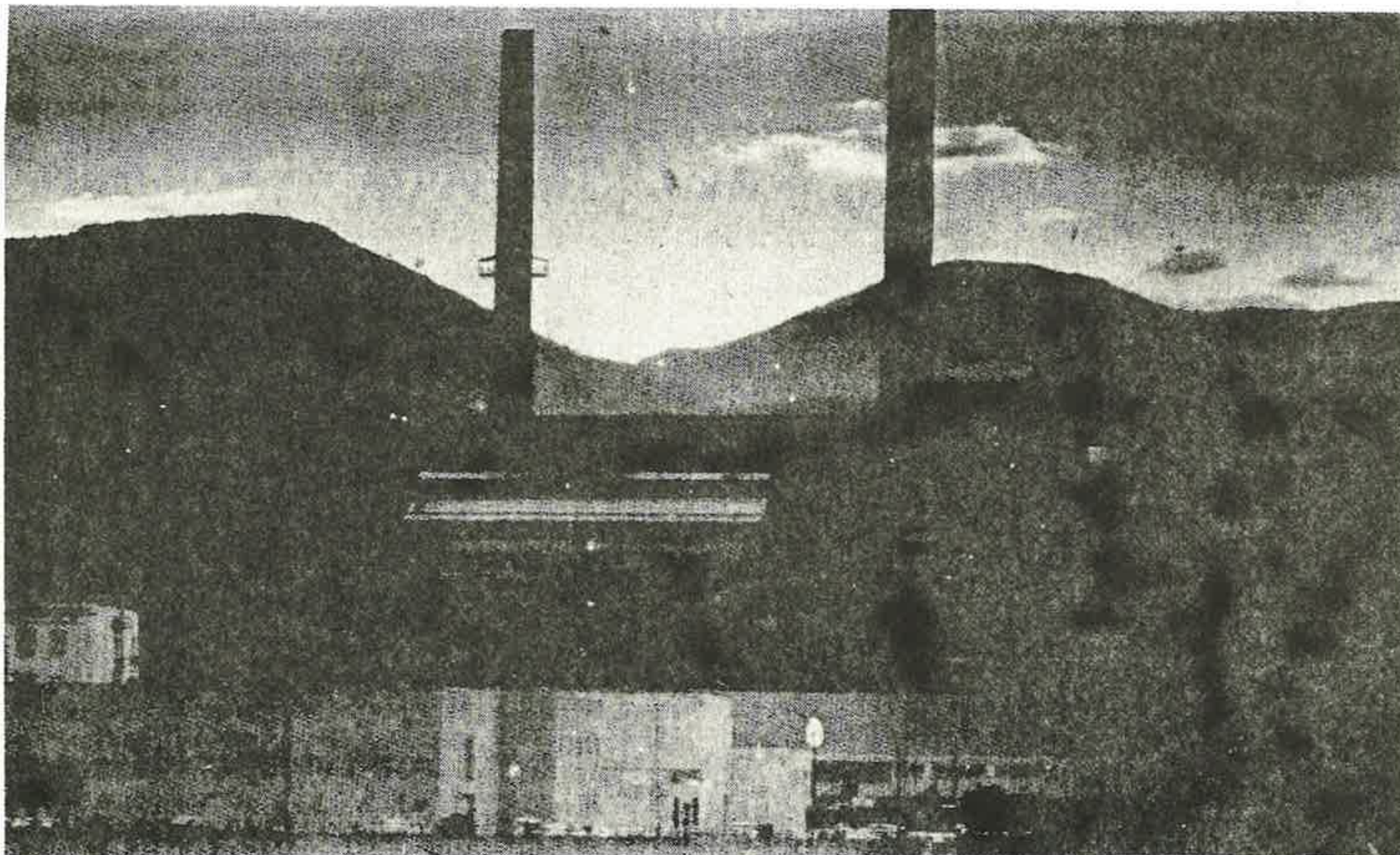
1- Sa politique économique et les réactions des capitalistes.
2- Sa politique de relation de travail.
3- Sa politique sociale.

POLITIQUE ECONOMIQUE DU N.P.D.
REACTION DES CAPITALISTES.

La politique économique de Barrett a deux objectifs principaux: premièrement, "civiliser" le capitalisme sauvage pratiqué par les compagnies minières et forestières



Les travailleurs de la forêt subissent de dures conditions de travail. Ils doivent aussi lutter contre leur propre syndicat "international".



Une des nombreuses mines de la Colombie Britannique.

et deuxièmement, encourager des investissements dans le secteur manufacturier.

1) **"Civiliser" les compagnies minières et forestières**. En fait, accroître les impôts sur leurs profits, renforcer les lois sur la protection de l'environnement et imposer des taxes additionnelles sur les matières premières qui sortent de la province sans être transformées. Barrett n'a aucunement l'intention de nationaliser ces compagnies comme le veut la gauche de son parti, mais plutôt de la contrôler. Les seules entreprises qui ont été nationalisées furent quelques entreprises marginales, dont Canadian Cellulose et l'usine d'Ocean FAlls de Crown Zellerbach qui tous les deux perdaient de l'argent et qui menaçaient de fermer leurs portes. Ces "nationalisations" ne sont pas sans rappeler les actions similaires du gouvernement québécois qui, via la Société générale de financement, a acheté des entreprises déficitaires (Marine Industries, Biscuits David, etc.) pour protéger des emplois et sauver l'investissement des anciens propriétaires.

Cette politique de Barrett est illustrée par sa réponse à la question d'un journaliste du journal Torontois. le **Globe and Mail**:

"Donc, c'est plus une question pour votre gouvernement de freiner, ce qu'on peut qualifier de certains aspects plus abusifs de la libre entreprise, plutôt que de construire un système social-démocrate lourdement structuré?"

Et Barrett de répondre:

"Bien, malgré les déclarations de certains, je ne suis aucunement l'Allende du Nord. Nous opérons encore à l'intérieur de l'économie nord-américaine. Ce que l'on doit faire est de rationaliser notre morceau de cette économie dans les meilleurs intérêts de la population de la C.B., mettre fin à l'aspect "pionnier" de notre économie."

Ces entreprises nationalisées sont gérées comme toutes les entreprises capitalistes. De récentes grèves dures à Canadian Cellulose, aussi à B.C. Railways et B.C. Hydro (des corporations de la Couronne comme Hydro-Québec) ont démontré qu'un gouvernement N.P.D. agit comme n'importe quel patron envers les syndicats. A Canadian Cellulose, par exemple, les dirigeants de cette compagnie, qui furent nommés par le N.P.D., font parti du cartel patronnal qui négocie avec les syndicats au même titre que les dirigeants des corporations privées.

Maintenant, voyons les réactions des compagnies touchées par cette politique de "civilisation" du capitalisme sauvage.

2) **La tactique des corporations minières et forestières face au N.P.D.**

Avec l'arrivée au pouvoir du N.P.D. en septembre 1972, les grandes compagnies qui dominent la C.B. ont crié au désastre. Les actions de ces compagnies en bourse ont perdu $75 millions en valeur et les menaces d'une "fuite des capitaux" furent répétées quotidiennement dans les journaus immédiatement avant et après les élections. (Les "camions de la Brink's" ne sont pas un phénomène typiquement québécois!).

Maintenant, deux ans après l'élection de Barrett, ces menaces ne se sont pas matérialisées. L'économie de la C.B. est encore en pleine expansion et les compagnies minières et forestières ont trouvé un moyen de "vivre" pour l'instant avec le N.P.D. Il est clair que ces compagnies préféreraient le Crédit social, mais le N.P.D. ne les a aucunement empêché de continuer à faire des profits, même si ces profits ont été quelque peu réduits.

La tactique de ces compagnies face au N.P.D. est double: d'une part, agiter l'épouvantail du socialisme et brandir toutes sortes de menaces face aux réformes jugées trop radicales, et d'autre part, encourager le gouvernement quand il met la pédale douce et le féliciter pour son "réalisme". Voyons des exemples de ce petit jeu.

Premièrement, les menaces. En 1973, le gouvernement a introduit un projet de loi sur les mines. Ce projet aurait obligé les compagnies minières à obtenir un permis avant de commencer l'exploitation de

toute nouvelle mine. Le gouvernement aurait accordé ce permis seulement s'il était convaincu que la nouvelle mine était économiquement rentable pour la province et que toutes les normes anti-pollution étaient respectées.

L'association minière n'a pas tardé à réagir. Son porte-parole a déclaré que ce projet de loi démontrait "le manque typique de la part des socialistes de respect des droits de l'individu". (Notons, en passant, que cette association ne représente aucunement des individus, mais des monopoles puissants comme la Noranda Mines, Cominco, Annaconnda Copper). Ce porte-parole a aussi déclaré que le projet de loi sur les mines était "évidemment rédigé par un théoricien socialiste qui n'a aucune connaissance de l'industrie minière." L'association a terminé par des menaces en prédisant que cette loi, si elle était adoptée, arrêterait toute croissance de l'industrie minière de la province.

La bataille autour de ce projet de loi a duré jusqu'en juin 1974, au moment où le gouvernement, après maintes hésitations et après avoir effectué plusieurs amendements, a finalement fait adopté une version diluée du projet initial.

Maintenant, un exemple de la tactique de la flatterie. En février 1973, Barrett a présenté son premier budget, un budget qui était attendu avec une certaine appréhension par les grandes corporations. Ce budget, fut, cependant, très modéré. Il fut caractérisé par un accroissement des dépenses publiques et une majoration des impôts sur les profits des corporations de 10% à 12%. Mais comme cette dernière mesure n'était qu'un rattrapage par rapport à l'Ontario et au Québec, qui avaient déjà un taux d'impôt de 12% depuis plusieurs années, les représentants patronnaux ont félicité le gouvernement pour sa "modération". Le président de la bourse de Vancouver a déclaré: "je trouve très positif l'absence de mesures budgétaires draconniennes".

3) **Développer l'industrie manufacturière en coopération avec les capitalistes.**

Pour accroître l'industrie secondaire de sa province le N.P.D. essaie, par diverses méthodes, d'encourager l'investissement privé. L'Etat est là pour assister les capitalistes, pour prendre sa place parmi eux, non pas pour les remplacer.

Premièrement, l'Etat utilise les fonds publics pour développer l'infrastructure économique. Un vaste programme d'expansion de la corporation de la Couronne **B.C. Railways** est destiné à ouvrir de nouvelles régions pour l'exploitation minière et forestière. Le gouvernement accorde une assistance croissante aux municipalités pour la construction de parcs industriels avec des acqueducs, des services électriques et des routes afin de réduire les coûts de départ pour les nouvelles industries.

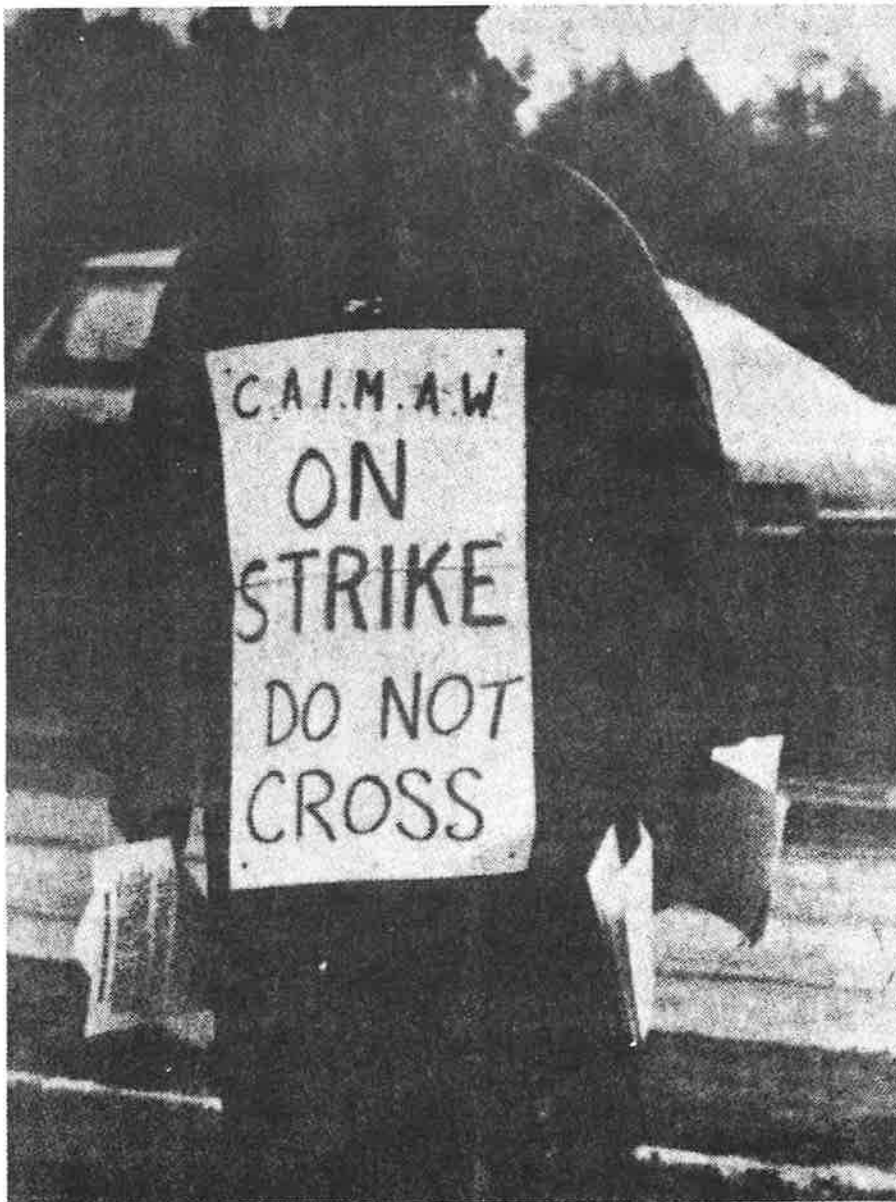
Deuxièmement, Barrett prône la participation minoritaire de l'Etat dans les entreprises manufacturières. Pour lui, c'est le moyen privilégié pour l'intervention de l'Etat dans l'économie. Il a déclaré à un journaliste du **Financial Post** que "en tant que socialistes (sic), nous serions des capitalistes têtus en affaires". Pour ces projets conjoints, le N.P.D. favorise avant tout les grandes entreprises canadiennes et multinationales et il a formé le "Conseil de Développement de la C.B.", composé uniquement d'hommes d'affaires, pour négocier des ententes avec eux.

Ce type d'intervention est aussi prôné par le Parti québécois au Québec. Dans son programme, le P.Q. parle de trois secteurs de l'économie: un secteur étatique, un secteur mixte, un secteur des entreprises traditionnelles. Mais comme disait Jack Scott, un militant socialiste de longue date en C.B., les gros capitalistes ne sont aucunement effrayés par un Etat qui veut s'emparer, si on peut parler ainsi, de la construction des routes, des égoûts et des chemins de fer ou nationaliser des compagnies hydro-électriques et des entreprises au bord de la faillite. Au contraire, ceci fait leur affaire en réduisant les coûts d'implantation et d'exploitation. Et ils ne sont pas effrayés non plus par la participation minoritaire de l'Etat dans les entreprises, qui n'est pour eux qu'une nouvelle forme de financement, le contrôle restant aux mains des capitalistes.

Finalement pour encourager l'investissement, le N.P.D. veut assurer de bonnes relations de travail. Il parle beaucoup d'instaurer dans les entreprises des formules de participation aux bénéfices pour les travailleurs. Barrett s'est dit très intéressé, par exemple, par la formule utilisée par Toyota au Japon, où les actions sont partagées comme suit: 49% aux propriétaires originaux de l'entreprises, 30% à l'Etat et 21% aux employés.

Récemment, le Conseil du patronat du Québec s'est lui aussi déclaré en faveur d'un tel système pour que "les travailleurs sentent (sic) qu'ils travaillent pour eux-mêmes". Quant le soi-disant socialiste Barrett et une organisation patronale se trouve dans le même lit, il y a lieu de se poser des questions!

Ces trois types de mesures pour encourager l'industrie secondaire ont évidemment remporté beaucoup de succès chez les capitalistes qui sont liés à l'industrie manufacturière. Ces patrons, beaucoup moins puissants que ceux des compagnies minières et forestières, sont bien prêts à appuyer les politiques du N.P.D. qui les favorisent. H.P. Bell Irving, de la Vancouver Board of Trade, a déclaré au **Globe and Mail** de Toronto en 1973: "je dis en tant que capitaliste que c'est faux de dire qu'on s'en va au "diable vert" avec le gouvernement N.P.D. en C.B. En fait, nous nous portons très bien!"



Des travailleurs du syndicat canadien "C.C.U." en grève.

POLITIQUES DE RELATIONS DE TRAVAIL DU NPD REACTIONS DES SYNDICATS

Le gouvernement Barrett fut élu en grande partie par les votes des travailleurs et l'appui actif des dirigeants des syndicats affiliés à la Fédération du Travail de la C.B. (l'équivalent de la FTQ). Cependant, une fois au pouvoir, Barrett a indiqué clairement que son gouvernement ne serait pas contrôlé par les dirigeants syndicaux, encore moins par les travailleurs de la base. Le gouvernement provincial se voit plutôt comme un "médiateur" entre le capital et le travail. Ceci fait changement avec les politiques nettement anti-ouvrières du Crédit social, mais démontre clairement le caractère de classe petit-bourgeois du régime Barrett. Un journaliste du **Financial Times** l'a très bien dit: "le N.P.D. a évité d'être classé comme le gouvernement des travailleurs syndiqués, il paraît simplement vouloir amener des réformes pour le bénéfice de tous."

Cette politique est reflétée par le nouveau code du travail qui fut adopté en 1973. Les objections des syndicats face à cette loi furent nombreuses. Ils contestaient les pouvoirs très étendus donnés à la nouvelle Commission des relations ouvrières pour intervenir dans les conflits et briser des grèves (voir cadre), l'absence de protection face aux changements technologiques, le fait que les campagnes de boycottage (comme celles qu'il y a eu contre Firestone au Québec) ne soient pas légalisées et l'absence de modalités dans la loi permettant aux pêcheurs, aux trappeurs et aux travailleurs agricoles de se syndiquer.

Le gouvernement a complètement passé outre aux objections des syndicats. De plus, il est significatif que les organismes patronaux comme le Conseil des employeurs furent en général assez contents de cette loi et ils ne protestaient que faiblement contre certaines de ces recommendations.

Une des raisons pour laquelle cette loi a pu passer fut l'opposition très mitigée de certains dirigeants de la Fédération du Travail de la province, notamment ceux du "International Woodworkers Association", le plus grand syndicat en C.B. avec 43,000 membres. Ces cadres syndicaux, liés au N.P.D., ne voulaient pas aller trop loin dans leur critique: ils faisaient des déclarations publiques et ils pratiquaient un certain "lobbying" au parlement provincial, mais ils ont refusé de mobiliser les travailleurs contre ce projet de loi. En fin de compte, ces dirigeants partagent la même conception que Barrett sur le rôle de l'Etat comme "médiateur" entre les travailleurs et les patrons; ils ne croient pas à un Etat contrôlé par les travailleurs.

De plus, ces dirigeants ont besoin de l'appui du gouvernement dans leur lutte contre les syndicats canadiens du C.C.U. ("Council of Canada's Unions"). Ces syndicats sont forts en C.B. et plusieurs unions internationales ont perdu plusieurs membres au projet du C.C.U. notamment l'Association internationale des machinistes et les Métallos. Dans ce conflit, le gouvernement N.P.D. est loin de rester neutre, et à plusieurs occasions la Commission des relations de travail a rendu des jugements douteux en faveur des unions internationales face au C.C.U. En plus, certaines modalités du nouveau code du travail ont pour effet de rendre le changement d'allégeance syndicale plus difficile.

L'opposition la plus sérieuse à ce code de travail venait donc de trois sources: plusieurs associations locales du N.P.D., dont certaines ont voté des motions de blâme contre le gouvernement à ce sujet, des groupes d'opposition à l'intérieur des syndicats, tel le "Woodworker's Rank and File Committee" et les syndicats affiliés au C.C.U.

POLITIQUE SOCIALE DU N.P.D.

Dans le domaine de la politique sociale, le gouvernement N.P.D. n'est pas allé, jusqu'à présent du moins, plus loin que des

TABLEAU 1

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE: STATISTIQUES EN 1973

population: 2,343,000
Capitale: Victoria (pop. 200,000)
ville principale: Vancouver (pop. 1,100,000)
gouvernement: Nouveau parti démocratique depuis 1972
salaire hebdomadaire moyen: $185.
taux de chômage: 6.5%

réformes du genre de cettes instaurées au Québec avec la "Révolution tranquille". Ces réformes sont loin de satisfaire les groupes populaires de la province et la gauche du N.P.D.

Voyons quelques exemples:

Le logement: le gouvernement a passé une loi sur les relations entre les propriétaires et les locataires qui ressemble beaucoup à la nouvelle loi québécoise, et qui fut dénoncée comme inadéquate par les associations de locataires. Dans cette loi, par exemple, le propriétaire a le droit d'exiger un dépôt du locataire afin de couvrir tout dommage éventuel au logement.

Bien-être social: encore des réformes similaires à ce qui se fait au Québec. Certaines personnes ont vu leur allocation augmenter, mais il existe un paquet de règlements bureaucratiques et arbitraires sur lesquels les récipiendaires n'ont aucun mot à dire.

Santé: le N.P.D. a commencé à mettre sur pied un système de soins décentralisé qui ressemble aux C.L.S.C. de Castonguay dans lequel est inclu la "participation" des citoyens. Comme au Québec, ces réformes avancent très lentement, et la "participation" des citoyens est plutôt un leurre, les bureaucrates du gouvernement et les élites médicales gardant le vrai pouvoir.

Les perspectives du gouvernement N.P.D.

Le gouvernement N.P.D. est de plus en plus coincé entre les intérêts divergeants des différentes classes et fractions de classe en C.B. Les récentes élections fédérales où le N.P.D. fédéral fut décimé en C.B. sont parmi les signes qui font croire que Barrett aura du mal à se faire réélire aux prochaines élections provinciales (Bennett ne fut élu qu'avec 38% des votes en 1972).

D'un côté, les patrons, qui réalisent de plus en plus qu'ils ne peuvent plus vivre comme pendant la "belle époque" du Crédit social, qu'ils doivent accepter certaines réformes. Un processus est donc engagé pour la formation d'un "parti d'unité capitaliste", une sorte de coalition entre le Crédit social et le Parti conservateur qui proposerait un programme de réformes encore plus modéré dans le domaine économique que celui du N.P.D.

De l'autre côté, les supporteurs du N.P.D. parmi la classe ouvrière et les travailleurs salariés ont commencé à prendre leurs distances face au N.P.D. D'une part, ils trouvent que les réformes du N.P.D. ne vont pas assez loin et, d'autre part, ils n'apprécient pas le fait que le N.P.D. une fois au pouvoir, a oublié qu'il était supposément un parti voué aux intérêts des travailleurs, un parti démocratique contrôlé par les associations de comté.

Les travailleurs n'iront pas voter pour le Crédit social ou pour le Parti libéral pour autant, mais il risque de se produire des déchirements au sein du parti entre le Cabinet et les associations locales. De plus, des comités de citoyens et certains syndicats locaux vont se détacher entièrement du N.P.D.pour constituer une opposition extra-parlementaire très dispersée, mais quand même assez présente dans la population.

Une telle situation est typique dans l'histoire de la sociale-démocratie. Les partis sociaux-démocrates sollicitent l'appui de la classe ouvrière, mais refusent son rôle de dirigeant dans un processus de transformation sociale. Des réformes souvent valables sont instaurées, mais de façon bureaucratique et par en haut. On met sa confiance dans des décrets et des lois gouvernementaux et non pas dans la mobilisation des travailleurs. Et surtout, on ne s'attaque pas à la racine même du capitalisme: la propriété capitaliste des moyens de production et l'exploitation des travailleurs qui en découle.

LES POUVOIRS DE LA NOUVELLE COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL CONTESTES PAR LES SYNDICATS EN C.B.

1. La Commission a le pouvoir d'imposer l'arbitrage obligatoire dans le cas de tout conflit pendant la durée de la convention collective.
2. Elle peut limiter ou interdire le piquetage lors des grèves (les compagnies n'auront plus besoin de s'adresser à un juge pour obtenir des injonctions visant à limiter le piquetage).
3. La Commission peut contrôler le type d'information publiée par les syndicats et les patrons aux cours d'une grève ou conflit de travail.
4. Elle peut obliger des syndicats ou des employeurs à se regrouper pour des fins de négociation, même si ceci va à l'encontre de la volonté des unités concernées.

BIBLIOGRAPHIE

Essays in B.C. political economy, Edité par Paul Knox et Philip Resnick

Western Voice: journal consacré "aux luttes de la classe ouvrière", publié à Vancouver, (originalement **The Grape**).

Notes sur les contradictions économiques au Canada, Jean Grenier, "Dossier Mobilisation".

Dossier sur la Colombie-Britannique, disponible au CRIQ. Coupures du journal (Financial Post, Globe and Mail, Financial Times).

Socialism and Independence in Canada: Jack Scoot et le **"Progressive Workers Movement".**

Winnipeg, 1921 William Penner (sur la grève générale de Winnipeg, d'où est sorti le noyau initial du C.C.F. - N.P.D.).

LE PROGRAMME COMMUN EN FRANCE

L'alliance entre la social démo-cratie et le révisionisme

Depuis le milieu des années '60, les partis communistes et les partis socialistes de nombreux pays se sont entendu sur des programmes communs afin de remporter la victoire électorale contre les partis bourgeois traditionnels. En France, cela fut concrétisé par la signature d'un accord entre les partis communistes et socialistes, impliquant aussi d'autres formations politiques de moindre importance.

La politique électorale mise de l'avant dans le programme commun français s'inscrit dans la dégénérescence du mouvement communiste français (1), qui sombre de plus en plus vers le réformisme, tout en gardant d'autre part la forme et l'apparence révolutionnaire et marxiste. Reniant systématiquement la plupart des acquis du mouvement communiste international, le PCF s'est mis à l'avant garde du révisionisme parmi les PC occidentaux, concluant des alliances avec les sociaux démocrates de Mitterand (qui en 1954 déclenchait la sanglante répression contre le peuple algérien en tant que ministre de l'intérieur), faisant la chasse aux révolutionnaires dans les entreprises et les quartiers, etc... Le PCF, de même que la plupart des PC révisionistes dans le monde, garde l'apparence d'un parti de la classe ouvrière. La plupart de ses membres proviennent de la classe ouvrière même si on remarque que la petite bourgeoisie prend de plus en plus d'importance dans le parti (en particulier parmi les hautes sphères). Ainsi on constate là la même base sociale et politique commune à tous les courants réformistes dans le monde: l'alliance de la petite bourgeoisie avec l'aristocratie ouvrière et sous le contrôle idéologique de la bourgeoisie. Malgré le fait que le programme commun est mis de l'avant depuis 1971, l'alliance électorale PC-PS n'a pu remporter de victoires importantes. Lors des dernières élections présidentielles en mai 1974, le candidat du programme commun, le socialiste Mitterand, fut vaincu par le candidat de la grande bourgeoisie Giscard d'Estaing.

Le texte qui suit est un résumé d'une analyse produite par l'Union des Communistes français (marxistes-léninistes) (2), une organisation révolutionnaire française dont l'objectif est de rebâtir un nouveau parti communiste. Nous avons jugé que ces camarades contribuaient à clarifier la question du réformisme en analysant une nouvelle manifestation de ce courant idéologique bourgeois au sein du mouvement ouvrier international.

---

1) Nous reviendrons sur une analyse plus en détails du Parti Communiste français dans un texte à paraitre dans *Mobilisation* sur le révisionisme dans le monde.

2) L'UCF (M-L) a publié chez Maspéro deux brochures qui contiennent plusieurs analyses de même que plusieurs bilans de pratiques extrêmement intéressants. Il s'agit de *La révolution prolétarienne en France* et *Première année d'existence d'une organisation maoiste (1970-71)*. Cette dernière brochure entre autre contient une série de bilans de l'UCF et expliquent des cas concrets d'intervention dans des milieux de travail, des quartiers et des écoles. Finalement, il y a aussi le *Bilan Rhone Poulenc* écrit par des militants de l'UCF dans une grande usine de produits pharmaceutiques près de Paris. Ce texte a été imprimé par la Librairie Progressiste qui diffuse aussi les deux brochures ci-haut mentionnées.



La "sainte famille" du mouvement ouvrier français: dans l'ordre habituel, Séguy (CGT), Marchais (PCF), Miterrand (PS), Maire (CFDT), Rocard (PSU) et Aragon (PCF).

Le programme commun, c'est quoi?

C'est d'abord une série de mesures immédiates qui correspondent à certaines aspirations populaires: retraite, 40 heures. Mais ce n'est pas là son aspect principal, le programme commun se prétend ouvertement être une alternative d'ensemble, le premier pas vers le socialisme. Le P.C. y inclut dont des mesures qui vont profondément transformer selon lui, notre société. Quelles sont ces mesures? Elles ont l'avantage de pouvoir se résumer facilement? **démocratisation.** Démocratiser tout et partout, les usines, les écoles, la médecine, les transports en commun, le statut des travailleurs étrangers, les rapports avec les colonies, l'armée et même les CRS (3). Tout sera impitoyablement démocratisé et le socialisme s'en suivra.

Le PCF réduit les problèmes à des questions de structure, de démocratisation, sans s'attaquer aux questions de **contenu.** C'est ce qu'ils appellent la "démocratie avancée" (4), un anti-chambre" du socialisme. Voilà le programme commun. Le programme commun ne prétend pas être un programme socialiste, mais s'il prétend ouvrir la voie à une transformation socialiste de la société, donc une transformation radicale de la nature de l'Etat, il faut se demander quelle conception de l'Etat il y a derrière ce programme. Alors on se rend facilement compte que c'est une conception entièrement bourgeoise de la lutte des classes et de la nature d l'Etat. Pour le programme commun, si les usines sont des usines capitalistes, ce n'est pas parce que le travail y est divisé et la force de travail exploitée, c'est parce que le patron fait des super-profits, les gaspille et ne tient pas compte de l'intérêt d'ensemble. Si l'école du capital est l'école du capital, ce n'est pas parce qu'on y enseigne un savoir théorique pour former de nouveaux patrons et enfoncer dans la tête du plus grand nombre une conception bourgeoise du monde, c'est parce qu'il y a 5% de fils d'ouvriers à l'université...C'est comme ça sur toute la ligne: voir les manifestations du problême sans comprendre les causes réelles.

La conséquence logique de cette conception, c'est "changez la tête", et le corps se transformera prochainement!" Et pour changer la tête, la voie vous est tracée par la bourgeoisie elle-même: il n'y a qu'à gagner les élections dans le cadre du parlementarisme bourgeois, cela renforcera le camp populaire et ouvrira la voie à une transformation socialiste. Malheureusement pour les révisionistes et les bourgeois, les masses populaires elles, ont des idées justes sur ce qu'est la bourgeoisie et son Etat et sur la manière de s'y prendre pour rassembler son camp et développer sa force. Ces idées justes sont mélangées avec des idées fausses, elles sont inégalement développées et pas encore poussées dans toutes leurs consé-

3) CRS: l'équivalent français de nos unités anti-émeutes d'ici.

4) La "démocratie avancée" fut le mot d'ordre lancé par le PCF lors de son congrès de 1969 et qui fut plus tard concrétisé par la rédaction du programme commun conjointement avec le parti socialiste.



Mars 1972: plusieurs centaines de milliers de personnes manifestent après l'assassinat de l'ouvrier maoiste Pierre Overnay en face de l'usine Renault à Billancourt. Le PCF et la CGT traiteront les militants maoistes de "provocateurs" à la solde des patrons.

quences, mais ces idées justes ont produit leurs effets. Depuis plusieurs années, les luttes des couches du peuple et particulièrement là où luttaient dans leur sein des révolutionnaires ont inventé du nouveau: des formes de lutte et surtout des revendications, des éléments de programme ayant un caractère de classe: ces éléments de programme affirment à leur niveau qu'il n'y a pas de compromis possible avec la bourgeoisie, que la lutte ne peut passer que par la destruction de son Etat; en même temps ils commencent à définir la société que nous voulons construire. Ces éléments ne forment pas encore, même en les mettant côte à côte, un programme complet de la révolution. Mais ils sont des jalons pour ce programme, et la façon dont ils ont été trouvé nous montre comment se construit un véritable programme révolutionnaire. Ce qu'il y a d'extraordinaire avec le programme commun, c'est qu'il réussit le tour de force de ne contenir aucun de ces éléments nouveaux! Voyons cela en détails.



Immigrés algériens en France...

Dans les usines

Le programme commun contient un minimum de mesures satisfaisant les besoins populaires immédiats: retraite à 60 ans, 40 heures, élévation du salaire minimum...Mais ce qu'il présente comme fondamental n'est pas cela: c'est la nationalisation des entreprises et leur "gestion démocratique" qui "commanderaient la transformation effective de la société et ouvriraient la voie au socialisme." Concrètement, cela amènerait à accroitre le pouvoir du Comité d'entreprise (5) et associer les syndicats à la gestion de la boite. Ceux-ci auraient donc, dans le cadre du plan établi par le gouvernement, leur mot à dire sur l'utilisation du profit. Mais sur l'origine même du profit, sur la division du travail, et sur la hiérarchie qui l'entretient, rien, le conservatisme le plus absolu (par exemple, une grille de salaires maintenant une hiérarchie dont l'amplitude tiendra compte des critères de qualification, de responsabilité, de pénibilité et d'ancienneté).

Quand aux conditions de travail, c'est pour les révisionistes un problème "technique" puisqu'ils prétendent apporter des changements uniquement techniques: mise au point de processus technologiques visant à améliorer la nature et l'intérêt du travail.

Donc aucune volonté de transformation des racines de l'exploitation. Rien donc qui permette aux ouvriers de renforcer leur camp. Face à cela, le mouvement de masse dans les usines en particulier celui des O.S. français et immigrés (6) a produit bien des revendications, des éléments de programme qui attaquent véritablement la division capitaliste du travail, la hiérarchie. Ce sont les revendications issues du principe "travail égal, salaire égal", "Réduction de la classification en supprimant les classes les plus basses", "non aux augmentations individuelles"... C'est encore "Embauche de tous les temps partiels", "Même avantages pour les travailleurs étrangers"...Ces éléments de programme montrent ce que veut être le **pouvoir** des ouvriers dans l'usine, ils lui permettent dès maintenant de forger son autonomie de classe par rapport à la bourgeoisie.

Français et immigrés

Sur la question de l'immigration, le programme commun s'avance très peu. On y affirme vouloir "contrôler" l'importation d'immigrés et d'accorder à ceux qui ont obtenu leur statut "l'égalité des droits".

D'abord c'est très peu pour une question qui concerne trois millions d'ouvriers. En fait, on ne suggère qu'une meilleure gestion de la situation actuelle. Et très logiquement, les propositions se situent au niveau des lois: égalité des droits, encore là ce n'est même pas précisé: est-ce le droit de vote? S'engagent-ils à supprimer toute procédure d'expulsion d'un étranger?

Mais là n'est pas la question. C'est la bourgeoisie impérialiste française qui en exploitant ses anciennes colonies force les immigrés à venir ici. Cela crée à son profit des divisions dans la classe ouvrière, division qu'elle entretient en permanence.

Formuler un programme pro-ouvrier dans cette situation, c'est mettre en avant le caractère de classe de l'Etat qui accorde des droits suivant qu'on est étranger ou français, et non pas suivant qu'on est ouvrier ou parasite. Déjà le mouvement de masse révolutionnaire a avancé ces thèses: Ouvriers français-immigrés une seule classe ouvrière", "Suppression des contrats et des cartes d'embauche" (7), "Français-immigrés: mêmes postes, mêmes salaires, mêmes logements, mêmes droits à la formation, même accès à l'école..."

Sur de tels mots d'ordre, il est possible de rallier les ouvriers français et les autres couches du peuple et donc réduire les différences tout en comprenant mieux la nature de l'ennemi commun.

Les femmes

En fin de compte, c'est la même chose que pour les immigrés. Quelques promesses de droits supplémentaires. Mais rien n'est dit sur l'oppression de la femme dans la société capitaliste ni sur l'origine et les manifestations des contradictions entre hommes et femmes.

Et par conséquent, il ne dit pas que

5) Le Comité d'entreprise est une institution commune à toutes les entreprises en France et qui est supposé jouer un rôle consultatif sur les problèmes du milieu. Les employés y élisent des représentants (syndiqués et non-syndiqués) qui vont côtoyer les représentants patronaux. Selon la nature de l'entreprise (si le patron est anti-syndical ou pas...), les comités d'entreprise remplissent des tâches plus ou moins importantes. Les secteurs réformistes de la bourgeoisie et du peuple (PCF) veulent lui donner plus d'importance alors que la droite patronale et la gauche ouvrière ne les considèrent pas importants.

6) O.S.: ouvriers spécialisés. On désigne par là les ouvriers non qualifiés, pour les différencier des O.P. (ouvriers professionnels), ceux qui sont qualifiés. Ce sont les O.S. qui ont mené les luttes les plus dures depuis 1968.

7) Les travailleurs immigrés qui viennent en France doivent être embauchés avant leur entrée par un patron qui signe avec le travailleur un contrat et lui fournit sa carte d'embauche, sans laquelle le travailleur en question est sujet à expulsion. Souvent les patrons utilisent ce moyen pour exploiter au maximum les immigrés et les empêcher de s'organiser.

résoudre ces problèmes ne peut être que l'effet d'une lutte: lutte contre l'Etat, contre ses lois qui asservissent les femmes (loi contre l'avortement). Ces luttes doivent unir femmes et hommes comme autour du Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception, pour l'avortement totalement libre et gratuit...

Mais cela veut dire aussi lutter contre ls vieilles idées issues des classes exploiteuses et qui se résument à "Considération pour les hommes, mépris pour les femmes"...

L'ECOLE

Depuis 1968, l'école bourgeoise a été constamment prise pour cible par le mouvement de la jeunesse et le mouvement populaire. Elle provoque chez les jeunes le dégoût et la colère. Elle a été le lieu de formidables mouvements de masse contestataires et son autonomie est largement minée.

De tout cela, le programme commun ne souffle mot. Toutes les mesures qu'il propose se ramènent à un principe unique: l'école bourgeoise est bonne, le seul problème, c'et que tout le monde puisse y rester le plus longtemps possible. C'est ce que recouvrent les mots de "démocratisation" et de "formation permanente".

Les cibles des mouvements de masse ont été depuis 6 ans: contre la sélection, contre le système réactionnaire des examens; contre la discipline, contre l'administration, le style caserne, en particulier dans les CET qui préparent directement à l'usine; contre le savoir bourgeois académique, coupé de la lutte des classes et du travail productif, coupé de la politique; la revendication du droit à la politique révolutionnaire partout.

Que dit là dessus le programme commun?

Sur la sélection, pas un mot. Les révisionistes font comme si la sélection "sociale" était une question de bourses, d'allocations, d'études, etc...Mais ils protègent avec acharnement le système bourgeois de la sélection par le savoir et le beau langage; le système barbare des examens-embuscades et des concours pour bachoteurs dopés.

Sur la discipline-caserne, silence total. Le corps adminsitratif et professionnel, corps d'Etat gardien de l'ordre, fait partie de la clientèle du PCF et du PS. Rien n'est plus important pour ces messieurs que de "favoriser la promotion de tous les personnels qui le désirent..."

Sur le savoir bourgeois, le programme commun se propose explicitement de la développer, d'en préserver le "niveau", c'est-à-dire de l'ajuster encore plus aux besoins de la société bourgeoise...



Depuis mai '68, la lutte de masse ne cesse de se développer en France. Ainsi, le mouvement d'appui à la grève de LIPs'est affronté en pratique *aux conceptions réformistes.*

En lieu et place du droit à la politique révolutionnaire, le programme se propose une éducation civique et morale" modernisée, c'est-à-dire une tutelle étatique enfoncée sur les opinions et idéologies des élèves.

Les trois éléments de programmes fondamentaux du mouvement de la jeunesse scolarisé, puissamment mobilisé depuis des années sont:

-mise au poste de commandement de la politique révolutionnaire sur tous les autres aspects de la vie scolaire;

-fusion du travail intellectuel et de la vie pratique réelle qui est lutte de classe et lutte pour la production matérielle;

-disparition des règlements barbares et de la sélection réelle qui est lutte de classe

disparition des règlements barbares et de la sélection à outrance, généralisation du travail collectif;

Le programme commun est un effort désespéré pour préserver, face à ces coups de boutoir, l'institution scolaire bourgeoise, secteur le plus branlant et le plus contesté de l'appareil d'Etat bourgeois. C'est un programme anti-populaire, anti-jeunes, fait de morgue "culturelle" et de mépris pour la masse des élèves.

Villes et campagnes

La ville, pour le programme commun, c'est une série de problèmes techniques particuliers à résoudre, et des problèmes de quantité; exemple, on luttera contre la spéculation foncière en donnant plus de pouvoirs aux mairies pour racheter les terrains, on construira plus de maisons.

Des maisons pour qui? Une ville pour qui? Là dessus, le programme commun ne dit rien. Il ne propose aucun changement, ou plûtôt si: encore plus qu'avant, on mettra les jeunes et les immigrés dans leur foyer, les vieux dans leurs maisons de retraite, la famille dans leur cage à lapins et les architectes, les spécialistes feront

8) CET: les écoles techniques en France, dans lesquelles sont envoyés les fils d'ouvriers pour apprendre à être bien dressés à la discipline capitaliste du travail.

des concours de plans et penseront les problèmes de la ville entre eux.

Tout le contraire est le programme du peuple qui édifie aujourd'hui au travers des luttes de quartier, contre les expulsions, pour un nouveau logement du peuple. 1) Il voit ensemble tous les problèmes de la ville; 2) c'est un programme qui permet au prolétariat de rallier la petite bourgeoisie intellectuelle qui souhaite habiter un quartier populaire, un "quartier qui vit"; 3) c'est un programme pour l'UNITE DU PEUPLE. Par exemple, les travailleurs immigrés ne veulent plus rester dans les foyers casernes ou des taudis, les vieux dans leurs maisons de retraite; on veut des logements pour le peuple, famille et célibataires, vieux et jeunes, etc...; c'est un programme qui veut une ville où il n'y a pas d'ouvriers dans un ghetto, la ville chic d'un autre côté, mais qui veut que l'ensemble de la ville et de ces activités soient sous les contrôle du peuple. C'est un programme qui ne veut plus de ces énormes villes qui vident les campagnes, en fait des déserts sans activités sociales possibles, rend impossible pour le citadin d'avoir un rapport correct à la nature. Pour les révolutionnaires, il faut mettre fin à l'antagonisme entre villes et campagnes.

Les paysans pauvres

S'agissant des paysans, le programme commun considère que le fait principal dans les campagnes c'est le progrès technique, la mécanisation et le développement de la productivité agricole: "Tout sera mis en oeuvre pour développer et moderniser l'agriculture...en améliorant les conditions de travail et de vie des petits et moyens producteurs..."

Pour les révolutionnaires, le vrai problème de la campagne, ce n'est pas la modernisation, c'est la ruine de millions de petits paysans obligés de quitter la terre. Or, c'est précisément au travers de la mécanisation, nécessaire pour augmenter la productivité et avoir le minimum vital, que les petits paysans s'endettent et sont acculés à quitter la terre.

Or on sait que sa petite exploitation est une forme économique condamnée, qu'elle est en voie de disparition. Face à cela, l'Etat bourgeois défendu par le programme commun propose de "démocratiser le crédit agricole", de "contrôler les marchés" de "surveiller la vente et la location de la terre", "de généraliser et de démocratiser le système coopératif", etc... En fait, aménager le développement du capitalisme dans les campagnes par des propositions concernant tous les exploitants, les riches comme les petits, servant à remplacer les riches et à éliminer les pauvres. A l'opposé, les révolutionnaires proposent la coopération entre les paysans pauvres, qui au travers de leurs organisations imposent leur volonté aux riches et rallient les moyens. Aux propositions du programme commun qui entériment la ruine des petits au nom de la productivité, les paysans pauvres ont déjà formulé un élément essentiel du programme révolutionnaire: comptant sur leurs propres forces et confrontés aux riches et aux cumulars, les paysans pauvres n'ont pas d'issue: ils doivent aujourd'hui s'allier aux ouvriers et au peuple des villes; et au sein de cette alliance développer entre eux des formes d'entraide et de groupe de travail.

La voie est déjà ouverte, l'organisation coopérative révolutionnaire des paysans pauvres est dans l'alliance avec les ouvriers et les quartiers des villes, par la mise en place de marchés parallèles, à existence prolongée, dans lesquels paysans et peuple des villes, sur la base d'une unité politique, trouvent également leur intérêt économique. C'est cela la voie révolutionnaire, c'est celle, non pas de la subordination, mais de l'alliance de la ville et de la campagne.

L'armée, la police

Le programme commun part du principe que ce sont des appareils qui n'ont été que détournés de leur véritable fonction par le gouvernement actuel, mais qu'il ne faut pas détruire en tant que tels. Il suffit de les démocratiser. Il n'est dit nulle part que la police et l'armée actuelles sont des appareils de répression créés par la bourgeoisie pour son service et uniquement pour cela. Les révisionistes ne craignent pas denier ainsi toute l'expérience du mouvement révolutionnaire que la tragédie du Chili a pourtant une fois de plus confirmé.

Pour le mouvement de masse, il existe une ferme conviction qu'on ne pourra pas rallier les CRS et qu'il faudra bien s'en débarrasser si on veut la révolution. Il faut rajouter aussi les revendications progressistes comme le droit de faire de la politique dans l'armée et la suppression des corps spéciaux de répression tels les brigades spéciales.

Les colonies françaises

Il est quand même extraordinaire dans un programme signé par un parti "communiste" qu'il ne soit pas dit un seul mot de la nature impérialiste de la bourgeoisie française. Tout au plus parle-t-on de quelques pratiques regrettables du gouvernement bourgeois dans leur politique de "coopération" et d'"aide au développement". Il s'agit pour le programme commun d'"orienter" de façon nouvelle cette politique.

De même pour les colonies françaises, on ne reconnait même pas que ce sont des colonies. Le programme commun dit qu'il faut leur accorder un statut particulier, statut qui serait à discuter avec les élus parlant au nom de la volonté d'indépendance nationale que l'Etat français réprime les armes à la main. Le fait que la France pille les richesses et maintient les pays dans la pauvreté, ce sont des faits dont témoignent le développement des luttes comme en Martinique en avril .
En fait la France dirigée par l'union de la gauche restera en bonne place dans le camp impérialiste et rien de fondamental ne sera changé dans la domination qu'elle s'efforce de continuer à maintenir sur les pays pauvres.

Parmi le peuple, l'idée est quand même très largement répandue que les luttes d'indépendance des peuples et les nôtres vont dans le même sens, se soutiennent, et qu'un peuple qui en opprime un autre ne pourra jamais se libérer. En fait le programme commun va contre cela. Si le programme commun est un programme bourgeois, ce n'est pas parce qu'il ne va pas assez "loin". Un programme révolutionnaire n'est pas un programme maximum, ce n'est pas directement le programme de la construction du socialisme. Si le programme commun est un programme bourgeois, c'est qu'il ne reprend rien des inventions du mouvement de masse; qu'il n'avance rien qui permette au peuple de se rassembler, de se renforcer, de s'affronter à la bourgeoisie.

Bourgeois parce qu'il ne vise à transformer aucune des contradictions fondamentales que nous devons transformer pour construire le socialisme: celle qui oppose travail manuel à travail intellectuel, ville à campagne, homme à femme, et les contradictions entre les diverses nationalités qui composent la classe ouvrière de France. En résumé, il est bourgeois parce qu'il ne veut rien transformer de l'**ETAT** et que cet Etat aujourd'hui est celui de la bourgeoisie.

Face à cela, le mouvement de masse et en son sein les révolutionnaires, eux, produisent du nouveau; ce n'est pas encore un programme, mais ces éléments nouveaux, sont eux, irrécupérables par un Mitterand; ils permettent eux un véritable rassemblement du peuple, ils lui permettent de résoudre ses divisions, de connaître son ennemi, de savoir ce qu'il veut, ils sont les premiers jalons de véritable programme révolutionnaire, en même temps se développent les idées qui leurs sont liées sur la prise du pouvoir. Si nous voulons que ce mouvement s'approfondisse, que nous voulons ainsi arriver à un véritable programme d'ensemble et à la stratégie de prise du pouvoir révolutionnaire qui lui soit lié, nous devons nécessairement construire, en même temps, un parti communiste de type nouveau.

LE MARXISTE LENINISTE,
no. 3-4, mai 1974,
Union des communistes de France (m.l.)

NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION DU TRAVAIL

L'une des caractéristiques fondamentales du processus capitaliste de production, c'est la nécessité de l'accumulation constante du capital: un capitaliste ne peut se contenter de conserver son capital sans l'accroître, il doit réinvestir sous peine de disparaître. Si lui ne le fait pas, ce sera un autre capitaliste qui le fera pour prendre sa place et ainsi l'éliminer de la carte.

S'il en est ainsi, c'est-à-dire si le mode de production capitaliste doit être en perpétuel développement, c'est à cause de deux contradictions de base. La contradiction principale oppose les travailleurs aux capitalistes. En effet, ces deux classes se livrent au niveau économique une lutte qui porte sur le partage du revenu: d'une part, les salaires qui iront aux travailleurs, d'autre part, les profits ou plus-value qui ira aux capitalistes. Cette lutte signifie que la bourgeoisie tente d'extorquer le maximum de plus value aux travailleurs. Dans le processus, elle se heurte à l'opposition des travailleurs qui résistent et luttent pour le maintien et l'amélioration de leurs conditions d'existence. Dans ce contexte, la bourgeoisie doit employer des moyens pour déjouer les travailleurs et accroître constamment, malgré la résistance de ces derniers, la plus value. Ces moyens au niveau de chaque entreprise, les capitalistes les trouvent dans la transformation des formes d'organisation du travail. Les formes d'organisation du travail, c'est la façon dont le capital divise le travail entre les agents de la production, la manière dont il le répartit (heures de travail) et le développement technique des moyens de production; bref, ce sont les moyens qu'il utilise pour augmenter le rendement du travail.

La contradiction capital-travail et la lutte qui a cours entre ces deux parties est fondamentalement le *moteur* du développement capitaliste de la production. L'autre contradiction qui se combine à la première pour amplifier le mouvement, c'est la concurrence: chaque capitaliste tente de tirer la couverture de son côté en opposition avec ses concurrents; il doit se maintenir, voire s'élargir, donc accroître la masse de plus value extorquée.

Lutte de classes et concurrence ne sont pas deux choses séparées: toutes deux découlent de la structure même du système capitaliste qui repose sur la propriété privée des moyens des production et l'existence du prolétariat.

Dans le cadre du théeme du numéro présent de *Mobilisation*, nous nous attarderons sur les aspects d'organisation du travail particulier à la social-démocratie dont entre autres certaines entreprises font l'apanage au Québec. Or, pour fixer les limites d'explication d'un tel phénomène et pour en arriver à tirer des leçons pour les interventions militantes, il faudra d'une part voir quelles sont les formes "traditionnelles" d'exploitation et d'autre part, discerner quels sont actuellement les traits dominants dans l'organisation du travail au Québec.

NOUVELLES FORMES D'EXPLOITATION

Les formes traditionnelles d'exploitation:

Le point de départ historique du développement capitaliste de la production, c'est la naissance de la manufacture. Les conditions de l'extraction de plus-value sont mises en place: constitution de la bourgeoisie propriétaire des moyens de production et prolétarisation des anciens artisans et paysans. La manufacture reproduit et développe la séparation entre métiers, cette fois sout un même toit, ce qui diminue le temps de transmission d'une opération à l'autre, favorise une intensité accrue du travail. Il y a augmentation de la productivité du travail alors que la force de travail est payée au même critère que lors du mode antérieur de production: le minimum nécessaire pour assurer la survie des ouvriers. Avec cette première forme d'organisation capitaliste du travail, la manufacture, on **embauche un nombre croissant de travailleurs** (artisans) sous un même toit. Si cette forme d'organisation draine une masse grandissante de plus-value dans les goussets des capitalistes, elle atteint vite sa limite à cause de la contradiction suivante: elle renforce en même temps la classe ouvrière en les réunissant nombreux sur un même lieu de travail, c'est leur capacité d'organisation et de revendication qui est développée, donc le contraire du résultat envisagé par les capitalistes.

Face a cette contradiction, le développement capitaliste de la production doit faire un pas en avant. C'est l'apparition du machinisme et de l'industrie en tant que telle, surtout dans la seconde moitié du 19e siècle. Selon les économistes bourgeois, la manufacture avait mis en place la base "technique" pour le développement futur du machinisme et de l'industrie. D'un point de vue marxiste, nous savons qu'il ne s'agissait pas d'une simple base technique mais bien de la division capitaliste du travail au sein de la manufacture.

L'industrie développe les rapports de production mis en place par la manufacture, elle pousse à l'extrême la division du travail. Cela signifie un pas en avant dans le développement des forces productives, puisque les nouveaux capitaux mis en valeur représentent pour les capitalistes une récolte encore plus forte de surtra

vail (plus-value). C'est très différent de la conception bourgeoise qui voit le progrès technique comme le moteur réel du développement de la production: comme nous voyons avec la mise en opération du machinisme, on remplace les ouvriers les plus habiles par des machines; de moins en moins on a besoin de travailleurs spécialisés dans un métier particulier. Il est nécessaire de se procurer des prolétaires sans qualification. On ouvre la porte de l'usine aux femmes et aux enfants: élargissant ainsi la base de la participation de l'unité familiale à la production, le capitaliste offre des salaires extrêmement bas qui parviennent à peine à suffir aux besoins de la famille.

D'autre part, de par leur grand nombre, la concurrence se développe au sein de la force ouvrière ce qui permet aux patrons d'effectuer souvent une baisse réelle des salaires et d'augmenter la durée du travail sans compensation (augmentant ainsi la plus-value absolue). Mais dans de telles conditions, les travailleurs résistent et s'organisent: c'est la lutte pour la diminution des heures (10 heures, 9, bientôt 8) et pour interdire le travail des enfants. Encore une fois, l'antagonisme capital-travail s'aiguise et les capitalistes en arrivent à voir lourdement désamorcés les moyens jusque là privilégiés dans l'organisation du travail.

Ils doivent donc mettre l'accent sur certains aspects de cette seconde forme d'organisation du travail qu'est le machinisme et la grande industrie. **Premier aspect**: augmentation de l'intensité du travail. C'est ainsi qu'au début du siècle apparaissait le travail à la chaine et la production en série. Désormais, le travail devenait de plus en plus parcellisé et définitivement le travail manuel était divisé de tout travail intellectuel pour accroître le rendement. Avec la manufacture, le travailleur est séparé de l'objet du travail (le produit fini) mais non pas du moyen de travail (ses outils, sa créativité). Avec le machinisme, il sera aussi séparé des moyens de travail, devenant un appendice de la machine.

Les capitalistes pouvaient même augmenter l'intensité du travail à la chaine en introduisant le salaire aux pièces. Inhérente au machinisme, la parcellisation du travail allait se rafiner, se développer pour fournir une nouvelle impulsion au développement du machinisme. **Second aspect**: augmentation de la productivité du travail. On modernise l'équipement ce qui autorise une augmentation du taux d'exploitation de la force ouvrière par la réduction des coûts de production: dans un même laps de temps, avec la même dépense d'énergie, un même travailleur produira avec les machines plus perfectionnées un nombre supérieur de marchandises. Augmentation de la productivité et de l'intensité sont des moyens d'augmenter la plus-value relative telle que définie précédemment.

Historiquement, deux formes d'organisation du travail sont apparues: la manufacture et la grande industrie. Nous avons retenu à l'intérieur de ces deux grandes formes divers moyens pour accroître la plus-value (relative et absolue). De ces moyens, la baisse réelle des salaires et l'augmentation de la durée du travail sans compensation ne sont plus applicables aujourd'hui (en général). En gros, les aspects privilégiés à l'heure actuelle par les capitalistes sont l'augmentation de l'intensité du travail et l'augmentation de sa productivité. Or, l'augmentation effarente des investissements dans des machines de plus en plus complexes, ce qui nécessite des besoins en capitaux énormes, a évidemment pour corrolaire la tendance à la baisse du taux de profit. Encore une fois, il est bien évident que la contradiction capital-travail est plus que jamais en place: le partage du revenu national doit passer par des mécanismes bourgeois plus raffinés, l'inflation par exemple. D'autres aspects dans l'organisation du travail peuvent être privilégiés, c'est le cas de certains nouveaux moyens d'exploitation.



Les nouveaux moyens d'exploitation

Depuis la dernière guerre mondiale, de nouveaux moyens d'exploitation sont venues se greffer aux méthodes traditionnelles. Selon les psychologues industriels et les réformistes de tout acabit, ces moyens nouveaux dans l'organisation du travail tiennent compte du "facteur humain" dans l'entreprise. Plus précisément, l'objectif patronal est de faire participer les ouvriers...à leur propre exploitation. Le but est le même que précédemment: améliorer le taux d'exploitation en faveur des capitalistes, le rapport entre la masse de plus-value encaissée et les salaires versés.

L'apparition des nouveaux moyens d'exploitation peut se manifester sous différents aspects de l'organisation du travail dans la grande industrie: on remarque(a) la rotation des tâches, b) l'élargissement des tâches, c) la personnalisation des tâches, d) les groupes autonomes, e) les horaires flexibles, f) la semaine comprimée, g) la participation au capital et aux bénéfices.

La mise en application des trois premières n'est pas très récente, elle date d'au moins quinze ans. Toutes trois n'impliquent pas un changement radical dans l'organisation du travail: il s'agit de modifications superficielles qui peuvent être mises en place dans les secteurs de production où le travail est le plus intensif (chaines de montage) pour répondre à un problème précis comme l'absentéisme par exemple ou tout bonnement pour augmenter l'intensité du travail. Ce n'est, fondamentalement, qu'un raffinement du travail à la chaîne pour intensifier le travail.

Avec la **rotation des tâches**, le travail à la chaine demeure avec ses augmentations de cadences, suppression des temps morts, bas salaires et parcellisation du travail. Cela consiste tout simplement à intervertir les travailleurs aux différents postes d'une chaine de montage. Citons des exemples: "une chaine de trois ouvriers était occupée à placer des couvercles sur des boites de cigarettes en fer blanc; en les changeant de place 3 à 3 on a constaté une amélioration de rendement d'environ 10%". Ou encore: à l'usine Gazebo Mfg de Ville St-Laurent, règle générale, tout nouvel employé plutôt que d'être intégré à un endroit particulier du processus de travail, faisait d'abord l'apprentissage des différentes tâches. Non seulement s'agit-il ainsi de "changer les idées" des travailleurs pour les motiver et de cette façon éviter l'absentéisme, mais cela permet aussi aux patrons de pouvoir aisément changer les ouvriers de poste pour combler les trous. La rotation sert l'intensification du travail et pas seulement par un conditionnement psychologique: il arrive souvent que les diverses tâches demandent à l'ouvrier le concours de muscles différents et une attention de différents sens (la vue, le

toucher). Avec la rotation des tâches, l'ouvrier devient plus utilisable.

l'élargissement des tâches consiste à développer sur la chaine le nombre des tâches différentes accomplies par un même travailleur. Encore une fois, les avantages tirés par les patrons sont semblables au cas précédent: rendre les travailleurs polyvalents, plus utilisables. Une caractéristique supplémentaire s'ajoute cependant avec l'élargissement: le travail est intensifié en supprimant des "temps morts" c'est-à-dire en éliminant les retards causés par le passage des pièces d'un poste à l'autre. Le principe de l'élargissement est de rigueur chez Fiat, Renault, Simca et dans une centaine d'entreprises suédoises.

Quant à l'application de la **personnalisation des tâches**, elle s'échelonne sur toute une gamme de formes qui peuvent impliquer plus ou moins de transformation dans l'organisation du travail. Le principe est cependant toujours le même: revaloriser à ses propres yeux le travail de l'ouvrier pour finalement intensifier le travail et contrer l'absentéisme. Parmi les formes les plus simples de la personnalisation, on retrouve l'exemple suivant: "1952. Renault. La direction s'était aperçue que le contremaitre laissait l'ouvrier régler lui-même la machine et que l'ambiance était meilleure. La direction décida alors d'inciter les ouvriers à assumer ces différentes tâches... Le régleur n'intervient plus que pour les réglages les plus complexes." L'un des exemples les plus "bouffons" est celui de l'usine Corning Glass aux Etats-Unis où chaque ouvrière monte en entier des plaques chauffantes pour laboratoires et appose ses initiales sur le produit fini.

L'avantage supplémentaire de la "personnalisation" sur la "rotation" et "l'élargissement", c'est de pouvoir couper encore plus de personnel en éliminant les postes et aussi de pouvoir déqualifier le travail, c'est-à-dire de pouvoir confier de plus en plus de travail spécialisé à des ouvriers moins payés. (cf exemple de Renault).

En général, ces 3 modifications dans l'exécution du travail, les patrons les présentent comme une amélioration du sort de l'ouvrier. Or, comme nous venons de le voir, il ne s'agit pas d'une rupture avec le travail à la chaine; au contraire, c'est son perfectionnement, un raffinement et une intensification de l'exploitation de l'ouvrier.

La quatrième des nouveaux moyens d'organisation du travail, les **groupes autonomes** s'attire particulièrement les faveurs des réformistes. L'un d'entre eux, Dumont du journal "Le monde économique", la décrivait ainsi dans l'édition du 29 mai 1973: "Les groupes de travail sont composés de 3 à 9 personnes. Le chef d'atelier délègue ses pouvoirs au chef de chaîne, puis au contremaître, puis au groupe. Les membres du groupe choisissent eux-mêmes un représentant qui devient leur porte-parole et leur intermédiaire entre le groupe et la maitrise... La répartition du travail est déterminée par les membres du groupe eux-mêmes... L'équipe répond, dans son secteur de travail, des planning de production, de la répartition et du contrôle, il a droit à des "honoraires d'instructeur" quand il reçoit un nouveau membres. "Il s'agissait là de Volvo. Voici un autre exemple: "Il y a aussi Nobo. en Norvège: 110 ouvriers sont répartis en 5 groupes autonomes. Ils établissent les prévisions et planifient le travail pour trois mois, répartissent les postes, procèdent à l'embauche et contrôlent la qualité du travail. Il y a un représentant "élu" par groupe qui appartient à un comité avec le directeur de l'entreprise."

Les groupes autonomes rencontrent une première limite importante du fait de l'impossibilité de généraliser l'expérience pour les capitalistes. En effet, même dans le cas de Volvo, seule une infine minorité de ses 30,000 employés y participent alors que leurs projets actuels prévoient que le montage des parties restera à la chaîne.

Actuellement et à moyen terme, ces expériences ne peuvent être que des manifestations marginales. D'abord, dans le cas de Volvo, la productivité est inférieure aux autres producteurs d'automobile, c'est pourquoi il doit réajuster le tir. Ensuite, les groupes autonomes impliquent au niveau des méthodes d'assemblage des surfaces de terrain beaucoup plus vastes, ce qui même physiquement en interdit l'application aux usines existantes de "marchandises lourdes".

Il est une cinquième forme des "nouveaux moyens d'exploitation" dont on entend plus parler ici au Québec: **les horaires souples.** Horaire souple, ça veut dire qu'un minimum d'heures de travail restent fixées, par exemple de 10 hres am à 4 heures pm, alors que les ouvriers peuvent choisir eux-mêmes le moment où ils travailleront pour les 3 heures qui restent à faire. Si on fait trop d'heures ou pas assez, on devra ou on sera crédité d'heures soit à l'intérieur d'une même semaine ou d'une semaine à l'autre selon ce qu'il est convenu. Voyons comment les capitalistes tiennent compte du "facteur humain" dans l'entreprise avec cette forme d'organisation.

Première des choses, les ouvriers sont plus productifs car ils se sentent plus libres et plus "contents" de leur job. Ils sont aussi plus productifs parce qu'ils peuvent prendre un repos minimum additionnel pour être en meilleure condition physique. Deuxièmement, les absences "justifiables" (enterrements etc.)



sautent dans la mesure où les travailleurs peuvent agencer leurs horaires de travail en conséquence. Troisièmement, les primes pour du temps supplémentaire disparaissent: à cause des débits et crédits d'heures travaillées, les heures supplémentaires sont payées à taux simple. Faisant disparaître le temps supplémentaire rénuméré à taux spécial, les horaires souples permettent une augmentation de la plus-value absolue dans la grande industrie.) En quatrième lieu, les retards à cause d'embouteillages de la circulation, de tempêtes ou autres sont évacués. Or, les routes étant dégagées aux "heures chaudes" (si le phénomène se généralise évidemment), le transport des marchandises est facilité pour les capitalistes.De plus, alors que le plan d'assurance des Cies souvent couvrait les accidents de trajet entre l'usine et la maison, désormais cette clause disparaît. Autre chose et non la moindre: à cause des arrivées et départs à heures variées, les activités syndicales n'en sont que difficilement possibles. Finalement, et c'est là un point qui intéresse vivement les capitalistes: avec une telle revendication, le "bargaining power" des travailleurs est compromis. Pour obtenir et maintenir une telle répartition du temps de travail, les travailleurs doivent automatiquement "lâcher le morceau" sur d'autres revendications dont les salaires et conditions de sécurité et de santé.

Même si ces équipes enrayent l'absentéisme et le turnover, le changement le plus radical au niveau de la production se situe plus en terme de qualité du produit que de quantités. En fait, beaucoup d'autres moyens plus efficaces pour augmenter la productivité ou l'intensité du travail s'offrent aux capitalistes. Mais voyons donc de quelle autonomie il s'agit.

Cette autonomie ne peut dépasser le cadre d'une autonomie d'exécution (ce qui est en soi contradictoire: autonomie et exécution): choisir entre telle ou telle proposition de la direction concernant la répartition des tâches, en prenant pour acquis que les critères de production sont respectés. Somme toute, il n'en reste pas grand chose de l'autonomie. D'autre part, ce semblant d'autonomie ne peut être conçu que si le groupe en question prend en charge sa propre discipline selon les normes fixées par les patrons: le groupe doit prendre contre ses membres des sanctions s'ils dérogent aux ententes convenues. Aussi, comme le soulignait la direction de Peugeot, le projet d'équipes autonomes ne peut s'étendre car il doit être constitué d'ouvriers choisis minutieusement: les plus collaborateurs. Un cul de sac apparait: la classe capitaliste **dans son ensemble** ne fera appel à une telle organisation du travail que si l'antagonisme capital-travail enraye le fonctionnement des méthodes traditionnelles. Or, pour être appliquée, ce moyen d'exploitation nécessite un climat de bon-ententisme.

Notons cependant que si l'horaire flexible peut-être appliqué à différents types d'entreprises, des problèmes spécifiques apparaissent selon les différents secteurs et en particulier là où il y a des chaînes de montage. "Selon une enquête effectuée par la Chambre de Commerce du district de Montréal (Avril 1973), auprès de ses membres et sociétés adhérentes, 17 entreprises avaient une politique d'horaire flexible, 6 entreprises s'apprêtaient à l'adopter et 6 autres l'introduisaient sur une base expérimentale (2). Il est important de souligner que l'horaire flexible est appliqué le plus souvent aux **employés de bureau** et que, dans les cas où c'est appliqué, **une partie** seulement des employés sont concernés.

La semaine comprimée n'était présente qu'à l'intérieur de 300 entreprises aux USA et 25 au Canada en Juin 1971. Un an plus tard, plus de 3,000 l'avaient adopté aux US et plus de 200 au Canada. Elle a été mise en place dans différents secteurs mais **surtout** dans les entreprises de production. Encore une fois, ce n'est la plupart du temps qu'une mince partie des travailleurs d'un même milieu de travail qui en sont affectés!

La semaine comprimée, c'est la réduction du nombre de jours réguliers de travail et une augmentation des heures quotidiennes de travail. Dans la majorité des cas où elle a été appliquée, la semaine comprimée n'est pas accompagnée d'une réduction du temps de travail. Par exemple, au lieu de faire 40 heures en 5 jours, on prendra 4 jours avec 10 heures par jour de travail. Elle peut prendre différentes formes avec un nombre de jours et d'heures qui peuvent varier. Néanmoins, ça ne demeure qu'un simple réamménagement du temps de travail.

D'après les expériences menées, la productivité du travail augmente sensiblement (5% et plus). Mais les effets pour les capitalistes peuvent atteindre des niveaux variables selon qu'il s'agit d'une entreprise de service ou de production, selon que le travail est continu ou morcelé (avec shifts ou pas).

En plus d'accroître la productivité du travail, le problème du turnover et des absences peut être réglé (du moins à court terme): les travailleurs reportent sur leur troisième journée de congé les activités qui auraient causé des absences. Aussi, les congés staturaires risquent d'être perdus. Là où le travail n'était pas continu, (pas sur 24 heures) l'entreprise fonctionne quand même sur 5 jours par semaine en répartissant les équipes de travailleurs: ce qui donne aux capitalistes en question 5 journées de 10 heures plutôt que de huit heures (augmentation de la plus-value absolue) et permet par ailleurs d'économiser sur **la mise en marche et l'arrêt des machines**. Si, dans ces entreprises le temps supplémentaire était fréquent, les patrons peuvent dès lors l'absorber dans les heures normales à taux simple. D'autre part, cette augmentation de la production a pour corrollaire une intensification du travail des employés de bureau qui eux conservent les mêmes horaires.

Encore une fois, ce nouveau moyen d'organisation du travail ajoute un "plus" en faveur des capitalistes au niveau du taux d'exploitation. Pour les travailleurs, malgré la journée libre les conditions de travail sont somme toutes plus pénibles avec quatre journées de 10 heures. La journée de repos a cependant de l'importance pour la bourgeoisie en permettant d'accroître la consommation de masse des travailleurs, donc stimuler la production.

Mais cette nouvelle forme d'organisation du travail est tellement caricaturale que même les réformistes syndicaux sont critiques: vue cette opposition, l'avenir de cette mesure est fortement compromise au Québec. Les premières à y passer seront surtout des entreprises non-syndiquées ou encore avec les syndicats les plus collaborateurs, celui des fonctionnaires par exemple.

On rencontre les mêmes formes d'exploitation se manifestant sous un autre aspect, celui-là à quelques endroits au Québec: la participation au capital et aux bénéfices. Par exemple, la Cie Imasco (qui contrôle entre autres Imperial Tobacco, Grissol, Taillefer etc.; sur son conseil d'administration on retrouve le réformiste monsieur Bill 65 lui-même Claude Castonguay) donnant à la fin '73 à environ 4,000 de ses 6,000 employés canadiens une participation minimale au capital-actions de la Cie, question de leur donner le goût d'y investir. Ce cadeau se répétera régulièrement sur une base annuelle. Une même situation est encore plus avancée chez Dofasco (Dominion Foundries and Steel) à son "plant" non syndiqué de Hamilton où les employés participent au capital et bénéfices de la Cie depuis 1938. Les dividendes sont versés par la Cie dans le plan de pension des employés contrôlé par un comité formé de 10 cadres et 9 représentants des travailleurs. Ce système peut être appliqué à tous les secteurs même le textile. On accroît le fossé entre plus-value et salaires avec l'augmentation de la production consentie par les ouvriers, d'autre part, en empêchant l'enracinement d'un syndicat et troisièmement en récupérant même une partie des salaires avec l'investissement des travailleurs (avec aussi ses dividendes dont se sert la Cie s'ils sont ajoutés aux actifs du plan de pension). Cependant ce phénomène ne peut se propager à toutes les usines d'une même Cie sans qu'un jour ou l'autre le "traitement de faveur" ne prenne fin vu la nécessité de modernisation donc des mises à pied partielles ou massives. La participation d'un travailleur au capital de "sa" Cie signifie qu'il collabore non seulement à sa propre exploitation mais encore à d'éventuelles mises à pied sinon la sienne propre, du moins celle d'ouvriers à l'emploi de la même Cie.

Conclusion

En gros, ces aspects nouveaux de l'organisation du travail qui à des degrés divers se préoccupent du "facteur humain" poursuivent à visage découvert les objectifs suivants: (1) augmenter l'intensité du travail, (2) stabiliser la main d'oeuvre au niveau de l'absentéisme et du turnover, (3) désavantager les travailleurs dans le partage de la valeur de la production (taux d'exploitation égal plus value-salaires), (4) amener la confusion des intérêts de classe des travailleurs, (5) diviser les travailleurs (notamment au sein d'une même entreprise en réservant à des groupes restreints l'application de ces mesures).

Dans chacun des cas sur lesquels nous nous sommes penchés, nous avons tenté de cerner les limites de leur application. Une question reste posée cependant. Si l'application de ces nouveaux moyens est marginale au Québec, quels sont les moyens dominants?

Ce qui prime, c'est l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail par les voies traditionnelles: la division du travail opérée par les capitalistes consiste à parcelliser de plus en plus et à dèqualifier le travail. Pour citer un exemple éloquent: rappelons le cas de la construction de maison pré-fabriquées ou plutôt que d'engager des menuisiers de métier, on spécialise et déqualifie le travail en employant des "cloueurs", des "mesureurs" et des "scieurs". Dans l'ensemble de l'industrie québécoise, la tendance consiste fondamentalement à réduire de plus en plus le champ d'opération de l'ouvrier pour qu'ainsi il consacre ses énergies sur un travail partiel, n'ayant besoin d'aucune qualification préalable et par conséquent exigeant des salaires moindres. Evidemment, le degré d'application peut différer d'un secteur de production à l'autre, mais cette façon d'opérer la division du travail prend la figure de "constante": c'est l'un des moyens sur lequel doit miser le capital actuellement pour accroître la plus value.

Autre trait dominant en lien direct avec le premier, c'est l'importance grandissante au sein de la main d'oeuvre de la participation des travailleurs immigrés et des femmes. L'analyse de la question des travailleurs immigrés reste à faire. C'est une lacune que nous devrons combler dans la mesure où il s'agit d'un facteur important: l'immigration annuelle totale au Canada passant de 122,000 immigrés en 1971 à plus de 184,000 en 1973, alors qu'on prévoit une augmentation sensible pour 1974. Notons entre autres que l'immigration originaire des Antilles passait de 8,000 en 72 à près de 20,000 en 73. Quant aux femmes, le nombre de femmes mariées entrant sur le marché du travail depuis les 5 dernières années a augmenté de 5.5% annuellement comparativement à 4.3% pour les jeunes (des deux sexes) et à 3% seulement pour le total de main d'oeuvre active. D'ici dix ans, près de 50% des femmes seront présentes sur le marché du travail. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les politiques gouvernementales en matière d'aide sociale: stimuler l'entrée des femmes sur le marché du travail. Comme par le passé, les capitalistes tentent d'élargir la base de la participation de l'unité familiale à la production.

A n'en pas douter, le travail immigré et le travail féminin constituent un acquis imiportant pour la classe capitaliste à cette période de fortes revendications économiques de la classe ouvrière; non seulement les capitalistes peuvent tenir les salaires plus bas, mais aussi ils peuvent par ce moyen semer la division dans les rangs des travailleurs, entre ouvriers, ouvrières, immigrés, etc... C'est dans ce contexte qu'il faut situer les formes nouvelles et anciennes d'exploitation et d'organisation du travail.

ANNEXE

L'usine d'ASEA Industries

La compagnie ASEA Industries est la filiale québécoise d'une société multinationale suédoise; ASEA est la douzième plus grande entreprise du monde dans le domaine de l'équipement électrique lourd. ASEA possède des usines dans une dizaine de pays, et emploie un total de 35,000 personnes à travers le monde.

La filiale québécoise se spécialise dans l'assemblage des grands transformateurs de puissance qui sont vendus principalement à l'Hydro-Québec. La production a débuté en 1971 à son usine de Varennes, sur la rive-sud. A cet endroit, il y a environ 225 employés, 160 étant des ouvriers de la production.

Voyons maintenant les aspects les plus significatifs de l'organisation du travail et des relations patronales-ouvrières à cette usine.

LES EQUIPES DE TRAVAIL "SEMI-AUTONOMES".

Dans l'usine, chaque transformateur est assemblé individuellement; il n'est pas fait à la chaîne. Cette méthode de production est nécessitée à cause du faible nombre d'unités produites (chaque transformateur prend plusieurs semaines à compléter et vaut jusqu'à $600,000) et le fait que les unités diffèrent les uns des autres par leur grandeur ou autrement. Il ne peut pas avoir une production "de masse" dans ce domaine.

Ceci est important à noter, parce que bien souvent la propagande bourgeoise prend l'exemple de ce genre d'usine pour démontrer leur volonté d'éliminer le travail à la chaîne, même s'il s'agit clairement d'un type de production qui ne peut pas se faire avec des lignes d'assemblage.

Là, où il y a nouveauté, c'est dans l'utilisation des équipes de production "semi-autonomes" pour accomplir la plupart du travail d'assemblage. Ces équipes, composées d'environ 3 à 5 ouvriers, travaillent avec une surveillance minime de la part du contremaître. Normalement, l'équipe reçoit des directives du contremaître à tous les deux ou trois jours, et par la suite les ouvriers discutent entre eux des étapes à suivre, et se répartissent le travail. Il n'y a pas de "lead-hand" ou d'assistant-contremaître.

Une équipe travaille presque toujours sur le même transformateur, et assume toutes les opérations nécessaires à son montage. Les patrons disent que cette

---

"Toute entreprise quelle qu'elle soit, a besoin pour fonctionner rondement d'établir au départ certaines conventions que chacun de ses membres se doit de respecter si l'on veut que soit maintenue en son sein un climat harmonieux. Ces règles ou conventions ne sont pas immuables. Elles peuvent varier au gré de l'évolution de l'entreprise. Le comportement du personnel peut entraîner de la part de la Direction une attitude de restriction ou, au contraire, d'élargissement très net dans les agissements de chacun, dépendant de la maturité d'esprit dont les employés font preuve.

De plus, désireuse de mettre l'accent sur une franche communication, la Direction entend dialoguer ouvertement avec vous et s'attend par réciprocité à votre apport de solutions intelligentes et honnêtes dans un commun et mutuel intérêt.

La Direction s'attend à ce que chacun de ses employés se conduise de façon honnête, juste et loyale, c'est en effet, par la coopération de tous que l'entreprise réalisera ses objectifs et que l'ensemble des employés en bénéficiera."

Citations du manuel des employés d'ASEA Industries (quand le patron essaie de faire accepter par les ouvriers que ses intérêts sont aussi les leurs.)

méthode donne aux ouvriers plus de fierté dans leur travail, étant donné qu'ils voient évoluer le produit fini. Cependant, cette méthode est en fait profitable aux superviseurs de la production vu qu'ils peuvent plus facilement identifié les responsables d'éventuels défauts de production.

Chaque ouvrier de l'équipe est "polyvalent", c'est-à-dire qu'il est capable d'assumer toutes les opérations de montage après une période d'entraînement de quelques mois. Le nombre de "spécialistes" est réduit à un minimum. Par exemple, il n'y a pas d'opérateur désigné pour les ports roulants (cranemen), ni pour les chariots-élévateurs (lift-truck); chaque ouvrier sait comment s'en servir.

Cette polyvalence aide à rendre le travail moins monotone pour l'ouvrier; mais pour le capitaliste, il y a aussi des avantages. Premièrement, il peut embaucher moins d'ouvriers parce qu'on élimine ainsi les temps morts qui existent dans d'autres usines pour les travailleurs "spécialistes" comme les "crane-men" ou les opérateurs de chariot-élévateur. Deuxièmement, les contremaîtres ont beaucoup plus de souplesse pour réorganiser le travail quand il y a des ouvriers qui sont malades ou qui quittent leur emploi, ou pour organiser des équipes pour faire du surtemps.

De plus, malgré toute la propagande patronale à ce sujet (en France, et en Suède par exemple, on va jusqu'à décrire ces méthodes comme le début d'une certaine "autogestion" ouvrière), cette "autonomie" et cette "polyvalence" est palcée dans un cadre restreint imposé par la direction. Les initiatives que peuvent prendre les ouvriers sont très limitées. Tous les plans, tous les équipements et contrôles spécialisés viennent de la compagnie-mère en Suède, et l'usine montréalaise ne fait que l'assemblage. Bien que la compagnie exige des ouvriers, une bonne formation technique, cette formation est très peu utilisée: après un an dans l'usine, l'ouvrier ne peut plus rien y apprendre et son travail devient répétitif.

Bien que ce système d'équipe "semi-autonome" veut, d'après ces supporteurs revenir aux "vertus de l'artisanat" et donner "une nouvelle liberté à l'ouvrier", il ne met aucunement en cause ni la division entre travail manuel et travail intellectuel (ce dernier étant effectué, pour la plupart, par les ingénieurs en Suède), ni le droit pour la gérance d'organiser l'essentiel de la production.

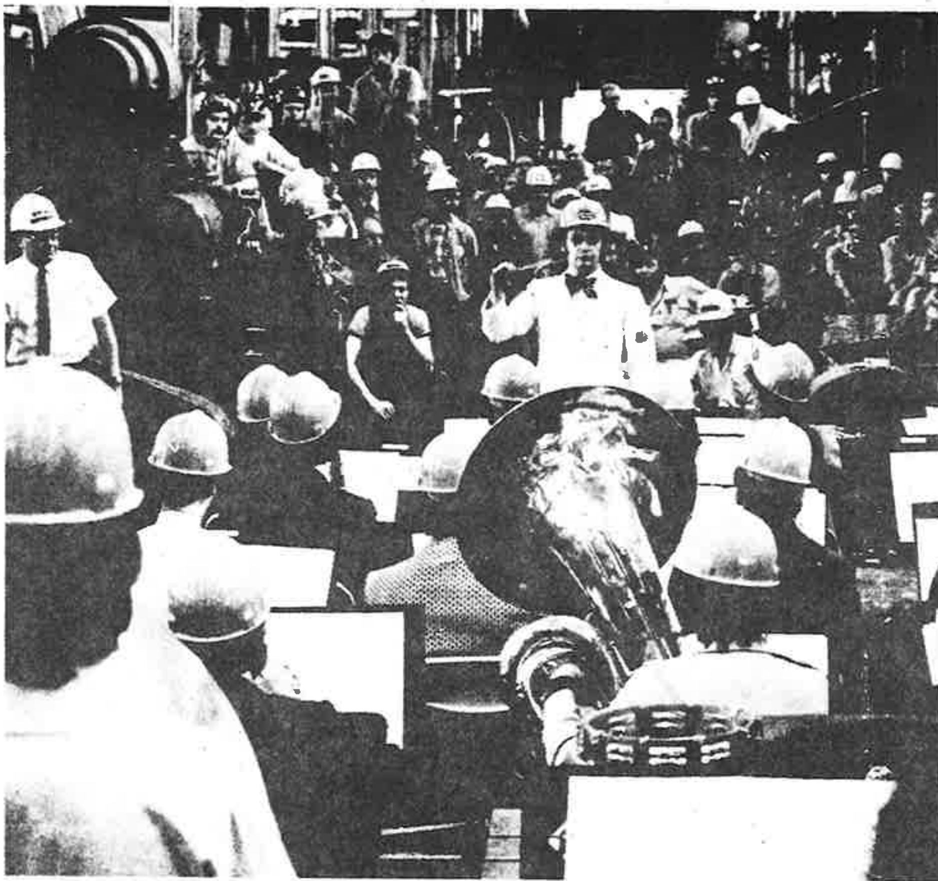
LES PRIMES DE PRODUCTION "COLLECTIVES".

Un aspect important des équipes "semi-autonomes" sont les primes de production collectives. Pour chaque transformateur, il y a un certain temps "standard" alloué pour son montage. Si une équipe prend moins de temps, les ouvriers de l'équipe partagent une prime. Ces primes peuvent monter jusqu'à 20% du salaire de base.

Les avantages pour les capitalistes de ces primes collectives sont clairs. D'abord, ils servent à créer au sein des équipes de travail une auto-surveillance du rendement de chacun, et ils créent un esprit de compétition entre les différentes équipes. Le contremaître a donc très peu besoin d'intervenir pour maintenir le rythme de travail: tous les ouvriers, et plus particulièrement ceux qui sont plus "money-maker", le font tout naturellement.

De plus, face aux luttes de plus en plus fréquentes, contre les boni et les primes de production de toute sorte, ces primes collectives sont plus faciles à défendre que les primes individuelles: les patrons essaient de répandre l'illusion que les équipes sont de petites unités de production qui travaillent "pour leur propre compte" et que ces primes peuvent faire l'objet d'un "certain dialogue entre l'équipe et la direction". Ils insistent sur le caractère "social" de ces primes.

A ASEA, ces primes constituent un facteur de division entre les ouvriers. Plusieurs ouvriers en sont conscients et veulent les remplacer par une hausse de salaire générale et uniforme. Cependant, il y a encore un bon nombre d'ouvriers qui ne pensent qu'à l'argent que représentent ces primes pour eux: ils ne comprennent pas que ces primes sont un outil des patrons pour mieux exploiter les travailleurs tout en privilégiant quelques-uns.



Les travailleurs de la Dominion Foundries & Steel à Hamilton bénéficient d'un concert symphonique à l'usine même (!!!): c'est sans doute là les à-côtés joyeux de l'exploitation capitaliste.

RENCONTRES D'INFORMATION ET DE "CONSULTATION" PATRONALE-OUVRIERE

Tous les mois, il y a des réunions organisées dans chaque département entre le contremaître et les ouvriers. Ces réunions ont lieu pendant les heures de travail et la compagnie va jusqu'à fournir "du café et des beignes" gratuitement. Le but de ces réunions est de "discuter d'une façon amicale et franche des problèmes qui surgissent".

De plus, à tous les trois mois, il y a une séance d'information organisée par les dirigeants de l'usine dans laquelle "ils informent tous les employés sur le progrès de l'entreprise".

Les ouvriers aimaient bien ces petites réunions, surtout qu'elles leur permettaient de se reposer pendant une heure; mais plusieurs en ont découvert le vrai but à une séance d'information récemment. Cette fois-ci, étant donné que les négociations pour le nouveau contrat de travail venaient de commencer, le président de la compagnie en a profité pour expliquer, chiffres "officiels" à l'appui, pourquoi il ne pouvait pas satisfaire les demandes syndicales. Puis il a terminé en lançant un vibrant appel à la coopération des ouvriers pour "aider l'entreprise dans sa progres-

sion".

Etre informé directement par le président qu'ils se font fourrés, n'est pas exactement le genre d'"information" et de "dialogue" recherchés par les ouvriers. Il faut dire que cette tentative des patrons à encourager la collaboration entre les ouvriers et les boss n'obtient pas un grand succès.

APPEL AU NATIONALISME CANADIEN-FRANCAIS

La langue de travail est le français, et presque tous les ouvriers et les cadres, jusqu'au président de la filiale québécoise, sont des canadiens-français.

Dans ces réunions avec les ouvriers, le président répète souvent un de ses thèmes favoris: "**Nous**, entre Québécois, **nous** devons montrer à tout le monde que **nos** ouvriers et **nos** cadres sont capables, ensemble, de produire autant que les employés des usines de la compagnie dans d'autres pays, du double point de vue de la quantité que de la qualité."

C'est bien beau, ce "nous", qui met les patrons et ouvriers québécois dans le même sac, mais les ouvriers, même ceux qui votent péquistes, voient clair à travers ces mystifications "nationaleuses". Ils savent que, même si le président parle français, qu'il agit finalement comme n'importe quel patron et ceci, qu'il parle français, anglais ou suédois. Ils savent aussi que tous les morceaux et tous les plans dont ils se servent sont "made in Sweden", et que la compagnie-mère n'a établi son usine d'assemblage au Québec que pour mieux percer le marché canadien, et donc afin de ramener plus de profits en Suède.

Les compagnies multinationales plus "progressistes" comme ASEA, répondent bien aux critères établis par nos nationalistes petit-bourgeois qui veulent "civiliser" le capital au Québec et l'obliger à parler français. Ces compagnies peuvent même aller plus loin et essayer de faire tourner le sentiment nationaliste canadien-français à leur profit.

Les travailleurs québécois ont tout à fait raison d'exiger leur droit fondamental de parler leur langue, mais ils doivent aller beaucoup plus loin en s'attaquant au contrôle qu'exerce les capitalistes étrangers sur notre économie.

POLITIQUE AGRESSIVE DE RELATIONS PUBLIQUES

La compagnie-mère en Suède publie deux revues très "professionnelles" en plusieurs langues qui sont destinées à la fois aux employés, à leur famille, et au public en général.

Ces revues vante "l'approche moderne" de la compagnie face aux syndicats et à la politique. Dans un article, on parle d'un travailleur **modèle**: bon travaillant qui prend des cours de soir pour se perfectionner, officier de son syndicat local, actif dans le parti socialiste suédois. Ailleurs, il est question des cours pour les délégués syndicaux qui sont financés entièrement par la compagnie. Finalement, un long article traîte de la nécessité de la diffusion de l'information au sein d'une entreprise et de la "nécessité du dialogue entre tous les employés, du président jusqu'aux simples ouvriers".

Il y a aussi beaucoup d'articles sur les efforts de la compagnie pour réduire la pollution, contribuer à la recherche médicale, éliminer les travaux "pénibles" via la mécanisation, etc... D'après la compagnie "beaucoup peut être accompli dans le sens de ramener à la réalité le débat actuellement en cours sur le rôle de l'industrie, ce débat étant trop souvent d'une nature trop généralisatrice et mal dirigée".

Les capitalistes s'inquiètent, et ils réagissent en orchestrant des campagnes de publicité pour vanter les "aspects positifs" des entreprises modernes. Pensons ici au Québec, aux annonces à la radio des compagnies comme Dofasco, International Nickel et General Electric. Ces campagnes visent au niveau de la société, les mêmes effets recherchés par les changements dans l'organisation du travail à l'intérieur des industries: vendre le système capitaliste aux travailleurs.

DES "BEBELLES" POUR LES OUVRIERS

Tous les outils sont fournis par la compagnie, de même que les uniformes et les bottes de travail. Il y a des prises de courant pour chaque voiture dans le parc de stationnement. Il y a un comité de loisirs des employés syndiqués qui est subventionné par l'employeur. Etc., etc.

Toutes ces choses sont bonnes, et dans les usines où ces choses n'existent pas, les syndicats pourraient très bien les revendiquer.

Cependant, il faut simplement voir qu'elles ne sont pas l'essentiel, et que les capitalistes "avancés" peuvent très bien se permettre d'accorder ces avantages. **Car l'important et l'essentiel, pour les capitalistes, est de maintenir son contrôle sur l'organisation du travail, sur la propriété des machines, et sur le niveau et le type de production.**

L'ECHEC DE CES METHODES A ASEA

Dans les sections précédentes, nous avons donné certaines indications sur les raisons qui font que dans cette usine, les méthodes "modernes" d'organisation de travail n'ont pas réussi à camouffler les contradictions de classe, à "pacifier" les ouvriers.

Le mécontentement des ouvriers est généralisé, mais comme ailleurs il s'exprime concrètement à travers deux choses principales: d'une part, les revendications salariales et d'autre part le désir chez un bon nombre d'ouvriers de se placer ailleurs.

Le fait que ce mécontentement ne s'exprime pas dans une perspective de classe plus large, dans une perspective de transformation socialiste, est le fait principalement de deux facteurs: 1) au niveau de l'usine, le syndicat canalise la révolte ouvrière dans des revendications d'ordre salarial: pendant les négociations, il demande des hausses de 70% et concentre son agitation là-dessus. Il n'y a pas de travail effectué pour s'attaquer aux droits de gérance, etc. et les négociations se déroulent d'une manière assez traditionnelle. 2) au sein de la classe ouvrière, il n'existe pas encore une organisation politqiue capable de présenter une alternative au syndicalisme d'affaires et aux solutions individuelles telle la recherche continuelle d'un meilleur emploi.

Cependant, il ne faut pas minimiser l'importance des revendications salariales. Bien que les salaires actuels à ASEA sont assez bons pour le genre de travail effectué, la plupart des gars doivent faire du surtemps le samedi et le dimanche pour arriver à joindre les deux bouts à cause de la hausse constante du coût de la vie (de plus, il n'y a pas de rapport en commun qui dessert l'usine, et une voiture est donc une nécessité.).

Les ouvriers considèrent qu'une compagnie qui se proclame très avancée, devrait l'être aussi au niveau des salaires. Et le fait que les contremaîtres ne sont pas des bourreaux traditionnels, n'aide pas les travailleurs, bien sûr, à rencontrer les paiements sur leur auto, sur leur logement, etc.

Ceci est une réalité des pays capitalistes avancés. D'une part, les patrons essaient par des tactiques multiples et variées de cacher, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine, les contradictions entre leur classe et la classe ouvrière. Mais d'autre part, quand les problèmes économiques deviennent aigus, les capitalistes doivent, pour conserver leurs profits, essayer de mettre le fardeau sur le dos des travailleurs.

Les mécanismes d'intégration de la classe ouvrière ne peuvent fonctionner pleinement que si l'économie est en pleine expansion, et que les entreprises peuvent avec la collaboration du syndicalisme d'affaires, payer les ouvriers suffisamment en salaires pour s'acheter leur "loyauté".

Actuellement, l'inflation défait les règles du jeu. Les "bebelles" des entreprises comme ASEA ne sont pas suffisantes pour faire oublier aux travailleurs leur situation économique. Reste, cependant, la tâche essentielle de canaliser et d'organiser ce mécontentement dans une action collective de classe.

les éditions mobilisation

Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec - *Jean Grenier* — *$0.50*

Apprendre à vaincre - *De coup d'Etat militaire à la résistance populaire au Chili* — *$0.50*

Les comités de travailleurs — *$0.50*

L'impérialisme - *cahier de formation par le CRIQ* — *$0.50*

Le mouvement ouvrier américain — *$0.25*

prochains numéros

- Les luttes dans l'école.
- Les interventions idéologiques militantes au Québec
- Sur l'histoire du Parti Communiste au Canada
- Les travailleurs immigrés: leurs organisations, leurs luttes
- Les luttes dans les services publics... et plusieurs autres

numéros précédents encore disponibles

vol.2, no. 3
Les fonds de pension—Le quatrième congrès du P.Q.—Panama

Vol.2 no.4
La lutte sur les frais de scolarité à l'UQAM—La génération révoltée—L'assassinat d'Amilcar Cabral et les luttes de libération en Afrique—Une évaluation du travail idéologique.

Vol.2 no.5—Spécial sur la propagande
Lénine: A propos d'une profession de foi—De la propagande— La propagande: rôle, tâches et limites —Le rôle de la propagande dans la construction du parti révolutionnaire.

Vol.3, no. 2
La lutte des femmes dans une usine de carton à Montréal—Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes—L'organisation et la lutte à Firestone—Chili 1973 (1ère partie)

Vol.3, no.3
La Steel après la lutte—Grève à Shell aux USA sur la santé et la sécurité—Résumé de "Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec"—La question nationale et nos pratiques dans la classe ouvrière—Le Xème congrès du PCC—Chili 1973 (2ème partie)—Le Service Social...instrument d'une classe.

Vol.3 no.4
La lutte et l'organisation dans les garderies populaires—La femme et la lutte des classes—La surveillance policière des militants progressistes —La lutte à LIP en France—le Mouvement ouvrier américain (première partie).

Vol.3 no.5
Enquête avec des militants d'une entreprise de transport public—L'ENQU ETE CONOMIQUE: un coup d'oeil sur Domtar—Quelques notes sur le Centre d'information et de recherche sur le Québec—A propos du film "On a raison de se révolter"—Le mouvement révolutionnaire en Espagne—Le mouvement ouvrier américain: les nouvelles formes de lutte et d'organisation.

Vol.3 no.6
L'histoire du Premier mai—Assemblée d'évaluation de Mobilisation—Bilan du noyau Service Social—Enquête avec des militants de l'ADDS Centre-Sud—Mobiliser et unir les forces pour vaincre l'impérialisme—L'organisation de la révolution

Vol.3 no. 7
Thetford: l'organisation des mineurs—Asbestos 1949: l'histoire d'une grève—Les mines au Québec—Les mineurs en Bolivie—La grève générale de Winnipeg—A propos de la ligne de masse

vol. 3 no. 8
Bilan Rémi Carrier - Sur le travail de formation - Entrevue avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières - Trois textes sur la Chine.

vol. 3 no. 9
Deux ans de travail politique dans le quartier St-Michel (bilan du Cap St-Michel) - Bilan d'une lutte de syndicalisation dans une usine de Montréal - Entrevue avec des militants du Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA).

formule d'abonnement

☐ $5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros
☐ $.......pour ....abonnements collectifs à 10 numéros [$5.00 chacun, frais de poste inclus]
☐ $.......pour les numéros précédents suivants...........................
☐ $0.50 pour les DOSSIERS suivants....................................
☐ $10.00 pour..............abonnements de soutien
☐ $10.00 pour ....abonnements pour l'étranger par avion

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
1867 Amherst, Montréal,
tel.: 522-1373

Nom.....................................
Adresse.................................
....

A paraître bientôt

TRAVAILLEURS QUEBECOIS ET QUESTION NATIONALE

Environ 160p. format livre de poche $1.00

les éditions mobilisation

Distribué par:
La librairie progressiste
1867 Amherst, Mtl.
Tél.: 522-1373

(commandes postales et téléphoniques acceptées)

Extrait de l'introduction

Pour les travailleurs québécois, et les masses du peuple en général, la question nationale au Québec a toujours constitué une des questions les plus importantes a laquelle de nombreux militants de toutes les époques ont souvent tenté d'apporter des réponses.

Pour nous, le texte des camarades Normand et Lapalme représente un double intérêt.

D'abord, il situe la question nationale au Québec par rapport à la contradiction principale présente actuellement au Québec, la contradiction qui oppose d'une part l'impérialisme américain et les autres ennemis du peuple, bourgeoisie anglo-canadienne et fractions bourgeoises québécoises, et d'autre part, la masse de notre peuple. Car parler de la question nationale au Québec, parler de la lutte de libération nationale chez nous, c'est principalement parler de l'impérialisme américain, notre ennemi numéro un, celui qui pille nos ressources naturelles, débalance notre structure économique, tente de détruire nos traditions nationales et culturelles, place le Québec dans un état de dépendance absolue. Nos autres ennemis, la bourgeoisie anglo-canadienne et québécoise jouent en fait un rôle secondaire.

Aujourd'hui au Québec, diverses couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie québécoise tentent de nous faire "oublier" cette réalité de l'impérialisme, se plaçant sous le terrain de l'"indépendance" factice du Québec. A cause de l'absence d'un parti prolétarien, des milliers de travailleurs embarquent aussi dans le jeu, mettant leurs espoirs de libération dans le discours trompeur de nos "nationalistes" bourgeois qui parlent de "civiliser" le capital étranger américain!!!

Le second intérêt du texte réside dans l'effort qu'il contient pour décrire le plus scientifiquement possible la réalité de cette lutte nationale, les contradictions de classe qu'elle recouvre entre les différentes fractions de la bourgeoisie au Québec et au Canada. Cette réflexion est aussi essentielle pour nous en ce sens qu'il est primordial de lier la lutte nationale et la lutte pour le socialisme, de lier dans un même et vaste courant révolutionnaire la lutte contre l'impérialisme américain, la bourgeoisie anglo-canadienne et leurs alliés au Québec. Dans l'histoire militante du Québec, au travers des nombreuses luttes contre l'exploitation et la domination, il n'y a jamais eu de réponse satisfaisante à la question nationale. Souvent les militants progressistes relèguaient la question au dernier rang la livrant ainsi aux mains de tous les politiciens bourgeois "nationalistes". Pour nous, développer une analyse globale de la lutte nationale au Québec, déterminer quelles classes et quelles couches sociales peuvent être unies contre l'ennemi principal, cela constitue une condition sine qua non pour le développement d'une force politique authentiquement ouvrière et révolutionnaire: **le futur parti de classe des travailleurs québécois.** Il n'est pas suffisant de distinguer seulement notre ennemi principal, soit l'impérialisme. Il faut aussi voir concrètement toute l'articulation politique des autres fractions de la bourgeoisie.

En fait, le texte de Normand et Lapalme constitue une des tentatives les plus sérieuses et les plus documentées qui doit servir à l'ensemble des forces progressistes comme matériel de base, comme instrument de travail. Car il ne s'agit là bien sûr qu'un des premiers jalons. Il nous reste à nous tous à développer ensemble ou individuellement, au travers de nos luttes et de nos expériences, une véritable stratégie politique révolutionnaire québécoise.